

VI

OBERKAMMERPRÄSIDENT IN MINDEN

„Bestallung und Instruction als Oberkammerpräsident für den bisherigen
Kammerpräsidenten Freiherrn vom Stein“ Berlin, 21. Juni 1796

Geh. Staats-Archiv Berlin. Gen. Dir. Minden-Ravensberg. Tit. III. Nr. 1

Stein an Wallmoden

Minden, 21. Juli 1796

Geh. Staatsarchiv Hannover. Depositum 14. Wallmoden.

*Gesundheit seiner Frau. Trostlose Lage des Reiches als Folge der französischen
Offensive gegen Österreich. Der Herzog von Braunschweig. Schärfste Verurteilung
der Haltung Möllendorffs im letzten Feldzug.*

Je ferai parvenir les lettres que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, surtout celle destinée pour Gimborn, par une voie sûre à son adresse. Wilhelmine écrit et témoigne elle-même sa sensibilité aux marques de bonté et de tendresse que son père lui donne. Sa santé est bonne, comme elle ne manque ni d'appétit, ni de sommeil, elle commence cependant à se sentir affaissée et souffrante, et le manque d'un accoucheur, dans lequel elle aurait de la confiance, l'inquiète. . . .

La situation de l'Empire est cruelle, Francfort, et par cette ville toute l'Allemagne supérieure, sera spolié et toute aisance y sera détruite¹⁾. Le Duc²⁾ est fortement agité par tous ces événements, il en gémit et en souffre plus qu'on ne le croirait, si on [ne] le voyait point dans son intérieur. Il est tombé malade à Hameln voulant faire le voyage de Pymont, nous espérons de le revoir bientôt ici.

¹⁾ Im Sommer 1796 waren die Österreicher durch das Zusammenwirken Moreaus und Jourdans und durch die Siege Napoleons in Italien zur Aufgabe des rechten Rheinufers und zum Rückzug bis weit nach Franken gezwungen worden. Das Lahntal war im Juni ein Hauptkriegsgebiet (Gefecht bei Wetzlar am 15. VI.), die eroberten Gebiete wurden aufs schlimmste gebrandschatzt

²⁾ Von Braunschweig.

Sa santé est toujours encore mauvaise, il a eu des accès de crampes très fortes à plusieurs reprises.

Je ne puis croire qu'il soit de conseil que les hommes bien intentionnés et énergiques s'éloignent des affaires, l'abandon que le Duc a fait du commandement l'année 1794 a amené la malheureuse campagne et toutes les suites désastreuses qui nous affectent maintenant. Jamais le Duc ne se serait abandonné à la stupide inertie et à la politique sottise et fourbe que le Général Moellendorff a adoptée et qui, en [nous]¹⁾ désignant à l'exécration et au mépris [de] tous les siècles, a entraîné la perte de millions [de] victimes.

Stein an Wallmoden

Minden, 29. Juli 1796

Geg. Staatsarchiv Hannover Depos. 14. Wallmoden

Rückzug der Österreicher durch die Markgrafschaft Ansbach-Bayreuth. Gute Haltung der französischen Truppen. Das linke Rheinufer verloren, Gerüchte über Saecularisationen. — Der Herzog von Braunschweig.

J'emploie l'occasion qui se présente par l'envoi d'une ordonnance pour faire part à Votre Excellence de différents faits qui pourraient l'intéresser. Un officier, arrivé en courrier de Bayreuth, annonce le passage des Autrichiens par le Margraviat, suivis des Français qui ont tout payé et observé une bonne discipline. On dit que l'armée autrichienne est en très mauvais état.

Lesort de nos provinces sur la rive gauche du Rhin est, à ce qui me paraît, décidé, et nous devons les considérer comme perdues, on parle à Pymont²⁾, à Berlin et à Vienne de saecularisations, de dédommagements. J'ignore de quel côté que se dirigera la rapacité de nos grands seigneurs³⁾. Le Duc est profondément affligé de tout ceci, sa santé commence d'ailleurs d'être chancelante et mauvaise, il se propose de faire une tournée par Osna-brück, Hoya etc., comme cependant il attend une réponse du Roi sur différents objets, je ne crois point qu'il entreprendra ce voyage d'ici en huit jours, et je suis sûr de le savoir 3 jours d'avance . . .

¹⁾ Abgerissen, durch Konjektur ergänzt.

²⁾ Wo sich der Hof seit dem 13. Juli aufhielt.

³⁾ Stein zeigt sich hier gut informiert. Seit Mitte Juni waren diese Fragen wiederum sehr akut geworden, wenige Tage nach dem Abgang dieses Briefes (5. August) kam der Geheimvertrag zustande, der Preußen im Fall der Abtretung des linken Rheinufers bei einem allgemeinen Reichsfrieden Theile von Münster und andere geistliche Stifter als Entschädigung in Aussicht stellte. Ranke, a. a. O. I. S. 356 f.

Stein an Frau von Wallmoden

Minden, 6. August 1796

Geh. Staatsarchiv Hannover. Depositum 14. Wallmoden

Geburt seiner ältesten Tochter Henriette. Befinden von Mutter und Kind.

Nous avons été bien touchés de l'intérêt tendre et vif que vous avez énoncé dans vos lettres du 5 d. c., et je m'empresse à vous donner les détails sur la santé de Wilhelmine et de la petite¹⁾.

Les journées du 2 et du 3 n'étaient marquées que par un accablement très fort et très naturel, pendant les nuits, le sommeil était plutôt l'affaissement de la fatigue que repos. Le 4, la fièvre de lait a commencé à se manifester, le sommeil a été presque nul, la tête prise pendant le 5, la nuit du cinque au 6 a été très tranquille, la fièvre a quitté aujourd'hui la malade, les maux de tête sont passés, quoiqu'elle soit encore toujours pesante, l'appétit a repris, mais on a dû continuer à se soumettre à un régime très sévère, un peu de soupe et ce soir un peu de compote de cerises, voilà tout ce que les médecins mâles et femelles permettent.

Je crois cependant que Wilhelmine aurait, vu la quantité de lait qu'elle forme, mieux fait de nourrir son enfant, comme alors tous les remèdes intérieurs et extérieurs, employés à donner à la nature une direction fautive, eussent été inutiles.

La petite a été le premier et le second jour, où elle a dû se soumettre, elle et la nourrice, à des évacuations en tous sens, criarde, maintenant elle est très tranquille et se voue avec un zèle que rien n'égale au développement de sa petite figure, en dormant ou prenant le lait. Elle s'impatiente singulièrement quand on la lave et se défend déjà de ses mains et de ses pieds quand on l'approche pour cet effet. Quand elle est éveillée, elle ouvre deux grands yeux bleus, séparés par un nez d'une grandeur honnête, pour examiner les objets qui l'entourent, en un mot elle se nourrit, dort et regarde avec étonnement et curiosité le monde dont elle vient d'être citoyenne...

Stein an Frau von Wallmoden

Minden, 14. August 1796

Geh. Staatsarchiv Hannover. Depositum 14. Wallmoden

Gesundheit von Frau und Kind. Dauernde Übersiedlung nach Minden bevorstehend.

Nous pouvons enfin faire les arrangements nécessaires pour nous rétablir vers le commencement de septembre dans notre nouvelle maison et nous réunir dans la même habitation. Le Duc est toujours indisposé, les malheurs du temps l'affectent vivement et profondément.

¹⁾ Geb. 2. August 1796.

Stein an Wallmoden

Minden, 5. September 1796

Geh. Staatsarchiv Hannover. Depositem 14. Wallmoden

Lecoqs Mission bei Jourdan. Die Niederlage Jourdans, Leiden der von den Franzosen besetzten Gebiete, insbesondere der Lahngegend. — Frau und Tochter. Niedergeschlagenheit und physische Krankheit des Herzogs von Braunschweig. Geringes Vertrauen zu den leitenden Persönlichkeiten der preußischen Politik.

Votre Excellence voudra bien me pardonner mon silence sur les lettres qu'Elle m'a fait l'honneur de m'adresser, je ne puis l'excuser qu'avec les occupations que me donnent mille détails dont je me trouve chargé dans ce moment.

Le Lieutenant Colonel Lecoq¹⁾ est revenu de sa mission auprès de Jourdan, on a accordé une suspension des hostilités jusqu'à l'issue des négociations commencées à Paris qui prennent une tournure avantageuse²⁾. On n'a encore que des nouvelles vagues sur l'échec que l'armée de Jourdan a essuyé³⁾, d'un autre côté on assure que la jonction de l'armée de Buonaparte avec celle de Moreau s'est faite, ce qui paraît cependant peu vraisemblable⁴⁾.

Les vexations des pays occupés par les Français sont intolérables, les contributions très fortes, mais les réquisitions énormes, de même que le voiturage. Chaque jour de poste me donne les nouvelles les plus affligeantes sur le sort des malheureux habitants des bords de la Lahn.

La santé de Wilhelmine est bonne, elle se remet depuis 8 à 10 jours, reprend de l'embonpoint, et la petite Henriette se porte à merveille, grandit et s'arrondit. La mère et la fille se promènent souvent en voiture.

Le Duc est toujours malade, les yeux éteints, le teint jaune, la peau sèche, les mains décharnées, la solitude dans laquelle il vit, la situation des affaires générales, l'incertitude dans laquelle on le laisse, le peu de confiance que peuvent inspirer les personnes influentes et se trouvant à la tête des affaires, tout cela le mine et détruit sa santé et sa tranquillité.

Le pays est foulé par les cantonnements trop rep . . .⁵⁾ que ceux qu'on prendra pour l'hiver seront pl. . .⁵⁾.

Enfin, de tout côté il n'y a que calamités et souffrances.

¹⁾ Ludwig Lecoq, Generalquartiermeisterlieutenant. — Über den Zweck seiner Mission s. den Brief vom 12. September 1796.

²⁾ Stein scheint hier die Verhandlungen über die Demarkationslinie im Auge zu haben, die inzwischen zum Vertrag vom 5. August 1796 geführt hatten.

³⁾ Bei Amberg am 14. August 1796 durch den Erzherzog Karl.

⁴⁾ Es entsprach auch nicht den Tatsachen.

⁵⁾ Abgerissen.

Stein an Wallmoden

Minden, 7. September 1796

Geh. Staatsarchiv Hannover. Depositum 14. Wallmoden

Bestätigung der im letzten Brief erwähnten Nachrichten über die Niederlage und den Rückzug Jourdans.

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence les nouvelles qui sont arrivées aujourd'hui au Duc, qui cependant sont encore assez incohérentes et dont il faut attendre les détails plus exactes¹⁾. Les lettres du 29 de Nassau parlent également d'une retraite des Français sur Nüremberg. Peut-être que Votre Excellence est plus instruite que nous le sommes.

Le Duc a encore eu aujourd'hui ses crampes. Wilhelmine et sa petite fille se portent bien.

Stein an Wallmoden

Minden, 12. September 1796

Geh. Staatsarchiv Hannover. Depositum 14. Wallmoden

Vorschlag einer Zusammenkunft in Minden. Mission Lecoqs.

Je puis assurer avec certitude que le Duc serait extrêmement charmé de voir Votre Excellence ici, de se voir rapprocher d'un homme qu'il estime, qu'il aime, qui a une manière conforme à la sienne de voir sur la situation présente des choses. Je désire d'ailleurs de vous parler sur plusieurs objets relatifs aux cantonnements et étais intentionné d'envoyer Lecoq à Hoya, en cas que Votre Excellence ne serait point venue ici.

Je puis offrir à Votre Excellence une chambre qu'elle préférera certainement d'accepter au lieu de loger à l'auberge, comme elle se verra entourée alors de personnes qui lui sont aussi sincèrement dévouées comme Wilhelmine et moi.

L'objet de la mission du Lt. Colonel Lecoq était d'obtenir la neutralité de la Saxe²⁾, il a été accordé de Jourdan un armistice, et les négociations mêmes se font à Paris, à ce qu'on dit, avec succès.

Stein an Wallmoden

Minden, 19. September 1796

Geh. Staatsarchiv Hannover. Depositum 14. Wallmoden

Weitere Nachrichten vom Kriegsschauplatz. Teile der Mainzer Garnison im Anmarsch zur Befreiung des Lahntals.

Je suis bien fâché que Votre Excellence a trouvé des obstacles à se rendre à l'empressement que nous avons de la voir ici. J'ai remis au Duc la nouvelle qu'elle lui a destinée, nous avons ici celle que les Autrichiens

¹⁾ Unterdessen war Jourdan bei Würzburg am 3. September durch den Erzherzog Karl erneut entscheidend geschlagen worden.

²⁾ Sachsen, das bis dahin auf Seiten Österreichs gekämpft hatte, fühlte sich durch den Vorstoß der französischen Heere nach Bayern bedroht und schloß eine Neutralitätskonvention unter Anlehnung an Preußen.

marchent avec un corps pris de la garnison de Mayence sur Coblenze, qui fera déguerpir Jourdan de la Lahn¹⁾.

Une chose très inattendue et décisive, arrivée et annoncée avant hier par un courrier russe, sera parvenue à la connaissance de Votre Excellence²⁾. Tout le monde se porte bien.

Stein an Frau von Berg

Minden, 10. Oktober 1796

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 92. Pertz H 59. Abschrift

Prinz Louis Ferdinand. Die preußische Politik als Ursache der Leiden Deutschlands Gegenstand allgemeiner Verachtung („perfidie de nos principes“). Die glänzenden Erfolge der Österreicher.

Je suis éloigné de ne point être attaché au prince Louis³⁾. L'ayant toujours trouvé intéressant malgré les défauts d'un jeune homme très passionné et entraîné par des entours pervers, comment ne lui rendrais-je point justice maintenant, où il joint à beaucoup de moyens de l'application, de la tenue, de la suite, conduite qui lui a acquitté l'estime de tout ceux qui l'approchent et de tout le corps d'armée auquel il appartient dans ce moment-ci. Je désirerais qu'on fasse plus pour son bonheur et pour son développement, en lui facilitant les moyens d'arranger ses affaires, en lui donnant ceux de faire de temps en temps des voyages d'instruction qui lui donneraient plus de notions sur les rapports militaires et politiques qui sont de sa compétence. J'ai osé énoncer les mêmes idées à Madame de Neal, il paraît cependant par sa réponse qu'elles n'ont point obtenu le suffrage de Madame la Princesse.

Nous devons nous attribuer en grande partie les maux qui affligent l'Allemagne, encore ne retirerons-nous aucun avantage de la perfidie de nos principes, comme la mollesse de notre conduite nous rend l'objet du mépris et de la détestation générale.

Les succès des Autrichiens sont bien éclatants, l'armée de Moreau doit essayer des échecs encore plus grands que n'a fait celle de Jourdan⁴⁾. N'avez-vous point des projets pour Hambourg dans le cours de cet hiver — peut-être que je pourrais m'y rendre pour quelques semaines?

¹⁾ Jourdan war durch die Niederlage von Würzburg nordwärts abgedrängt und zum Rückzug an die Lahn genötigt worden. Mainz wurde nach langer Belagerung durch die weiter südlich an den Rhein vorstoßenden Truppen des Erzherzogs entsetzt, die Stellung an der Lahn war für das geschlagene und in Auflösung befindliche Heer Jourdans nicht mehr zu halten, er mußte über den Rhein zurück.

²⁾ Katharina II. hatte sich auf die Nachricht vom Rückzug der Österreicher entschlossen, eine Armee von 60 000 Mann zur Unterstützung Österreichs nach Deutschland zu senden.

³⁾ Louis Ferdinand stand damals als Generalmajor mit seinem Regiment bei der Armee zum Schutz der Demarkationslinie in Lemgo und Hoya. Die S. 262 ff. abgedruckten Briefe Steins an Louis Ferdinand sind mir im Original nicht zugänglich gewesen. Ich habe neben den von Pertz benutzten im Geheimen Staatsarchiv befindlichen Abschriften, die im Brandenburg-Preußischen Hausarchiv beruhenden, für den Kaiser Friedrich angefertigten und deshalb wohl zuverlässigen Abschriften benutzt.

⁴⁾ Moreau war durch die Niederlagen Jourdans ebenfalls zum Rückzug gezwungen, den er aber ohne „échec“ im Verlauf des Oktobers durchführen konnte.

Stein an Hövel

Wesel, 25. Oktober 1796

St. A. Abschrift

Ratschläge für eine Reise nach Berlin. Die Minister Heinitz, Reck, Struensee und andere Verwaltungsbeamte.

Euer Hochwohlgebohren verzeihen mir, wenn ich Ihnen ein sehr unvollkommenes Bild der Menschen entwerfe, mit denen Sie in Geschäfts Verhältniss treten¹⁾, da ich wirklich zu wenig äussere und innere Ruhe genieße, um Ihnen etwas befriedigendes sagen zu können.

Der Herr Minister von Heinitz ist ein Mann von vieler Geschäfts Erfahrung, Menschenkenntnis und einem unerschöpflichen Grade von Wohlwollen, seinem Rath folgen Sie, und vertrauen Sie ihm, soweit als man irgend jemanden vertraut.— Erliebt die Provinz, deren Sache Sie vertreten. Der Minister von Reck wird auch gewiss schon seine Unterstützung nicht versagen, er ist in Berlin sehr geachtet und hat eine grosse und lebhaftige Liebe für Westphalen²⁾.

Die auf den König unmittelbar Einfluss habenden Menschen kenne ich nicht, Sie werden eine Menge davon hören, besonders wenn Sie in das Haus des Cammerherrn Reck kommen, eines gewaltigen Frondeur, der aber leider hier zu sehr Recht hat bei aller seiner Uebertreibung und seinem schneidenden Wesen³⁾.

Subalterne Canale von Ritz⁴⁾ und Consorten brauchen Sie nicht, man macht sich und die Sache verächtlich.

Suchen Sie den Minister Struensee⁵⁾ kennen zu lernen, es ist ein sehr guter Kopf, dieses ist aber der predominante Theil seines Wesens. Gott gebe seinen Segen auf Ihre Bemühungen, ohnerachtet ich mir nichts erwarte. Bestehen Sie auf einer Audienz bei dem König und sprechen Sie mit Wahrheit und Offenheit.

Unter mineralogischen Menschen empfehle ich Ihnen Herrn Oberberg Rath Karsten⁶⁾ der die Aufsicht über dem mineral. Cabinet des Departements hat, Herr Professor Klapproth⁷⁾, Herr Finanz Rath Gerhard. Karsten ist ein sehr guter Mineraloge. Den Oberberg. Rath Rosenstiel besuchen Sie und grüßen Sie von meinethwegen.

Empfehlen Sie mich ihren Reisegefährten

1) Über die Reise Hövels habe ich nichts genaueres ermittelt. Es dürfte sich um Vorstellungen der Stände über die wirtschaftliche Lage des Landes gehandelt haben, da die Provinz unter den Nachwirkungen des Krieges schwer zu leiden hatte.

2) Eberhard Ludwig Freiherr von der Reck, der S. Chef des Lehensdepartements, ein gebürtiger Westfale, der ehemals in der clevischen und mindenschen Verwaltung tätig gewesen war.

3) Heinr. Freiherr von der Reck, Generaldirektor der königl. Schauspiele.

4) Wilhelmine Ritz, geb. Enke, seit 1794 Gräfin Lichtenau. Vgl. Hintze, Die Hohenzollern und ihr Werk, S. 406.

5) Steins Vorgänger im Accise-, Zoll- und Fabrikendepartement und in der Direktion der Bank und Seehandlung (gest. 17. Oktober 1804).

6) Dietrich Ludwig Karsten d. Ä., Oberberggrat im Bergwerks- und Hüttendepartement.

7) Martin Heinr. Klapproth, Chemiker, Prof. der Chemie, Lehrer am „Bergcadets- und Eleveninstitut“, Oberberggrat im Bergwerks- und Hüttendepartement.

Stein an Prinz Louis Ferdinand
Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 92. Pertz H 59. Abschrift

Minden, 17. November 1796

Philosophie und Charakterstärke als Kennzeichen großer Charaktere. Geschichte als moralische Wissenschaft. Zusammenhang zwischen Despotismus und Bürokratie. Empfiehlt die Lektüre Plutarchs. Reorganisation des Oberkriegskollegiums.

Monseigneur, V. A. R. daignera agréer l'expression de ma sensibilité et de la reconnaissance pour les marques de souvenir et de confiance qu'Elle a bien voulu m'accorder en m'adressant sa lettre dd. 9 de ce mois ¹⁾, si remplie de réflexions intéressantes sur la question qu'Elle discute, et Elle me permettra d'ajouter les observations suivantes à celles qu'Elle vient de faire.

Il est certain que l'esprit philosophique qui généralise les rapports et qui combine les objets isolés sous un principe ou un point de vue plus élevé, est le genre d'esprit qui caractérise le grand homme. — Mais il faut qu'il réunisse à ce genre d'esprit la force de caractère qui lui donne dans les temps tranquilles l'application pour le travail, l'opiniâtreté à suivre tout ce qui influe sur son développement, et dans les temps d'activité la vigueur morale, nécessaire pour supporter les fatigues du corps et de l'esprit, que l'urgence des circonstances exige. C'est ce manque de caractère qui a fait succomber dans la révolution les hommes les plus vertueux et les plus éclairés, tels que Mounier, Bergasse, Lally, même parmi les Girondins Condorcet, Roland, et a forcé les uns à l'exil et a fait tomber les autres sous le poignard des factieux. C'est cette force de caractère, nommée enthousiasme, qui a fondé le trône des Caliphes; produite par le désir des richesses, l'amour de la gloire et l'esprit d'aventure du siècle, elle a animé les conquérants espagnols de l'Amérique et leurs vainqueurs, les boucaniers.

En vivant au milieu de la mollesse des cours où, entouré de gens petits, minitieux, l'homme qui se sent appelé par la nature à une carrière grande et utile ne peut se conserver et développer cette force de caractère qu'en s'entourant des grands hommes de l'histoire et en se défendant par leur exemple des impressions destructives d'un entourage pervers et petit. Les gouvernements despotiques écrasent le caractère de la nation en l'éloignant des affaires publiques et en confiant l'administration à une bureaucratie routinière et intrigante. Les petites républiques fédérées, favorisent le plus le développement de l'espèce, mais rendent l'existence de l'individu orageuse ²⁾).

La remarque que V. A. fait sur les caractères de la faiblesse est bien juste, elle est envieuse et s'efforce de déprécier, point de surpasser.

Je suis bien affligé de ce qu'elle me dit sur le peu d'effet qu'ont eu ses démarches à Berlin ³⁾, comme V. A. R. se propose, à ce qu'on me dit, de

¹⁾ Verloren.

²⁾ Vgl. Montesquieu, Esprit des lois, livre cinquième,

³⁾ Nicht zu ermitteln, da der Brief, auf den sich Stein bezieht, nicht erhalten ist.

s'y rendre elle même, j'espère qu'on sera plus équitable envers Elle. Je partage ses peines, je sens sa situation, mais qu'Elle daigne se rappeler que Frédéric le Grand a été également à son âge écrasé par la pédanterie et l'avarice et n'a trouvé de consolation que dans la solitude et l'amour des lettres et des arts qui en offrent tant à tout âge.

Je recommande Plutarque à V. A. R. et je tâcherai, si Elle l'ordonne, de lui trouver une bonne édition de la traduction d'Amyot¹⁾.

Guionneau²⁾ a été rappelé à Berlin pour concourir à la nouvelle organisation du Conseil de Guerre³⁾. On la simplifie en combinant le 1^{er}, le 2. et le 3^{ème} département dans un même bureau, annexé au Département Militaire du Directoire Général, en formant un second bureau ou département pour tout ce qui se rapporte à l'économie militaire, dans lequel on a placé Mr. de Wegern⁴⁾, et un 3^{ème} pour les invalides. Les parties de l'Etat-Major et fortifications ont été séparées du conseil de guerre et confiées à Geusau⁵⁾.

Nous sommes ici dans une ignorance totale des événements politiques, on prétend cependant que la Russie ne veut point faire la guerre. Je pars le 3 ou 4 de décembre, et je demande à V. A. R. la permission de lui faire ma cour à Lemgo.

Stein an Prinz Louis Ferdinand

Hamm, 18. Dezember 1796

Brandenburg-Preußisches Hausarchiv. Rep. LVII. Prinz Louis Ferdinand. Abschrift

Persönliche Verhältnisse des Prinzen. Ermahnungen. Reise ins linksrheinische Cleve. Verurteilung der preußischen Politik.

S'il est d'une âme forte d'aimer la vérité, pourquoi hésiterais-je de faire part à Votre Altesse Royale de la lettre ci-jointe⁶⁾, Elle en reconnaîtra le caractère et y trouvera le langage de l'amitié active et de l'intérêt. Son contenu enferme quelques observations sur les dispositions des personnes auxquelles Votre Altesse Royale appartient, qui pourront lui être utiles à plusieurs égards. Puissent les vœux que je forme pour vous, Monseigneur, se réaliser, puis-je vous voir réconcilié avec vos parents, supportant leurs défauts avec l'indulgence si méritoire dans les âmes élevées, joindre

1) Jaques Amyot (gest. 1593) hatte im Auftrag Franz I. eine Plutarchübersetzung geliefert, die die folgenden Jahrhunderte überdauerte. Vgl. Lanson, Histoire de la littérature française (18. Aufl.) S. 271 ff. — Über die Bedeutung Plutarchs für das Geistesleben des ausgehenden 18. Jahrhunderts s. Schnabel, Deutsche Geschichte I, S. 169.

2) Guionneau, der im letzten Feldzug die Heeresverpflegung mit zu organisieren hatte, wurde 1795 von Möllendorff in die neu geschaffene Immediat-Militär-Organisations-Kommission berufen und wurde 1796 Finanzrat im Militair-Departement des General-directoriums.

3) Über die Reorganisation der obersten Militärverwaltung, die Stein hier richtig beschreibt, vgl. Jany, Geschichte der preußischen Armee III, S. 340.

4) Wegern wurde Geh. Finanzrath im Militärdepartement des Oberkriegskollegiums.

5) Dafür wurde ein besonderes Ingenieur-Departement gegründet, das dem General-leutenant Geusau unterstellt war.

6) Nicht ermittelt.

l'économie des moyens, si essentielle pour conserver l'indépendance de l'âme, à tous les talents que la nature vous a prodigués, puis-je les voir développés par un travail suivi, opiniâtre, dirigé sur un point déterminé et par les circonstances les plus avantageuses, et employé pour l'humanité si avilie et si souffrante dans la période du siècle dans laquelle nous vivons. Je compte partir demain pour Wesel et me rendre de là pour quelques jours sur la rive gauche du Rhin voir les malheureuses victimes d'un gouvernement mol, d'une politique perfide et de la conduite militaire de cet homme faible et abject qui a été l'année 94 à la tête des armées prussiennes¹⁾.

Stein an Reden
Geh. Staatsarchiv Breslau

Hamm, 20. Dezember 1796

Empfehlung des jüngeren Ribbentrop und eines anderen Beamten.

Vermerk Redens: „resp.“

Je vous envoie, mon cher ami, deux brochures rédigées par le frère de notre Conseiller de Guerre Ribbentrop — natif de Brunswic — ce jeune homme est à Freyberg depuis plusieurs années et a fait imprimer les deux pièces ci-jointes pour prouver son application. Il désirerait de pouvoir travailler dans un Conseil de Mines comme volontaire, surtout de s'informer de là des mines de fer et de plomb avec de la houille — veuillez me dire un mot à ce sujet.

Vous avez perdu Krusemarck²⁾ et avec lui un bon travailleur, quoiqu'inquiet et remuant — auriez-vous besoin auprès du Oberberg Amt von einem Feder Arbeiter, der Acten lesen, compiliren, expediren und currente Sachen vorträgt — Etats macht, überhaupt zu Verfassungsarbeiten geschickt ist, je puis vous recommander l'assesseur de la Chambre de Minden, Everhardi — le Ministre le connaît et lui donnera un bon témoignage. — Vous me demandez, pourquoi je ne le garde point, c'est parce que la chambre de Minden est surchargée de conseillers, qu'au lieu de 7 qu'il nous faut, nous en avons 12, dont 5 sont fruges consumere nati, de manière qu'il n'y a aucune perspective pour ce jeune homme et que je suis fâché de le voir languir et croupir dans l'inertie ou mieux dire dans la pauvreté, comme je l'occupe et qu'il est même chargé de rédiger maintenant un travail assez important.

Je pars aujourd'hui pour Wesel, veuillez y adresser votre réponse — je compte faire une tournée de là à Clèves, Crefeld etc.

Ma femme est avec la petite Henriette (tel est son nom) à Hanovre, je ne pourrais aller la voir avant le printemps, méditant une course à Lingen et Tecklenbourg.

La saline de Königsborn va mal par rapport au déchet de la source, je voudrais que l'affaire du puits, et de la machine à feu s'arrange.

Serez-vous cet hiver à Berlin?

¹⁾ Möllendorff.

²⁾ † 29. November 1796.

Bericht Steins

Wesel, 10. Januar 1797

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Cleve. Tit. CVI. Sect. I. Gen. Nr. 6. Vol. 9

Französische Kriegskontributionen im linksrheinischen Cleve. Stein verlangt schnellste Wiederherstellung der preußischen Verwaltung.

Die Deputirten des jenseits Rheins gelegenen Theils des Herzogtums Cleve und des Fürstentum Meurs haben bey meiner gegenwärtigen Anwesenheit mich aufgefordert, Eure Königl. Majestät den Betrag der von den Franzosen während ihrer Occupation erpressten Dienstleistungen, Lieferungen und Kriegssteuern vorzulegen.

Dieser Betrag ist:

an Krieges Steuern	274.020—34
an Dienstleistungen	119.203—22
an Lieferungen	809.312—34

der Ausfall, welchen Euer Königlichen Majestät Cassen seit dem 19ten Octobr. 1794, als am Tage der französischen Occupation leiden, ist 765,888—10.

Jeder Tag der längern Dauer einer willkürlich räuberischen und verderbten Landesverwaltung in den Händen der unwissenden und verkäuflichen französischen Agenten vermehrt das Leiden von 100.000 treuer Untertanen und die Zerrüttung der Quellen des Wohlstandes dieses Landes auf eine unberechenbare Weise.

Es ist daher die schleunigste Wiederherstellung der preussischen Landes Verwaltung und die Rückkehr unter die väterliche Regierung eines menschenfreundlich wohlwollenden Monarchen der Wunsch von Tausenden und die Epoche, mit der die Herrschaft der Gesetze und durch sie die Sicherheit des Eigentums, Betriebsamkeit bey seiner Benutzung und öffentliches und häusliches Glück wieder hergestellt werden wird.

Stein an Joh. Fr. vom Stein

Nassau, 8. Februar 1797

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 92. Joh. Fr. v. Stein 41. 42

Einladung nach Nassau. Beurteilung der preußischen Bürokratie. — Leiden des Nassauer Landes. Die Verpflichtungen der Grundherren gegenüber ihren leidenden Untertanen.

Votre lettre du 23 m. p. m'est parvenue en route, et je me hâte d'y répondre dès mon arrivée — je suis bien fâché que vous me refusez le rendez-vous proposé, comme il se présente des difficultés très grandes pour entreprendre le voyage de la Franconie, malgré les motifs très urgents qui m'y engageraient et le désir vif que j'ai de me rapprocher de vous, mon cher frère. Mon semestre n'est que de quinze jours, je dois même, en le prolongeant de mon chef, être de retour au plus tard le 5 de mars — déduisez ce qu'il me faut pour jeter un coup d'oeil sur mes affaires très embrouillées par les invasions françaises et les cantonnements autrichiens, vous verrez qu'il ne me reste point le temps nécessaire pour entreprendre un voyage

de 48 milles pour aller et venir. Si les obstacles qui s'opposent à votre voyage sont purement pécuniaires, veuillez agréer, mon cher frère, l'offre que je hasarde de faire d'en porter les fraix.

Vous ne m'avez point informé de la déclaration que M. de H[oym]¹⁾ vous a faite — mais je ne puis me persuader que vous auriez réussi en travaillant sous un homme d'un caractère aussi brusque qu'est Mr. de Schroetter²⁾ et sous Mr. de Hoym dont la mollesse prête tant à l'intrigue et aux influences les plus incroyables.

Cette nomination de Chef Président me donne une très grande augmentation de travail et de responsabilité — mais je vous avoue que la perspective qu'elle pourrait offrir n'est point séduisante, comme nos Ministres sont réduits à la place de premier commis d'un bureau d'expéditionnaires du courant des affaires — et qu'il n'y a plus de considération attachée à la place, ni d'ensemble dans les affaires qui ne présentent plus qu'un amas décousu de détails, en grande partie puérils — je vous avoue — que tout ici est bien dégoûtant.

Ce pays-ci souffre prodigieusement par les invasions françaises, les cantonnements autrichiens, accompagnés de réquisitions qu'on ne paie point, de prestations de corvées innombrables, l'épizootie — les pertes que je fais ne sont pas petites — depuis l'année 1794 on ne retire plus un denier de la [rive]³⁾ gauche, — et il est naturel que les fermiers, pillés par les [uns]³⁾ épuisés par la réquisition des autres, doivent en justice obtenir du propriétaire des rémissions.

Stein an die clevische und märkische Kammer Hamm, 17. März 1797

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Cleve. Tit. CVI. Sect. I. Gen. Nr. 9. Vol. I. Nach der dem Minister von Heinitz eingereichten Abschrift

Der Aufforderung des Generals Hoche zur Rückkehr der ehemaligen Behörden soll stattgegeben werden, da Stein sich davon die Rückkehr einer geordneten Verwaltung zum Besten des schwer leidenden Landes verspricht. Vorschläge über die Zusammensetzung einer Kammerdeputation.

Die Absicht der französischen Regierung: die alte vor der Occupation geltende Landesverfassung der jenseits rheinischen Provinzen sowohl in Ansehung der Grundsätze der Verwaltung als der Persohnen wieder herzustellen, ist einem hochlöblichen Krieges- und Domainen-Kammer-Collegium bereits bekannt aus denen ihm durch den Herrn Krieges Rath Sack mitgeteilt

¹⁾ Heinitz?

²⁾ Friedr. Leopold Freiherr von Schrötter, seit 1795 Staatsminister für das Finanzwesen der östlichen Provinzen. — Über das Verhältnis, in das Johann Friedrich vom Stein hier zu Schrötter oder Hoym treten sollte, ist, wie über die ganze Geschichte seiner letzten Jahre, noch nichts ermittelt. Er starb kurz darauf in Triersdorff bei Ansbach, s. S. 291.

³⁾ Abgerissen, durch Konjektur ergänzt.

Avis important du Général Hoche 18 Ventose,
Règlement provisoire pour les Provinces Prussiennes
12 de mars a. c.

Letzteres enthält in seinem 2ten Artikel eine Aufforderung an die Königliche Landes-Collegien und sämmtliche Beamte, ihren Dienstverrichtungen vom 21sten März curr. an sich wieder zu unterziehen, und

art. 4 die Rechnung und Geschäftsführung der bisherigen Agenten zu untersuchen.

So bedenklich es nun ist, dass ein hochlöbliches Collegium seinen Sitz nach dem einer fremden militairischen Autorithaet unterworfenen Wohnort verlege und seine Geschäfte unter der Aufsicht eines französischen Bevollmächtigten verrichte, so nöthig ist es doch, zu verhindern, dass nicht zudringliche, unerfahrene und vielleicht übel gesinnte Persohnen die Lücke auszufüllen suchen, die in der Verwaltung entstehen würde, wenn ein hochlöbliches Collegium von der ihm angebotenen Gelegenheit, den jenseits rheinischen Provinzen die Vortheile einer einigermaßen geordneten einländischen Verwaltung zu verschaffen, nicht Gebrauch machen wollte.

Dieser Zweck kann aber unbeschadet der Unabhängigkeit eines hochlöblichen Collegii erreicht werden durch Anordnung einer Deputation aus demselben, die die polizeyliche und Finanz Verwaltung der jenseits rheinischen Provinzen unter denen Modificationen, die das noch immer schwankende Verhältniss derselben, das Rescript de dato Berlin 31. Jan. a.c., die in den beyden Publicatis des Generals Hoche enthaltene Behauptung nötig machen. Zu dieser Deputation bringe ich den mit diesem Geschäfte bereits beauftragten Herrn Krieges Rath Sack¹⁾ und den bisherigen Departements Rath Herrn Kriegs Rath von Bernuth²⁾ [in Vorschlag?], welche unter Leitung eines hochlöblichen Collegii und der oberen Behörde und in wichtigen Angelegenheiten mit Zuziehung der bereits zur Abschliessung einer Convention ernannten Landes Deputirte ihre Geschäftsführung mit dem 21ten März antreten und den General Hoche davon benachrichtigen könnten.

Ich habe dieserhalb bereits das erforderliche dem Departements Minister, Herrn Freyherrn von Heinitz Excellenz unterm 16ten m. c. und unter dem heutigen Dato angezeigt und erwarte die Genehmigung dieses Verfahrens³⁾.

¹⁾ Von der Kammer in Cleve.

²⁾ Von der Kammer in Cleve

³⁾ Die Schreiben an Heinitz befinden sich ebd.

Bericht Steins

Minden, 10. April 1797

Gch. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Cleve. Tit. CVI. Sect. I. Gen. Nr. 9. Vol. 1

Bildung der interimistischen Verwaltungsdeputation für das linksrheinische Cleve und Geldern. Erste günstige Auswirkungen ihrer Tätigkeit. Französische Durchmärsche in Richtung auf Ehrenbreitstein und Mainz.

... Ew. Königl. Majestät Befehl zu Folge werde ich nicht verfehlen, bei der ersten Veranlassung, welche mir die Deputation oder die Natur des Geschäfts geben wird, selbst nach Wesel abzugehen. Ich bemerke nur, dass, da der General Hoche bereits von der Organisation der Deputation unterrichtet ist, alle schriftlichen Verhandlungen mit ihm durch diese gehen können. Sollten mündliche Conferenzen und persönliche Absendungen erforderlich sein, so wird sich diesen der Krieges und Domänen Rath Sack mit dem Regierungssekretär Böhme unterziehen können.

Nach einer Relation des ersteren vom 4. d. M. äussern sich jetzt schon wohlthätige Folgen von der bewirkten Veränderung in der Civiladministration, auch zeigt sich das französische General Commando geneigt, alle Hindernisse, die sich der Wirksamkeit ihrer Verfügungen entgegenstellen, aus dem Wege zu räumen. — Alle Akten und Nachrichten von der bisherigen Administration und den bureaux des domaines sind der Deputation bereits überliefert worden, wobei sie der General Matthieu durch executive Verfügungen unterstützt hat ¹⁾.

Durch einen unvermuteten Befehl des General Hoche zur Truppen Versammlung in der Gegend von Meurs und Geldern sind in dem letzten Zeitraum von 14 Tagen häufige Bewegungen und Durchmärsche veranlasst worden.

Die große Eilfertigkeit hat dem französischen Krieges Commissär die Anschaffung der erforderlichen Fourage unmöglich gemacht, weshalb solche auf ergangene Requisition und zur Vermeidung einer gewaltsamen Fouragierung durch die Deputation besorgt worden ist. Die damaligen Kosten belaufen sich auf 4000 rth, welche nun entweder auf die Domänen Gefälle angewiesen oder von der Contribution abgezogen werden.

Bei der vorigen Einrichtung würde ohne Hoffnung des Ersatzes ein vierfacher Aufwand erforderlich gewesen sein. Es wird jetzt eine vollständige Liquidation angefertigt, welche der Kriegs Commissaire zu attestiren versprochen hat.

Am 2. d. M. hat sich der Ueberrest des Hauptquartiers von Cleve entfernt, und nach der Versicherung des General Matthieu ist vor der Hand keine weitere Einquartierung zu erwarten. Die Bestimmung der Expedition geht nach allen Nachrichten gegen Ehrenbreitstein und Maynz. ... *Französische Verwaltungsorganisation jenseits Rheins.*

¹⁾ Es zeigte sich bald, daß die Franzosen die Zusammenarbeit wesentlich anders auffaßten, als Stein es sich dachte, und daß sie lediglich auf eine rücksichtslose Erfassung der Steuerquellen ausgingen.

Ich werde meiner Seits nichts versäumen, um den guten Erfolg der jetzigen Einrichtung zu unterstützen.

Stein an Heinitz

Minden, 6. Mai 1797

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Cleve. Tit. CVI. Sect. I. Gen. Nr. 9. Vol. 2

Die wahren Absichten der Franzosen bei der Wiederherstellung der preußischen Landes-administration. Die preußischen Beamten dürfen nicht „Werkzeuge der Habsucht französischer Generalpächter“ werden.

Stein an die clevische Kammerdeputation

Minden, 8. Mai 1797

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Cleve. Tit. CVI. Sect. I. Gen. Nr. 9. Vol. 2

Da die französischen Verfügungen über die Wirksamkeit der Kammer-Deputation diese „zu Werkzeugen der französischen Finanz-Operationen machen will“, soll sie, wenn Gegenvorstellungen nichts nützen, ihre Tätigkeit einstellen.

Denkschrift Steins über die Fixation der unbestimmten Gefälle der gutsherrlichen Eigenbehörigen.¹⁾ Minden, 1. Juni 1797²⁾

Geh. Staatsarchiv Münster. Kriegs- und Domänenkammer Minden. V. 25

Überblick über den bisherigen Gang der Fixationsverhandlungen. Die Forderungen der Grundherren. Volkswirtschaftliche Begründung der Reform (nach einer Denkschrift Schraders vom Jahre 1793). Weitergehende Reformbestrebungen. Stein schlägt weitere Ermittlungen und die Zuziehung Schraders als Defensor der Eigenbehörigen vor. Befürwortet die Verleihung des uneingeschränkten Eigentums.

Die Fixation der unbestimmten Gefälle der gutsherrlichen Eigenbehörigen ist bereits seit 1752 ein Gegenstand der Aufmerksamkeit und der Bemühungen des hochlöbl. Kriegs und Dom. Kammer Collegii, und sie wurde zuerst durch einen darauf gerichteten Antrag des Domcapituls vom 21ten Decbr. 1751 in Anregung gebracht.

Erst im Jahre 1772 d. 22. Juni brachte das Domcapitul zum Fixationsgrundsatz in Vorschlag

1) bei dem Sterbfall und dem Weinkauf die Ueberlassung der Hälfte des durch einen Wirtschaftsanschlag ausgemittelten reinen Ertrags der eigenbehörigen Stette an den Gutsherrn,

2) bei dem Freikauf

10 pCt. des Brautschatzes im Fall diese 5 rth. ausmachen, sind sie aber geringer, überhaupt 5 rth.,

3) die Bezahlung des Fixationsquanti in Roggen,

4) Ueberlassung der Jurisdiktion über die Eigenbehörige.

Die Sache wurde von den Ravensbergschen Eigenbehörigen ununterbrochen betrieben, ohnerachtet die Stände sie abzulehnen suchten bis

¹⁾ Zur Geschichte der westfälischen Bauernbefreiung vgl. Ritter, Stein I. S. 111 und Lehmann I. S. 203 ff. Dort auch die weitere Spezialliteratur.

²⁾ Lehmann datiert 1. Juli 1797. Es liegt auch eine von diesem Tag datierte Abschrift des Gutachtens vor, aber die hier benutzte, von Stein mit einer Überschrift versehene und gezeichnete Ausfertigung trägt das Datum des 1. Juni 1797.

ao. 1782, der H. Grosskanzler v. Carmer sie bei seiner Anwesenheit wieder in Anregung brachte und das Generaldirektorium veranlasste, die Entwerfung eines Fixationsplans zu verordnen.

Die Stände selbst erbatn sich in einer bei des Königs Majestät eingereichten Vorstellung d. d. 8ten Mai 1783 den Herrn Grosskanzler zum Chef der Einrichtungs-Commission.

Bei der Leitung des Geschäfts nahm man zum Grundsatz an in der commissarischen Instruction d. d. 2ten Febr. 1784,

das es iura singulorum betreffe, die Fixation also durch ein gütliches Uebereinkommen zwischen Gutsherren und Eigenbehörigen erfolgen müsse.

Die Eigenbehörige wandten sich wiederholt mit einer Vorstellung an des Königs Majestät ao. 1793, und nunmehr sah das Finanzdepartement die Fixation als einen Gegenstand der Gesetzgebung [an] und verordnete p. resc. d. d. Berlin, d. 5. Febr. 1793, daß, da die unbestimmte Eigenthumsgefälle der gegenwärtigen Verfassung nicht mehr angemessen und wegen der bei der Erhebung unvermeidlichen Willkühr dem Erwerbfließ hinderlich, so soll bei des Königs Majestät dahin angetragen, daß Landesherrlich festgesetzt werde:

„wie die Fixation erfolgen solle auf eine Art, welche den Gutsherrn für die bisherige Nutzung entschädige und die Eigenbehörige in Stand erhalte.“

Die Fixation müsse hauptsächlich Sterbefälle, Weinkäufe, Freibriefe betreffen und nach den Sätzen, die ao. 1723 geschehen, mit einer billigen Erhöhung ausgeführt werden. Zugleich wurde die Schradersche Abhandlung¹⁾ über diesen Gegenstand den Landescollegien mitgeteilt.

Die Regierung brachte in ihrem Bericht d. d. 8ten Apr. 1794 verschiedene Fixationsgrundsätze in Anregung, entweder die Erhöhung der gewissen gutsherrlichen Gefälle um 25 pCt. oder eine 30 jährige Fraktion oder einen Anschlag, verwarf sie alle und hielt eine Fixation für überflüssig, weil man in iudicando bei Freibriefen 10 pCt. des Brautschatzes annahm, die Eigenthumsordnung ao. 1741. Cap. II. § 4 bei Weinkäufen ein Jahr gutsherrliche Praestation und bei kleinen Leuten 5 rthl. annehme, und bei Sterbefällen müsse man das Hofgewehr, alle nothwendige und nützliche Schulden und die rückständige Brautschatze abziehen.

Das Justizministerium erklärte in seinem Schreiben an das General Direktorium d. d. Berlin, d. 14ten Juni 1794, es müsse nicht mit einzelnen Gutsherren unterhandelt, sondern den Ständen ihr Gutachten abgefordert werden und ihnen die Wahl vorgeschlagen, die Fixation entweder nach dem Verhältnis der ordinären gutsherrlichen Gefälle oder nach dem auf die königl. Eigenbehörigen angewandten Grundsatz anzunehmen.

Die Meinung des General Directorii in dem Schreiben d. d. 29. Juli 1794 war, dass bei Freibriefen 10 pCt. vom Brautschatz, bei Weinkäufen und

¹⁾ Vgl. S. 271.

Sterbefällen 25 pCt über den Satz der königl. Eigenbehörigen angenommen werden möchte.

In der mit den Ständen d. 18ten Novbr. 1795 abgehaltenen Conferenz wurde das bereits ao 1772. von dem Domcapitul vorgeschlagene Fixations principium und der Antrag auf Erteilung von Jurisdiction über die Eigenbehörige an die Gutsherren wiederholt.

Dieses wäre die Erzählung des Ganges, welchen das Geschäft der Fixation der gutsherrlichen Eigenbehörigen befolgt hat, es bliebe nun noch übrig die Darstellung der Gründe, womit die Verteidiger dieser Veränderung sie unterstützen und einige Bemerkungen über die Anträge der Stände und die fernere Behandlung des Geschäfts und eines damit in Verbindung stehenden Gegenstandes, dem der Allodification der königl. Eigenbehörigen. Diese Gründe sind am ausführlichsten enthalten in einer Abhandlung des Justizamtmannes Schrader¹⁾

„Über das Verhältnis der Eigenbehörigen gegen Landes Regierung und Gutsherrn etc. 1793“

und sind theils historisch, theils rechtlich und staatswirtschaftlich — zu Gewährsmännern der erstern führt er Möser's Osnabrückische Geschichte und Kindlinger's Beiträge zur Geschichte Deutschlands III. Theil und dessen Geschichte der Grafen an.

Der Zustand der Bauern in Westphalen vor Carl dem Grossen war der eines freien Besitzers seines Eigenthums (§ 1) und diesen ließ Carl unverändert (§ 2). Nach Carl M. trat an die Stelle des Schutzes des Reichsoberhauptes der der Bischöfe, Grafen und grossen Gutsbesitzer (§ 3), und diese Schutzherrschaft verwandelte sich in Eigenbehörigkeit (§ 5).

Die eigenbehörigen Güter sind nicht Gaben des Gutsherrn, da der grösste Theil Westphalens aus ihnen besteht, die einem Gutsherrn gehörige Höfe zerstreut liegen, der Gutsherr nicht Gerichtsherr ist und kein Verhältnis zwischen der Grösse des eigenbehörigen Guts und den darauf haftenden Lasten ist (§ 7). Die das Eigenthum betreffende Observanz[en] sind erst im XVII. Saec. zusammen getragen.

Der Eigenbehörige hat auf das Gut ein Erbrecht, disponirt während seiner Lebenszeit frei über dessen Ertrag und seinen Erwerb (§ 11).

Der römische Sklav war Sache, der Eigenbehörige ist ein Unterthan des Staats, der von diesem Recht und Schutz erhält und dagegen die öffentliche Lasten trägt (§ 15).

Der Sterbefall ist allmählig auf die Hälfte der Mobilar Nachlassenschaft, im Münsterschen nach Abzug der Schulden, ausgedehnt (§ 16) und ist im Minden Ravensbergischen nach der gegenwärtigen Verfassung die Hälfte des Hausraths, Hofgewehrs, baaren Geldes, vorrätigen Getreides ohne Abzug der nothwendigen und nützlichen Schulden (§ 17).

¹⁾ Domänenbeamter in Limberg. Die erwähnte Denkschrift befindet sich im Staatsarchiv Münster, Kriegs- und Domänenkammer Minden. V. 55.

Die Folgen der Erhebung des Sterbefalls und Weinkaufs sind

- a) die periodische Unterbrechung der Bewirthschaftung eines Guts und dessen Entblössung vom Inventario und dem zum Betrieb der Oekonomie erforderlichen Verlag Capital (§ 20);
- b) die daraus entstehende Vortheile des Gutsherren stehen nicht im Verhältnis mit den Nachtheilen des Bauern (§ 21);
- c) sie machen den Zustand des Eigenbehörigen ungewiss und ersticken den Erwerbsfleiss, in dem sie den Genuss des Ertrages dem Erwerbenden entziehen (§ 22);
- d) sie wirken den Unterthanen Verhältnissen des Eigenbehörigen entgegen und machen ihn unfähig, die Lasten des Staats zu tragen, und insolvent gegen Privatgläubiger und Miterben (§ 23);
- e) durch die Dingung des Sterbefalles werden diese nachtheiligen Folgen nicht vermieden (§ 24).

Die Verwandlung der gutsherrlichen ungewissen Gefälle in eine jährliche Rente hebt

- a) alle diese schädliche Folgen für den Eigenbehörigen (§ 25),
- b) sichert die Einnahmen des Gutsherrn (§ 26),
- c) erhält die Zahlungsfähigkeit des steuerpflichtigen Unterthan und den Privateredit (§ 28).

Das Fixationsprincipium muss mässig und einfach sein, die Ausmittlung des Ertrags durch Anschläge nach der freien Heuer giebt falsche Resultate, nach oeconomischen Grundsätzen ist zu verwickelt (§ 32. 33).

Das Surrogat muss in Gelde gegeben werden (§ 35) und muss sich allein nach der Grösse des Guts, nicht nach der Güte richten, weil die Ausmittlung der letztern äusserst schwierig und der Ertrag des Guts hauptsächlich von der Industrie abhängt (§ 37). Das Fixationsprincipium, so am angemessensten wäre, ist das anno 1773 bei königl. Eigenbehörigen angewandte, jedoch mit einer verhältnismässigen Erhöhung.

Herr Justizamtmann Schrader geht in seiner mir übergebenen Abhandlung über Einführung der Fixation noch einige Schritte weiter und schlägt die Allodification der gutsherrlichen Eigenbehörigen sowohl als die der königl. aus folgenden Gründen vor:

- Das gutsherrliche Obereigenthum setzt das ganze damit belegte Grundeigenthum aus dem gesellschaftlichen Handelsverkehr, benimmt ihm
- 1) die Fähigkeit, dingliche Sicherheit zu geben,
 - 2) nutzbar für den Eigenthümer und für den Staat veräussert zu werden,
 - 3) verhindert neue Ansiedlungen,
 - 4) beschränkt die wohlthätigen Folgen der Gemeinheitstheilungen.

Die aus dem Obereigenthum entstehende Emanie der königl. Cassen ist ohnbeträchtlich und kann gedeckt werden — und das freie Verkehr würde die Vertragshandlungen vervielfältigen und auch die Einnahme des Beamten an Gebühren.

Die dem Gutsherren für den Verlust seiner Eigenthumsrechte zu ertheilende

Entschädigung kann erlegt werden entweder in der Form einer Rente, die einem gewissen Teil der Contribution gleichgesetzt wird, oder in der Form eines Loskaufscapitals.

Es bleibt dem Eigenbehörigen überlassen, überhaupt auf Fixation anzutragen oder unter den beiden angezeigten Arten zu wählen.

Für den so abgeänderten Zustand der Bauern entwirft H. Schrader eine Meyerordnung, bei der die Hauptideen zum Grunde liegen:

Einräumung freien Eigenthums,
Beförderung des Privat Credits,

des Abbaues grosser Stätten der Ansiedlung, und Einschränkung der Abfindung des Nichtanerben, auf billige, die Stätte conservirende Sätze
In der anliegenden Abhandlung hält H. Justizrath Brune ¹⁾

die Allodification der Eigenbehörigen Stätten für nothwendig und bei königl. Eigenbehörigen für leicht.

Aus dem hier Vorgetragenen lassen sich folgende Resultate ziehen:

- 1) Landes Collegien und Stände sind über die Schädlichkeit der ohnbestimmten Eigenthumsgefälle und die Nützlichkeit ihrer Fixation einig. —
- 2) Die Aufhebung der ersteren und die Einführung der letzteren ist von einem hohen General-Directorio und dem Justizdepartement verordnet.
- 3) Stände sollen darüber gehört werden, als über einen Gegenstand der Gesetzgebung, nicht aber über iura singulorum, bei welchen nur eine gütliche Uebereinkunft Statt findet.

In einer Conferenz de 18. Novb. ²⁾ 1795 sind Stände gehört und haben die vorgeschlagene Fixationsprincipia verworfen und ein anderes in Antrag gebracht, nämlich die Ausmittelung des reinen Ertrages der Stätte durch wirtschaftliche Anschläge und Ueberlassung der Hälfte dieses reinen Ertrags an den Gutsherrn als Aequivalent für Sterbefall und Weinkauf. Dieses vorgeschlagene Fixationsprincipium giebt aber den gutsherrlichen Rechten eine grössere Ausdehnung, als sie bisher gehabt haben und ist in der Ausführung weitläufig, verwickelt und kostbar.

Es ist in die Augen fallend, dass in der Regel die Hälfte des jährlichen reinen Ertrags einer Stätte und der dem Eigenbehörigen hiervon auf ewig entzogene Genuss bei weitem die Hälfte seines bei dem Todesfall vorhandenen beweglichen Vermögens übersteigt, dass er aus der Hälfte jenes reinen Ertrags, welchen der Gutsherr sich zueignen will, seine Bedürfnisse des Wohllebens oder der Nothwendigkeit befriedigt, sein Haus baut oder verschönert, seine Pferde anschafft, Grundstücke ankauft oder verbessert u. s. w.

Die Stände nehmen ganz willkührlich an, dass die zufällige Gefälle gerade die Hälfte des reinen Ertrags der Stätte ausmachen, und alle Anschläge sind vergeblich, da das Verhältniß der ohnbestimmten Gefälle zu irgend

¹⁾ Generalpächter und Justizbeamter im Amt Brackwede.

²⁾ Von Steins Hand.

einem bekannten Maasstab nicht ausgemittelt werden kann, aus dem sehr natürlichen Grunde,

weil es ohnbestimmte Gefälle sind.

Es kann also kein anderer angenommen werden als ein willkürlicher, und da scheint der von der Contribution noch der Sache am angemessensten, da er in Verhältnis mit der Grösse und Güte der Stätten steht, ihn auch bereits ao. . . .¹⁾ die Ravensbergische Ritterschaft in Vorschlag gebracht hat.

Das von dem p. Schrader angetragene Aequivalent für

Sterbefall, Weinkauf und Freikauf wäre $2\frac{1}{6}$ des Contributionsmonats oder sonst 3 Contributionsmonate.

Nimmt man nun an, daß die Hälfte der auf dem platten Lande wohnenden Steuerpflichtigen Privateigenbehörige wären, so machte dieses eine jährliche Rente von 15 000 rth. aus, so man den Gutsherrn anböte zur Entschädigung. Um der Sache jedoch näher zu treten, halte ich für rathsam,

1) eine Designation sämtlicher gutsherrlichen Eigenbehörigen mit Bemerkung der auf der Stätte haftenden gutsherrlichen Lasten und Contribution anfertigen zu lassen,

2) dem p. Schrader als Defensor der gutsherrlichen Eigenbehörigen zur Beantwortung mitzuteilen,

3) das Sentiment einiger vernünftiger und geschickter Beamte, namentlich des Justizrath Brune, v. Sobbe²⁾, Amtmann Becker³⁾ und Schindler⁴⁾ über die von dem H. Schrader eingereichte Fixations- und Meyerordnung und die Möglichkeit, die Annahme der darin angenommenen Fixationssätze von den Eigenbehörigen zu erwarten — zu fördern und zwar so, daß jeder sein Sentiment entwerfe, sie sich in einer gemeinschaftlichen Conferenz darüber vereinigen und die Verhandlungen mit dem 1. Aug. einreichen.

Was nun die Allodification der königl. Eigenbehörigen betrifft, so scheint sie mir augenscheinlich nützlich und in der Ausführung leicht.

Uebereinstimmend mit der Erfahrung und der Meinung aller Schriftsteller ist der Satz, daß der Zustand des Landmannes, der ihm persönliche Freiheit und Eigenthum sichert, am zuträglichsten ist für sein individuelles Glück und für die möglichste Beförderung seines Erwerbflusses.

Krönitz Vom Bauer pag. 770 Neueste Ausgabe.

Pfeister Allgemeine Polizeiwissenschaft, Th. 1. p. 143 Oder Bedenken und Zusätze über die Frage: wie dem Bauer Freiheit und Eigenthum zu verschaffen? 1772.

Grave, über den Zustand der Bauern. Es ist ausgemacht, daß durch die Allodification der Credit des Bauerstandes gesichert, eine Menge weitläuftiger Formalitäten bei Consensgesuchen u. s. w. aufgehoben, der Abbau großer Stätten begünstigt und ein großes todt liegendes Kapital vom Grundeigenthum in Circulation gebracht wird.

1) Fehlt im Text.

2-4) S. S. 284

Nothwendig muß sowol die Domänenkasse als die Sportulasse durch ein Aequivalent, welches durch Extrakte aus den Rechnungen auszumitteln ist, sicher gestellt werden. Für die so allodificirte königl. Eigenbehörige könnte die Meyerordnung gleich in Anwendung gebracht werden.

Bericht Steins

Minden, 27. Juni 1797

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Cleve. Tit. CVI. Sect. I. Gen. Nr. 9

Verlangt eine gerechtere Verteilung der Contributionsbeiträge der einzelnen Stände im linksrheinischen Cleve. Die Städte sind durch die Herabsetzung der Accise dem Lande gegenüber bevorzugt.

... Auf den Bewohner des platten Landes hat man aber nicht dieselbe Rücksicht genommen, ohnerachtet er auch, ja besonders der Tagelöhner, kleine und Mittelbauer durch Einquartirung, Fourage Lieferung, Viehsterben, eingeschränktes Gewerbe, verlohrenes Verdienst bei dem Wasserbau, der Forstcultur u. s. w. sehr gelitten. ...

Stein an Louis Ferdinand

Minden, 19. December 1797

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 92. Pertz H. 59. Abschrift

Der Friede von Campo Formio. Preisgabe des linken Rheinufers durch die österreichische Armee.

V. A. R. connaît le prix que j'attache à son souvenir et à ses bontés, et elle ne doutera par conséquent point que sa lettre, que Monsieur de Kleist¹⁾ m'a remise, m'a fait un plaisir sensible en me prouvant sa confiance et son intérêt. Nous approchons du dénouement, et la perfidie noire et complète du traité de Campo Formio va être mise en évidence. Les Autrichiens quittent l'Empire, abandonnent les forteresses de Mayence et d'Ehrenbreitstein que les Français cernent pour les occuper²⁾. Le Duc, qui est de retour à Brunswic a fait appeler Lecoq, et on assure que le Roi a refusé cathégoriquement aux Français la séquestration de l'Electorat d'Hanovre et l'occupation des bouches du Weser et de l'Elbe.³⁾

¹⁾ Moritz von Kleist, Oberst im Reg. Prinz Louis Ferdinand (Mr 20).

²⁾ Nach den geheimen Abmachungen des Friedens von Campo Formio sollte Frankreich das linke Rheinufer mit Ausnahme der preußischen Gebiete erhalten, Preußen dadurch von allen rechtsrheinischen Entschädigungen ausgeschlossen werden. Am 1. Dezember erzwang Napoleon auf dem Kongreß von Rastatt eine Convention, die Österreich verpflichtete, Mainz und Ehrenbreitstein preiszugeben. Mainz fiel Ende Dezember 1796, Ehrenbreitstein im Januar 1797.

³⁾ Hier zeichnen sich 2 beherrschende Grundlinien der französischen und preußischen Politik ab, die später unter Napoleon noch deutlicher heraustreten. Auf der einen Seite das Bestreben, dem englischen Handel die Tore nach dem Kontinent zu sperren, auf der andern Seite die Politik der Neutralisierung Norddeutschlands in den weltpolitischen Auseinandersetzungen. Der Zusammenbruch der preußischen Neutralitätspolitik im Jahre 1806 führt sofort zur völligen Durchführung des Prinzips des wirtschaftlichen Kampfes, das Napoleon von der Revolution übernommen hatte (Erklärung der Kontinentalperre, Berlin, Oktober 1806).

Les Français exigent la prestation du serment de fidélité de tous les employés sur la rive gauche du Rhin, excepté dans les provinces prussiennes qu'on destine aux Hollandais, comme dédommagement pour la perte de Maastricht, Venloo et la Flandre hollandaise. Je me propose d'aller le 24 à Hannovre et y rester jusqu'au 2 de janvier, probablement que j'y apprendrai des objets dignes de l'intérêt de V. A. R. et dont je lui demanderai la permission de lui faire part. Le Duc a été extrêmement bien accueilli du Roi qui a eu journellement et habituellement des conférences avec lui. L'administration de tabac est abolie, on ne laissera qu'un impôt temporaire pour faire face aux faux frais occasionnés par cet établissement éphémère. V. A. R. sait trop bien employer sa solitude, pour qu'on puisse ne point la féliciter de pouvoir s'y vouer pendant cet hiver et se livrer aux études qui doivent la préparer pour les grands événements qui nous attendent. Mr. de Kleist aura l'honneur de lui envoyer un plan du partage qui vient par la voie de Hambourg tel qu'il a été dessiné à Campo [Formio], et auquel je crois un fond de vérité.

Bemerkung Steins zu dem Bericht der clevischen Kammer

Lehmann I. S. 359. Anm. 1

Wesel, 13. März 1798

Schutz der Arbeiter bei Konkurrenzkämpfen der Unternehmer.

Zur Sicherstellung der arbeitenden Classe gegen allen Druck der Fabriquenverleger ist der Entwurf eines [Reglements über] eine Lohn-taxe und die Rechte und Verbindlichkeiten der Arbeiter gegen die Fabriqueninhaber erforderlich.

Stein an Gräfin Wallmoden

Geh. Staatsarchiv Hannover. Depositum 14. Wallmoden

Nassau, 24. Juni 1798

(Empfiehl Wiebekings Werk über den Wasserbau). Fortschritt der revolutionären Organisation auf dem linken Rheinufer.

Le temps ne nous favorise maintenant guère, et je suis trop heureux d'avoir terminé avant la pluie ma course par la rive gauche du Rhin et de la Moselle. J'ai été témoin des progrès de l'organisation républicaine et des oppressions financières et religieuses que souffrent [les] habitants aigris et désespérés au dernier point, espérant toujours encore leur délivrance par la guerre.

Bericht Steins an das Generaldepartement Hamm, 15. August 1798
 Geh. Staatsarchiv Berlin. General Directorium. General Departement XLI. 69

Die Lage der Domänenbauern im Westen und Osten der Monarchie. Aufhebung der Dienste im Westen eingeleitet.

Zur Erreichung Eurer Könighchen Majestät Intention in der mir mittelst seitwärts rubricirten Rescripti element. zugefertigten Cabinets Ordre vom 4ten hujus habe ich zuförderst allen Domainen Beamten und Haupt Pächtern in denen mir anvertrauten Kammer Departements die allerhöchste Willens Meynung, sich aller Bedrückungen und gesetzwidriger Behandlungen der Unterthanen vor wie nach zu enthalten, bekannt gemacht, und sie bey Vermeidung der angedrohten Folgen der Uebertretung zur pünktlichsten Befolgung auf das ernstlichste angewiesen. Gleichergestalt hab ich auch sämtlichen Departements Räthen ihre desfallsige Verbindlichkeiten in Erinnerung gebracht, und werde ich selbst den Inhalt der allerhöchsten Cabinets Ordre bey jeder Gelegenheit mit sorgfältigster und unpartheyischer Aufmerksamkeit zur Ausübung zu bringen mich bemühen.

Eurer Könighchen Majestät wird indess gewiss nicht entgangen seyn, dass das Verhältniss der Domainen Beamten im Clev- und Märckschen ganz von denen in Allerhöchstdero Staaten jenseit der Weser abweichend ist. Justitz und Polizey Verwaltung ist in jenen Provinzen besondern Justitz und Polizey Beamten anvertraut, auch sind hier ausser dem so lästigen Zwang Gemahle keine anderwärts oft drückende Monopolien von Bier und Brandtwein Zwang bey denen Domainen und Natural Dienste der Unterthanen entweder gar nicht oder nur unbedeutend, wie bey denen Rentheyn Bochum und Hörde, vorhanden. Die Rentmeister sind daher hier eigentlich nur Erheber der Allerhöchstdenenselben zustehenden guthsherrlichen Gefälle.

Im Ravensbergischen sind alle Domainen Grundstücke vererbpachtet, die Aemter Vlotho und Limberg ausgenommen, in denen man jedoch auch mit dem Abbau der Domainen und der Dienst Aufhebung beschäftigt ist. Dienstleistungen cessiren daselbst gänzlich, und ist der Beamte principaliter Justitz und Polizey Beamter, daher er in dieser Eigenschaft eine besondere Aufsicht erfordert.

In dem Fürstenthum Minden ist die Kammer gleichfalls mit Abbauung der Domainen Aemter und Aufhebung der Dienste beschäftigt und hat diese bereits in denen Aemtern Hausberge, Schlüsselburg und Reineberg eingeleitet. Allerhöchstdieselben werden aus dem Angeführten zu entnehmen geruhen, dass in den hiesigen Provinzen ein Domainen Beamter mindere Gelegenheit zu Bedrückungen der Unterthanen hat, als in andern, wo grosse Vorwerke und starke Natural Dienste sind. Indess soll es mein eifrigstes Bestreben seyn, darauf zu achten, dass dieselben auch nicht diese mindere Gelegenheit missbrauchen.

Stein an Heinitz

Minden, 13. Sept. 1798

Geh. Staatsarchiv Berlin. Generaldirektorium Minden Ravensberg. Tit. LXIV. Nr. 6 Vol. II. Abschrift

Die Eigenbehörigkeit in Minden-Ravensberg. Die guthsherrlichen Rechte. Schädlicher Einfluß „auf den Nationalreichtum“. Die Fixation der unbestimmten Gefälle wird vorbereitet.

Ich bin durch des Herrn Staats Ministers v. Werder Exc. angewiesen worden, eine Uebersicht von den gegenwärtigen Verhältnissen der glebae adscriptio der Landbewohner in den Minden Märck.- und Clev.-Kammer Departements gegen die Guthsherrn, so wie von ihren persönlichen Rechten und Pflichten und der Entlassung aus der Unterthänigkeit zu entwerfen. Es ist nun der Zustand der Bauern in dem Clev- und Märckschen, den die abschriftlich anliegende Ausarbeitung des Justitiarii Cam. K. u. Dom. Rath v. Rappard ausführlich darstellt, von den Verhältnissen der Minden und Ravensbergischen Landbewohner wesentlich unterschieden. Diese nebst den Tecklenb. Lingsenschen Eingesessenen sind der polizeilichen und richterlichen Gewalt des Guthsherrn nicht unterworfen, sondern unmittelbare Unterthanen und lassen sich unter folgende 3 Klassen bringen

1. Eigenbehörige
2. Erbmeyerstädtische
3. Freye, die eine vollkommene Freyheit ihrer Persohn und uneingeschränktes Eigenthum ihrer Stätten geniessen.

Die Verhältnisse der Eigenbehörigkeit bestimmt die Mindensche Eigenthums Ordnung d. d. Berlin d. 26 Novbr. 1741.

Sie äussern sich dadurch

- 1) dass die Persohn des Eigenbehörigen zur Leistung gewisser Dienste verbunden ist, cap. V, § 5
- 2) dass alles, was der Eigenbehörige acquiriret, dem Guthsherrn zufällt, cap. III, § 2
- 3) dass nach dem Tode des Eigenbehörigen der Guthsherr das halbe bewegliche Vermögen ohne Abzug der darauf haftenden Schulden erbt, cap. VIII.
- 4) Der Eigenbehörige hat zwar nach cap. X § 1 ein dominium utile auf den unterhabenden Hof und kann nur in bestimmten Fällen entsetzt werden, cap. XVI. Er darf aber ohne Einwilligung des Guthsherrn keine Schulden contrahiren, cap. X § 7, nichts vom Hofe veräußern und keinen Brautschatz für die abzufindende Kinder bestellen, § 4. Die vom Eigenbehörigen dem Guthsherrn zu leistenden Praestationen sind theils bestimmte unveränderliche, als

Spann- und Handdienste, cap. V, § 1 seq.

Früchte und Zinsen, cap. 6 § 1 seq.

theils zufällige, welche jedesmahl durch ein zwischen Guthsherrn und Eigenbehörigen getroffenes Abkommen bestimmt werden.

Dahin gehört

- 1) der Sterbefall, cap. 8,
- 2) der Weinkauf, cap. VII, § 3

welchen jede auf die Eigenbehörige Stätte kommende fremde Persohn entrichtet,

3) der Freybrief, welchen die Geschwister des Stättebesitzers, wenn sie aus dem Eigenthum treten wollen, zu lösen schuldig sind, cap. XIV, § 2. Dem Guthsherrn competirt gegen den widerspenstigen Eigenbehörigen eine levis coactio und das Recht der Pfändung wegen rückständiger guthsherrlicher Gefälle, cap. XIII, § 3.

Die Rechte der erbmeyerstädtischen Guthsbesitzer sind durch die sanctio pragmatica im Jahr 1772 bestimmt. Sie sind freye Persohnen, acquiriren für sich und nicht für ihren Guthsherrn, der sie auch nicht beerbt — sie lösen keine Freybriefe und leisten keine Zwangdienste. Alles, was sie an Grundstücken erwerben, wird nie mit dem erbmeyerstädtischen Colonat consolidiret und von diesem kein Sterbfall bezahlet.

Es darf aber ohne Consens des Guthsherrn die Stätte nicht verschuldet, verpfändet oder veräussert werden, und alle daraus zu verschreibende Brautschätze erfordern die guthsherrliche Bestimmung.

Der modus succedendi ist von dem bey eigenbehörigen Güthern stattfindenden nicht unterschieden, und die Besitzer können aus eben den Ursachen wie eigenbehörige Coloni abgeäussert werden.

Der schädliche Einfluss der Eigenbehörigkeit auf den National Reichtum und den Wohlstand der Unterthanen äussert sich

- a) durch die Einschränkung, welcher der eigenbehörige Guthsbesitzer in Ansehung der Disposition über sein Vermögen unterworfen ist, durch seine daraus entstehende Creditlosigkeit und verminderten Erwerbfleiss.
- b) Durch die Willkühr bey Erhebung der unbestimmten Eigenthumsgefälle, die gewöhnlich zu einer Zeit auferlegt werden, wo der Zutritt der Wirthschaft durch den neuen Colonum Geld Vorrath zum Betriebs Capital erfordert.

Die zufälligen Praestanda der Königl. Eigenbehörigen sind bereits ao. 1722 in eine jährliche Rente verwandelt, und durch eine Cabinets Ordre v. 1. Jul. 1797 ist die gänzliche Aufhebung ihrer Eigenbehörigkeit im Minden und Ravensbergschen verordnet und die Bearbeitung eines diese Verhältnisse bestimmenden Gesetzes dem K. u. Dom. Rath Hoffbauer aufgetragen worden, welcher sich izt damit beschäftigt.

In Ansehung der guthsherrlichen Eigenbehörigen wird von beyden Landes Collegiis gemeinschaftlich der Entwurf einer die Fixation der ungewissen Gefälle oder deren Verwandlung in eine jährliche Rente bestimmende Verordnung bearbeitet.

Im Tecklenburgischen sind die zufälligen Abgaben der K[öniglichen] Eigenbehörigen fixirt, nicht aber im Lingenschen, weshalb man gegenwärtig mit dem Entwurf eines Fixationsplans beschäftigt ist. Es wäre wünschenswerth, dass des Königs Majestät Höchsts selbst sich von der Nothwendigkeit der hier vorgetragenen Abänderungen überzeugten und ihre

beschleunigte Ausführung wiederholt den Landes Collegien aufgaben und empfehlen.

Ich hoffe die Absicht des mir gegebenen Auftrags erreicht zu haben.

Gutachten Steins über „Die zukünftige Bestimmung des Zustandes der Bauern“ 19. Oktober 1798

Geh. Staatsarchiv Münster. — Kriegs u. Dom.-Kammer Minden. V. Nr. 66. Eigenh. Konzept. Ausfertigung vom 20. Oktober ebd. V. Nr. 55. Nach dem Konzept

Gutachten über eine Denkschrift Hoffbauers. Stein gegen Zersplitterung des Grundbesizes. Für Reform des bäuerlichen Erbrechts. Hoffbauer wird zu einem weiteren Gutachten über die Abgaben der befreiten (kgl.) Eigenhörigen an Stelle der bisherigen Eigentumsgefälle aufgefordert.

In dem beykommenden Gutachten prüft der H. K. Rath Hoffbauer die Vorschläge der seitwärts benannten Beamten über die zukünftige Bestimmung des Zustandes der Bauern. Wenn auf der einen Seite zu große Bauernhöfe schädlich [sind], so hat doch die Nützlichkeit der Zerstückelung ihre Gränzen. Die Gründe gegen dieses System einer ohnbedingten Zerkleinerung, welches auf unsere militairisch-mercantilische, mit Geld besteuerte, also eine starke und rasche Circulation erfordernde Staaten nicht passend ist, führt Young in allen seinen Schriften, besonders in seiner Reise durch Frankreich Theil III., Herrenschwand Oeconomie Politique p. . .¹⁾ aus Gründen der Erfahrung und der [Theorie] aus, und eine Reise nach solchen Gegenden, wo eine solche Zerstückelung vorhanden, bestätigt ihre Behauptung.

Die Beerbung nach Grundsätzen des gemeinen Rechtes hat allerdings Vorzüge vor der der Eigenthums-Ordnung, welche das Gut mit Brautschätzen und Mahljahr Gerechtigkeiten belastet. — Es verdient daher das Befugniss zum Erbtheil einen Vorzug vor dem Brautscatz, nur scheint mir die Leibzucht für die Aeltern eine sehr menschenfreundliche Einrichtung, für deren Beybehaltung ich stimmen würde, so wie durch den Uebergang der Stätte an den rechten Erben nach erlangter Großjährigkeit für ihre Erhaltung besser gesorgt wird als durch die verlängerte Bewirthschaftung der Stief Aeltern, da sie besser in denen Händen des Eigenthümers als der Usufructuarien ist.

Die Vereinfachung des Verfahrens bey denen Umschreibungen der öffentlichen Lasten ist eine ganz besondere Sache und wünschte ich, daß H. K. Rath Hoffbauer mir hierüber ein besonderes ausführliches Pro Memoria zustellte.

Der H. K. Rath Hoffbauer wird nunmehr zur Abgebung seines Guthachtens über den Zustand der gänzlich befreiten Königlichen Eigenhörigen aufzufodern seyn, wobey er zugleich auch Rücksicht nehmen wird auf die Bestimmung der Geldpraestationen, welche die freye

¹⁾ Lücke im Text.

Leute als einen Ersatz der in Zukunft aufzuhebenden Eigenthums Gefälle zu erlegen haben werden, welchen Gegenstand ich noch gar nicht berührt finde.

Immediatbericht Heinitz

Berlin, 5. Dezember 1798

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Cleve VI. 1

Beantragt den Oberpräsidenten vom Stein zur Beratung verschiedener Provinzialangelegenheiten nach Berlin kommen zu lassen. (Genehmigt durch Cabinets-Order vom 10. Dez. ebd.)

Stein an Sack

Berlin, 28. Januar 1799

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 94. IV. Nb. Nr. 41

Versetzung und Gehaltsregelung einiger Beamten. Differenzen mit Struensee.

... Der Minister Struensee ... will die Salzsachen in Westphalen von denen Kammern trennen, hierüber bin ich mit ihm in Controvers ... Ich bleibe bis den 1. Merz, dann gehe ich fort.

Bericht Steins

Berlin, 30. Januar 1799

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Cleve. Tit. LXXXI. No. 13. Vol. 2

Vorschläge zum Schutz der deutschen Märkte gegen die englische Handelskonkurrenz. Drosselung der englischen Einfuhr nach den deutschen Messen, Belebung des Handels mit den besten Abnehmern deutscher Waren. (Amerika!) („Ein Gegenstand von höchstem Interesse für sämtliche deutsche Staaten . . . Das Interesse einzelner Messstädte muss dem Interesse der Nationalindustrie nachstehen.“)

Es haben mir Euer Excellenz die nähere Untersuchung der denenselben bekannt gewordenen Tatsachen

der Ueberhäufung der deutschen Messen mit englischen Waaren und deren Verkauf für weniger als die Selbst-Kosten betragende Preise

aufgegeben, und überreiche ich die urschriftlichen Berichte des Krieges Raths Eversmann d. d. 3ten Januar und des Stadt Director Consbruch¹⁾ vom 12t. Dezember a. pr.

Das Resultat der hierüber angestellten Rückfragen ist:

- 1) dass Deutschland seine Colonial Produkte denen jetzigen Besitzern der westindischen Inseln für baare Gold Versendungen abkauft, statt dass es sie ehemals gegen seine Fabriquen Produkte eintauschte.
- 2) dass die deutschen Fabriquen von den einheimischen Messen durch die unter die Selbst Kosten verkaufende Engländer verdrängt und auf diese Art ein neuer Ausfluss für das deutsche Metall Geld und der Verfall der deutschen Industrie bewürkt werde.

Die Richtung des Colonial Handels hängt von dem Erfolge des Krieges ab, man könnte ihm aber einen vortheilhafteren Gang geben, wenn man den Handel der deutschen Fabriquen Produkte abnehmenden Amerikaner, Dänen und Schweden begünstigte.

¹⁾ In Bielefeld.

Die Sicherstellung des einländischen Markts gegen die Ueberschwemmung mit englischen Produkten und die Erhaltung der deutschen Fabriken ist ein Gegenstand vom allgemeinsten und höchsten Interesse für sämtliche deutsche Staaten und insbesondere für Preussen.

Dieses verliert seinen Absatz auf den auswärtigen Messen, denen Leipziger, Braunschweiger und Frankfurter mit Tüchern und Wollenzeugen, und der schleuderhafte Minder Preis der übrigen englischen Baumwollen und sonstigen Waaren befördert die Beeinträchtigung der zur Begünstigung der National Industrie erlassenen Verbothe.

Sachsen, Hannover, Hessen, sämtliche westphälische Staaten, Schwaben und Franken besitzen ansehnliche Baumwoll, Woll und Metall Fabriken, deren Umsturz durch das Zuströmen der englischen Waaren und durch deren Verkauf unter Preis bewürkt wird.

Das Interesse einzelner Mess Städte muss dem Interesse der National Industrie nachstehen, und wird ohnehin das Mess-Verkehr mit einländischen Waaren fernerhin subsistiren, so wie es bey dem fortschreitenden Fall der deutschen Industrie und Verarmung der deutschen Eigenthümer sich vermindern muß.

Diese Angelegenheit ist gewiss von dem grössten National Interesse, und trage ich daher an:

1) dass gemeinschaftlich mit dem Fabriken Departement der Einfluss des Zurückströmens der englischen Fabriken Waaren auf die deutschen Messen und Märkte durch zu nehemende Rücksprache mit denen vorzüglichsten einländischen, diese Messen besuchenden Handels Häusern und denen diese Mess Örter bewohnenden preussischen Handels Instanzen ausgemittelt werde,

2) dass man sich mit denen westphälischen Nieder- und Ober-Sächsischen Ständen wegen eines Regulativs vereinige, um gewisse englische Waaren ganz auszuschliessen oder sie zu impostiren oder die öffentliche Auction und das directe Besuchen der Messen durch englische Kaufleute zu verbiethen und diesen Zwischenhandel wenigstens denen deutschen Kaufleuten zuzusichern.

Ohne Mitwürkung mehrerer durch das Fabriken Interesse und geographische Lage vereiniger Stände wird man nichts würken als den Detaille Handel oder die Krämerey aus einem kleinen Territorio in das andere zu verdrängen.

Votum Steins über die Lage der Eigenbehörigen in Minden-Ravensberg
und Tecklenburg-Lingen

Minden, 22. Februar 1799

Geh. Staatsarchiv Berlin. Generaldirektorium Minden-Ravensberg Tit. LXIV. 39

Geschichte der Bestrebungen zur Ablösung der unbestimmten Gefälle und zur Verleihung des Eigentumsrechts an die Eigenbehörigen. Vorschläge der Kammer (Hoffbauers) vom 6. und 16. Februar. Stein befürwortet dringend die Aufhebung der Unterthänigkeit für Privat- und Domänenbauern.

Milderung der aus der Eigenbehörigkeit fließenden nachtheiligen und in den Abhandlungen des Justiz-Amtmanns Schraders und Kriegs- und Domainen Rath's Hoffbauer aufgezählten Folgen war beinahe seit einem Jahrhundert ein Gegenstand der Bemühungen der Minden-Ravensberg'schen Provinzial-Verwaltung. Der erste Schritt zur Erreichung dieses Zweckes war die anno 1722 vorgenommene Verwandlung der zufälligen Gefälle des Sterbfalls und Weinkaufs der Königlichen Eigenbehörigen in eine jährliche nach der Morgenzahl und Güthe vertheilten Rente. Diese Einrichtung war man in Rücksicht der guthsherrlichen Eigenbehörigen bereits seit 1753 einzuleiten bemüht, und in dem neuesten Jahrzehnt machte der Justitz Amtmann Schrader als gemeinschaftlicher Defensor der guthsherrlichen Eigenbehörigen die Sache derselben zu seiner eigenen, verhinderte die Sanctionierung der neuen Eigenthumsordnung und suchte seine auf die Verbesserung des Zustandes des Landmanns abzweckende Vorschläge mit Eifer und Einsicht geltend zu machen. Der Bericht der Mindenschen Cammer vom 6ten m. c. enthält die Resultate der Verhandlung zwischen den Ständen und den beiden Landes Collegien, worüber nunmehr ein Entschluss zu nehmen sein wird. Ungeachtet der auf diese Art bewürkten Milderung bleibt aber der Zustand der Eigenbehörigen immer noch drückend wegen des ihnen nun beigelegten niessbrauchlichen Rechtes an der unterhaltenden Stätte, der daraus entstehenden Creditlosigkeit und wegen deren übrig bleibenden, von zufälligen Ereignissen abhängenden und mit vielen lästigen Förmlichkeiten in der Erhebung verknüpften Abgaben. Man ging daher weiter und suchte den Eigenbehörigen das ungetheilte Eigenthum ihrer Colonate und eine gänzliche Freyheit ihrer Persohn zu verschaffen und glaubte, bey den Königlichen Eigenbehörigen am wenigsten Schwierigkeiten zu finden. Auf den durch diese Betrachtungen veranlassten Antrag des wirklichen Geheimen Etats Ministers Herrn Freyherrn von Heinitz Excellenz verordnete daher des Königs Friedrich Wilhelm des IIIten Majestät durch eine Cabinets Ordre d. d. Pymont, den 3ten August 1797 die Verwandlung der Dominial-Eigenbehörigen Güther in freyes Allodium gegen Erlegung einer Mehr-Abgabe von 3000 rth. und unter der Bedingung der Ansiedlung von 350 Familien. Es wurde nunmehr bey der Mindenschen Cammer diese Sache in oekonomischer und rechtlicher Hinsicht bearbeitet, die gesetzliche Verhältnisse des Bauern zum allodificirten Guth

in der vom Justiz Amtmann Schrader entworfenen Meyer-Ordnung, worüber man das Gutachten der Beamten Meinders¹⁾, Sobbe²⁾, Brune³⁾ und Becker⁴⁾ eingezogen, entwickelt und gegenwärtig von Krieges Rath Hoffbauer die Vorschläge abgegeben, wie in Zukunft das Surrogat für das aufgehobene Ober Eigenthum und die daraus fließende noch übrig gebliebene bedungene Gefälle von den Königlichen Eigenbehörigen in den 4 Provinzen aufzubringen. . . . *Diese Berechnungen sind ohne Kenntnis der Hoffbauerschen Denkschrift schwer verständlich und für unsere Zwecke nicht erheblich.*

Die grosse Verschiedenheiten der Eigenthums-Verfassung in den verschiedenen Provinzen nötigt den Verfasser der Vorschläge, eben so verschiedene Arten der Aufhebung in Antrag zu bringen.

Im Minden und Ravensbergischen, wo die Fixation der zufälligen Gefälle bereits eingeführt und nur gewisse nutzbare und von Zufälligkeiten abhängende Rechte reservirt sind, kömmt es allein auf Verwandlung dieser in eine Rente und auf Ausmittelung einer Entschädigung für die gänzliche Überlassung des bisher getheilten Eigenthums an, oder, um in Zahlen sich auszudrücken, auf Vertheilung einer Rente von 6114 rth. unter 503 Familien.

Im Tecklenburgischen, wo die Fixation alle zufällige Gefälle umfasst und keine nutzbaren Rechte reservirt sind, ist es nur erforderlich, ein Aequivalent für das den Eigenbehörigen übertragene ungetheilte Eigenthum auszumitteln.

Im Lingenschen, wo von allen diesen Milderungen des Verhältnisses der Eigenbehörigen aber nichts in Anwendung gekommen, hat ihre Allodification mehrere Schwierigkeit. Die vorgeschlagene Veränderung des bäuerlichen Zustandes ist eine Sache von der grössten Wichtigkeit und von den reichhaltigsten Folgen, sie zu bewürken, ist ein Gegenstand einer allgemeinen gesetzlichen Massregel und muss nicht von zufälligen Ursachen abhängig gemacht werden, dieses geschieht aber, wenn man den Austritt aus der Eigenbehörigkeit der Willkühr der Einzelnen überlässt und nicht ihnen zur Nothwendigkeit macht.

Ich halte es vielmehr für rathsam, geringere Entschädigungs-Summen zu fordern und ihre terminliche Einzahlung zu gestatten, hingegen die Erlegung und die Aufhebung des Eigenthums Nexus den Eigenbehörigen zur allgemeinen Pflicht zu machen. Unterlässt man dieses, so wird die ganze Veränderung von dem Eigensinn, dem momentanen Vermögenszustande der Unterthanen, der Betriebsamkeit oder Nachlässigkeit des Beamten und des Departements Raths abhängig, sie wird unvollkommen,

¹⁾ Generalpächter und Justizamtmann in Amt Ravensberg.

²⁾ Generalpächter und Justizbeamter im Amt Schildesche, Grafschaft Ravensberg.

³⁾ Generalpächter und Justizamtmann im Amt Brackwede.

⁴⁾ Justizamtmann im Amt Petershagen.

theilweise ausgeführt, und in der Zwischenzeit werden die Verhältnisse nur noch verwickelter.

Man kann sich im Minden-Ravensberg- und Tecklenburgischen mit Verwandlung des bisherigen von zufälligen Ereignissen abhängenden Ertrags der reservirten Rechte in eine jährliche Rente und mit einer einjährigen Contribution, welche in 6jährigen Terminen aufzubringen ist, begnügen. Letzteres macht praeter propter eine Summe von 74 000 rh, womit der mehr geforderte Ertrag der 3000 rh bewürkt wird. Oder man kann bey Minden und Ravensberg den geforderten Mehrertrag von 3000 rh mit dem alten Surrogat repartiren und den Unterthanen den Looskauf vom Mehr Ertrag gegen Erlegung einer 5/4jährigen Contribution erlassen, im Tecklenburgischen aber es ihnen anheim stellen, entweder den Ertrag der jährigen Contribution mit 2 procent zu verzinsen oder sie auf einmal abzutragen. Da hier die Fixation bereits mit allen bedungenen und fixen Gefällen vorgenommen, also kein steigender Ertrag zu erwarten ist, auch die Allodification mit keinen unmittelbaren Vortheilen verbunden ist, so müssen die an sie zu machende Forderungen etwas gelinder seyn, als bey denen übrigen Provinzen, und wird man den geringen Ausfall an Heuerling-Beyträgen, so bey der § 12 et 15 vorgeschlagenen Operation entsteht, lieber auf eine andere Art übertragen, als gegen den neuerlich vollzogenen Garantie Contract zu handeln und ihm zuwider laufende Forderungen an den Wehrfester¹⁾ zu machen.

Da im Lingenschen noch nichts zur Milderung der Verhältnisse der Eigenbehörigkeit geschehen, die Sache auch noch nicht vorbereitet ist, so würde man über die Vorschläge des Krieges- und Domainen Raths Hoffbauer noch das Gutachten der dortigen Beamten einzuziehen haben.

Noch bemerke ich überhaupt, dass man den Auskauf der statt der reservirten zufälligen Gefälle zu erlegenden jährlichen Rente wird gestatten können, da es an zweckmässigen, die Cassen sicher stellenden Verwendungs Arten des Auskaufs Capitals nicht fehlt. Die Lage des Geschäftes der Allodification der Königlichen Eigenbehörigen ist so geeignet, dass sie des Königs Majestät nunmehr vorgetragen und von demselben die Genehmigung der Entschädigungs Grundsätze und des bey der Allodification zu beobachtenden Verfahrens erbeten werden kann.

Es ist bereits vorhin bemerkt, dass der Cammer Bericht d. d. Minden, den 6. Februar a. c. die Lage des Geschäftes der Fixation der zufälligen Gefälle der guthsherrlichen Eigenbehörigen darstellt, und beziehe ich mich auf dessen Inhalt. Der Kriegs- und Domainen Rath Hoffbauer bringt in seinem Bericht d. d. Minden den 29. Dezember die Allodification der guthsherrlichen Eigenbehörigen und ihre Verwandlung in freie selbständig-Guthsbesitzer in Vorschlag. Er will sämtliche Eigenbehörige ämterweise oder in Districten von gleichförmigem Wohlstande und Industrie eintheilen, in jedem das Entschädigungs Quantum nach dem 30 jährigen

¹⁾ S. Grimm, Deutsches Wörterbuch Bd. XIII. Sp. 811.

Ertrag ausmitteln und solches für jeden Gutsherrn besonders auf sämtliche darin wohnende Eigenbehörige vertheilen (§ 16). Zum Maasstab der Vertheilung dieses Entschädigungs Quanti würde man in Ansehung der fixen, für alle Eigenbehörige gleichen Gefälle die Familien Zahl, in Ansehung der bedungenen Gefälle aber den Contributions Fuss nehmen (§ 18) und den Auskauf des solchergestalt ausgemittelten Surrogats (§ 19) und die Einlösung des gutsherrlichen Ober Eigenthums gegen Erlegung einer 2 jährigen Contribution gestatten (§ 20).

Die Anzahl der adlichen Eigenbehörigen beträgt 3,856 Colonate, und die Bestimmung ihres persöhnlichen und dinglichen Zustandes ist der Gegenstand der vorliegenden Verhandlungen, die bisher von dem Justiz Departement und Finanz Departement anhängig waren. Es ist daher nötig, dass man dem erstern den Plan der gänzlichen Allodification vorlegen, sich mit ihm wegen der Grundsätze vereinigen und sodann diesen Plan den Ständen und dem von den Eigenbehörigen von neuem zu ernennenden defensori communi vorlege.

Stein an Prinz Louis Ferdinand

Berlin, 23. Februar 1799

Brandenburg-Preußisches Hausarchiv Rep. LVII. Prinz Louis Ferdinand. Abschrift

Versuche einer Vermittlung zwischen dem Prinzen und seinen Angehörigen. Ermahnungen zu einem häuslichen und geregelten Dasein.

Quoique privé depuis près d'une année du bonheur de vous approcher, Monseigneur¹⁾, l'intérêt que je prends à votre tranquillité et à votre gloire est cependant trop vif et trop sincère, pour que je ne me sois occupé et que je n'aie été affecté de tout ce qui peut y avoir quelque rapport. Il m'a été bien satisfaisant d'apprendre les soins que vous donnez, Monseigneur, à l'éducation des jeunes officiers et cadets de votre régiment, l'application que vous mettez à l'étude des sciences qui forment l'ensemble de l'art terrible et sublime de la guerre et de l'emploi que vous faites de votre solitude à nourrir votre âme d'idées grandes, fortes et utiles. Mais en développant vos facultés, en travaillant à acquérir et à répandre des lumières, pourquoi, Monseigneur, blesser tant d'autres rapports moraux qu'une âme sensible et susceptible d'affections tendres comme la vôtre devrait trouver son bonheur à respecter. Je vous avoue, Monseigneur, qu'il m'a [été] bien affligeant d'entendre jusqu'à quel point vous vous éloignez de vos parents, combien vous vous refusez au désir qu'ils vous témoignent de se rapprocher de vous, que de lettres écrites par un vieillard respectable, Monseigneur, votre père, sur vos propres intérêts, restent sans réponse, que tous les soins qu'il s'empresse de mettre à l'arrangement de vos affaires sont repoussés froidement. Et vous, Monseigneur, qui êtes sensible au malheur d'autrui, qui ne lui refusez jamais votre secours, qu'on a vu rendre les soins les plus touchants au simple soldat, compagnon

¹⁾ Louis Ferdinand war unterdessen aus Westfalen nach Magdeburg zurückgekommen

de vos dangers, vous fermez votre coeur au sentiment de la nature, vous vous isolez d'elle et vous croyez pouvoir échapper un jour au souvenir déchirant d'avoir froidement repoussé les sollicitudes d'un père au bord de la tombe.

Suivez, Monseigneur, les impulsions d'une âme honnête et sensible, rapprochez vous d'un père que votre indifférence glaçante a blessé profondément avec le désir de réparer vos torts et la certitude que tout père frappe à côté.

A ces motifs si naturels, si impérieux, se réunissent d'autres considérations dictées par la probité avec laquelle tout honnête homme doit remplir ses engagements. Vous en avez contractés de nombreux avec des honnêtes gens que l'intérêt inspiré par votre nom, votre état, vos talents a engagé à vous assister, avec des vils usuriers qui vous ont sacrifié à leur cupidité. La probité vous commande, Monseigneur, à satisfaire les premiers, la prudence vous conseille à vous dégager des mains des derniers; en refusant à vous prêter aux arrangements que Monseigneur votre père vous indique et vous facilite, vous blessez des devoirs sacrés envers la propriété des uns et vous prodiguez vos moyens pour accumuler les profits de l'usuré sordide des autres.

Vous êtes parvenu, Monseigneur, à une époque dans la vie de l'homme où tout se réunit pour vous conseiller à former des liens qui vous assurent la jouissance du bonheur domestique, vous savez l'apprécier et vous m'avez souvent parlé avec attendrissement de l'image que vous en offrait la famille d'une soeur que vous adorez¹⁾, je suis sûr que l'amour d'une femme aimable et honnête, les caresses touchantes de vos enfants, calmeront votre âme en proie à tant d'agitations et vous rappelleront de cette malheureuse passion du jeu que l'ennui et une inquiétude vague nourrissent, qui vous arrache de la société de vos amis pour vous entraîner dans celle des personnes réunies par la cupidité la plus effrénée et travaillées par les passions les plus dégoûtantes.

Vous avez fait énoncer à S.A.R., Madame votre soeur, des vues relatives à cet état, elles exigent un examen mûr et qui est plus fait pour l'entreprendre avec toute l'anxiété de l'amitié et la sagacité de l'expérience que celle qui connaît les rapports que vous devez contracter, qui vous connaît et qui prévoit l'influence incalculable qu'ils auront sur votre félicité et sur l'universalité de votre être moral.

Des devoirs à remplir envers des parents offensés, l'arrangement de vos affaires, la nécessité de parler et de consulter l'amitié tendre et éclairée sur un état dont dépend votre félicité entière, vous appellent à Berlin, exigent que vous fassiez les démarches, que vous vous soumettiez aux formes nécessaires pour en obtenir la permission, et je vous conjure, Monseigneur, de ne point vous y refuser, de vous rendre aux instances d'un

¹⁾ Prinzessin Louise Radziwill.

homme qui vous est sincèrement attaché, qui connaît l'étendu de vos talents, qui s'afflige d'en voir arrêté le développement et empêché l'application, et qui vous demande de reconnaître dans le langage qu'il vous parle, l'hommage qu'il rend à vos qualités distinguées et à votre amour pour la vérité¹⁾.

Stein an Frau von Berg

Minden, 24. März 1799

Nach Pertz I. S. 184 f.

Freundschaft und Verbundenheit in gemeinsamer Resignation. — Graf Münster.

Ich kann Ihnen die Empfindungen nicht ausdrücken, die mir Ihr Brief erregte, da ich ihn unter einem Haufen hin und hergeworfener gestern bei meiner Ankunft auf meinem Tische liegend fand und dessen Inhalt mit inniger Rührung las. Bauen Sie auf die Anhänglichkeit eines Mannes, der in Ihnen, meine innigstgeliebte Freundin, die Wahrheit und von aller Härte entfernte Selbständigkeit ihres Charakters, den ausgebildeten und immer fortstrebenden Verstand und eine Ihnen ganz eigentümliche Amenität der Sitten und des Umgangs liebte, welche das Produkt eines sehr feinen und richtigen Gefühls ist. Wäre ich in ein genaueres Verhältnis des Umgangs gegen Sie gekommen, so hätte dieses mich gehoben, mich beglückt, da ich jetzt so manche Kraft nur zum Dulden und Tragen verwenden muss. Die drückendsten Situationen sind vorüber, ich sehe mit festem Blicke auf die Vergangenheit und Zukunft und habe doch noch Gefühl genug, um dem freundlichen Genius der Freundschaft und Liebe meinen Dank und mein Opfer zu bringen, wenn er es zu empfangen geneigt zu seyn scheint. Auch Sie, meine Freundin, sind Dulderin, haben vieles und manches schweigend und sanft gelitten, auch Sie leben in Reminiscenzen, in betrogenen Erwartungen. Diese Aehnlichkeit der Situation giebt unseren Empfindungen einen Einklang, unseren Maximen des Lebens eine Übereinstimmung, die uns mehr als alle bürgerliche Institute vereinigt. Ich wiederhole es, meine theuerste Freundin, glauben Sie feste an meine Freundschaft, an ihre Lebhaftigkeit, an ihre Unveränderlichkeit. Ich habe bei meiner Durchreise Münster²⁾ wieder gesehen; ich gestehe es, er zieht mich an, er hat Sinn für das Gute und Edle, einen ausgezeichneten leidenschaftlichen Hang zur Kunst, den er durch seinen fünfjährigen Aufenthalt in Italien mit Prinz August ausgebildet und sich mit schönen Kunstwerken umgeben hat.

¹⁾ Der Brief ist nach Pertz I, S. 168 auf Veranlassung der Prinzessin Radziwill geschrieben worden.

²⁾ Der spätere hannoversche Minister.

Stein an Frau von Berg

Minden, 28. April 1799

Nach Pertz I. S. 184 f.

Einladung nach Nassau. Die Siege des Erzherzogs Karl. Verurteilung der preussischen Neutralitätspolitik. „Unser Staat hört auf ein militärischer Staat zu sein und verwandelt sich in einen exerzirenden und schreibenden.“

Dieser Brief wird Sie, gnädige Frau, zu Bärensdorff¹⁾ finden in der Gesellschaft meiner guten Schwester und Louisens, die ich herzlich grüsse und inständig bitte, den Julius und August in Nassau zuzubringen, wo wir alle sehr ruhig leben werden, da der Kriegsschauplatz sich nach dem Oberrhein, der Schweiz und Italien gezogen und dort festgesetzt hat²⁾. Was sagen Sie, gnädige Frau, die so empfänglich sind für grosse und schöne Thaten, zu dem kraftvollen und tapfern Benehmen dieses jungen Helden, des Erzherzogs Karl und seines braven Heeres, welche jetzt Deutschland von dieser Räuberhorde, der sogenannten Französischen Armee, gereinigt haben³⁾ — es ist betäubend, uns gelähmt und in einem Zustande der Starrsucht zu sehen, während man mit Nachdruck die Ruhe Europas auf den alten Grundlagen wiederherstellen konnte, die Unabhängigkeit Hollands, der Schweiz, Italiens, Maynz. Wir amüsieren uns mit Kunststücken der militärischen Tanzmeisterei und Schneiderei, und unser Staat hört auf, ein militärischer Staat zu seyn und verwandelt sich in einen exercirenden und schreibenden. Wenn meine Einbildungskraft mir die Gestalten der einflussreichen und ausführenden Personen vorstellt, so gestehe ich, erwarte ich nur wenig.

Bericht Steins

Petershagen, 31. Mai 1799

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 89. Nr. 123 A

Vorschläge zur Verbesserung der Landeskultur. — Abhelfung des herrschenden Getreidemangels. Aufhebung der Eigenbehörigkeit gegen angemessene Entschädigung der Grundherrn. Verbesserung des Herforder Zuchthauses. Ausbau des Straßennetzes und Korrektur der Weser. Gemeinheitsteilungen unter besonderer Berücksichtigung der Heuerlinge.

Folgende Gegenstände der inneren Staats Verwaltung in Minden'schen Kammer Departement verdienen vorzüglich die Aufmerksamkeit seiner Königlichen Majestät.

¹⁾ Besitz der Frau von Berg.

²⁾ Des zweiten Koalitionskriegs, der damals nach dem Scheitern der Rastatter Verhandlungen ausgebrochen war (Anfang März 1799) und der in Abwesenheit Napoleons, in Italien, der Schweiz und Süddeutschland zunächst einen sehr ungünstigen Verlauf für die Republik nahm. Die Voraussage Steins erfüllte sich insofern, als erst im Herbst der Krieg in Belgien aufgenommen wurde und der Mittelrhein diesmal fast völlig verschont blieb.

³⁾ Erzherzog Karl hatte den General Jourdan, der Anfang März über den Rhein gegangen war, zweimal geschlagen und die Franzosen dadurch an den Rhein zurückgedrängt. Der Kongreß in Rastatt tagte damals noch, er hat an dem Tage, an welchem dieser Brief geschrieben wurde, mit dem „Gesandtenmord“ seinen dramatischen Abschluß gefunden.

1. Ein dringendes Bedürfnis ist Abhelfung des gegenwärtigen localen und momentanen Getreidemangels durch Assignation von 100—150 Wispel Roggen oder Mehl auf das Magazin in Magdeburg gegen Bezahlung der Selbstkosten.
2. Aufhebung der Eigenbehörigkeit des in dem Minden'schen Kammer Departement wohnenden Bauernstandes und Verwandlung mit Hinsicht auf vollständige und billige Entschädigung des Gutsherrn dieser Art des bäuerlichen Verhältnisses in das eines Meyers oder Erbzinsmannes. Das Kammer Collegium hat seine Vorschläge bei den Behörden abgegeben, und wäre es zu wünschen, dass seine Königliche Majestät den Ministern von Heinitz und von Goldbeck aufgabe, eine billige und angemessene Entschädigungsart der Gutsherrn in Vorschlag zu bringen.
3. Verbesserung des Herford'schen Zuchthauses als Straf- und Fabrique-Anstalt . . .
4. Bau der Strassen von Minden nach Bielefeld und von Minden nach Osnabrück zur Erleichterung des inneren durch schlechte Wege gehemmtten Verkehrs und zur Lenkung nach der Provinz des starken Zuges des Fuhrwerks, das aus den fabrikenreichen Gegenden zwischen der Maas und Rhein nach dem nördlichen Deutschland geht.

Finanzierung des Chausseebaues.

5. Wasserbau auf der Weser zur Deckung der Abbrüche auf dem Strom Tractus zwischen der hessischen Grenze und Hausberge und zur Berichtigung des Stromteiches zwischen Hausberge und Schlüsselburg. Einige Jahre erfordern diese Anlagen noch Unterstützung, bis man durch Pflanzungen einen hinlänglichen Vorrat von Holtz sich verschafft hat.
6. Gemeintheilungen und Beförderung der Acker und Holtzkultur der grossen Gemeinheiten. Hiermit ist man am weitesten im Ravensburg'schen, sodann im Minden'schen, im Lingen und Tecklenburgischen ist gar nichts geschehen, und ist daher von dem hohen General Directorio die allgemeine Vermessung und Anstellung besonderer dem Geschäfte ausschliessend sich widmender Commissionen genehmigt, hingegen die Theilungsgrundsätze von den oberen Landes-Polizei- und Justizbehörden noch nicht vollzogen, welchem also entgegen gesehen wird, bei denen es aber wesentlich darauf ankömmt, dass für die Erhaltung der zahlreichen Klasse der Heuerlinge gesorgt werde, welches im Minden und Ravensbergischen geschehen durch Aufnahme der Disposition in die Theilungsgrundsätze, dass jedem Heuerling ein verhältnismässiges praecipuum zugewiesen wird.

Das Kammer Collegium hat angetragen, diese Bestimmung auch auf das Lingen'sche anzuwenden, kann sich aber hierüber mit der Lingen'schen Regierung, die mit diesen Geschäften wenig bekannt zu werden Gelegenheit gehabt, nicht vereinigen und wird der Entscheidung der Behörden entgegengesehen.

Stein an Louise vom Stein verh. Gräfin Werthern Nassau, 4. August 1799
St. A.

Tod Johann Friedrichs vom Stein.

La mort vient de choisir une nouvelle victime dans notre famille, ma chère amie, elle vient de nous enlever notre pauvre frère, le 29 d. m. p. La lettre de M. de Doernberg contient les détails relatifs à sa dernière maladie — je le regrette sincèrement, l'âge avait amorti sa vivacité, et les injustices qu'il avait essuyées dans la dernière période de sa vie, lui ont donné des nouveaux droits à l'intérêt des personnes qui lui étaient attachées par les liens du sang — j'étais dans l'attente de son arrivée, lorsque la nouvelle de sa mort m'est parvenue qui m'a singulièrement frappée. Elle a augmenté mes regrets de n'avoir pu me rendre à son invitation en prenant ma route par Ansbach à mon retour de Berlin dont mes rapports de service m'ont empêché exigeant un retour bien prompt.

Ma chère amie, notre famille est bien diminuée depuis huit ans, nous voilà réduits à trois, et tous les trois d'une frêle santé — tâchons au moins de nous réunir le plus souvent possible et de prendre nos arrangements en conséquence — je me propose de venir l'été prochain ici et vous prie instamment, ma chère amie, de prendre vos arrangements en conséquence, pour nous trouver assemblés ici et jouir d'une réunion dans notre maison paternelle, situation qui a tant d'attraits pour des individus d'une même famille dont les premières années n'offrent que des souvenirs paisibles et innocents.

Je me propose de rester ici jusqu'aux premiers jours de septembre et de retourner alors en Westphalie.

Marianne vom Stein an Stein
St. A.

Homburg, 23. August 1799

Tod Johann Friedrichs vom Stein. Warnt vor vorschnellem Verkauf der linksrheinischen Güter in der Hoffnung auf weitere Fortschritte der Österreicher.

Stein an Vincke¹⁾
Archiv Ostenwalde. Nachlaß Vincke

Minden, 17. September 1799

Mißbilligt Vinckes Versetzungsgesuch²⁾.

¹⁾ Ludwig Freiherr von Vincke (1774—1844), war damals Landrat im Mindenschen. Stein erzog sich in ihm seinen Nachfolger in der westfälischen Verwaltung; s. Bodelschwingh, Vincke (1853). — Der Briefwechsel Steins mit Vincke ist neuerdings herausgegeben worden von Kochendörffer (Münster 1930), so daß wir uns hier auf die Wiedergabe der wichtigeren Briefe beschränken können.

²⁾ Vincke war aus persönlichen Gründen um seine Versetzung an die Kammer in Bialystock oder Plozck eingekommen.

Stein an Vincke

Hamm, 18. September 1799

Archiv Ostenwalde. Nachlaß Vincke

Mißbilligt Vinckes Vorsatz, sich von der Mitarbeit in der Kammer zurückzuziehen. Rät zu fernerm Verbleiben auch im Hinblick auf seine weitere Laufbahn in der preußischen Verwaltung. Günstige Aussichten.

Stein an Vincke

Wesel, 28. September 1799

Archiv Ostenwalde. Nachlaß Vincke

Stein mißbilligt noch immer Vinckes Gesuch um Versetzung nach den Ostprovinzen. Hält die Gründe für unerheblich oder vorgeschoben. Vorwurf mangelnden Vertrauens. Reisepläne.

Wenn Euer Hochwohlgeboren bestimmt gewesen wären, Ihre Laufbahn auf Ihre gegenwärtige Stelle einzuschränken, wenn nicht bei mehrerer Routine der Dienstmechanismus Ihnen leichter geworden, wenn man Ihnen die Mittel entzogen, eine Menge von lästigem Detail von sich abzulehnen, wenn Sie nicht öfters wären aufgefordert worden, Vorschläge zu tun, um dem landrätlichen Verhältnisse mehrere Bestimmtheit gegen Beamte und Receptoren zu geben, und wenn nicht die nahen mannichfaltigen Veränderungen, welche den Westfälischen Kammern bevorstehen, wieder einen vorteilhaften Einfluss auf ihre Lage würden gehabt haben, — wenn alle diese Betrachtungen nicht eingetreten wären, so könnte ich Ihren Entschluss, eine kaum betretene Carriere wieder zu verlassen, billigen. Auf jeden Fall ist es aber ein Mangel an freundschaftlichem Zutrauen, wenn Sie mir Ihren Entschluss, nachdem er gefasst und durch einen Antrag bei dem Minister realisirt worden, eröffnen und so übel motivirt, wie er es mir zu sein scheint, mir zur Unterstützung empfehlen. Es ist doch wohl unmöglich Ihr Ernst, wenn Sie in einer pohlnischen, eroberten, unkultivierten Provinz einen ruhigen, bestimmtern, unabhängigeren Geschäfts Crayss zu finden hoffen, als Sie in Ihrem Vaterlande gefunden haben und bei einigem Beharren und Ausdauern würden haben erwarten können. Ich gestehe, ich muss vermuten, dass Euer Hochwohlgeboren Bewegungsgründe zu einem so schnellen und unvorbereiteten Entschluß haben, die Sie mir mitzutheilen nicht für gut finden und die ich also zu beurtheilen nicht im Stande bin.

Ich werde den 2. Oktober von hier nach Hamm abgehen, dort mich einige Tage aufhalten und sodann über Bielefeld und Halle nach Minden zurückkehren.

Stein an Vincke

Wesel, 2. Oktober 1799

Archiv Ostenwalde. Nachlaß Vincke

Befriedigung über Vinckes veränderte Haltung. Aussichten auf eine Versetzung innerhalb der westfälischen Provinzen und auf baldige Beförderung. Stein rechnet mit der baldigen Befreiung des linken Rheinufers. Absprechende Beurteilung der kulturellen Zustände der östlichen preußischen Provinzen.

Ich freue mich, dass Euer Hochwohlgeboren die Ausführung Ihres Entschlusses ausgesetzt haben, finde es sehr natürlich, dass Sie keine Neigung

zu Ihrem Geschäfts Crayss und Aufenthaltsort haben, und rate Ihnen, dem Minister Heinitz Ihren Wunsch, versetzt zu werden, mit den ihn veranlassenden Bewegungsgründen vorzulegen. Die Versetzung kann sehr füglich bewürkt werden durch Ihre Anstellung in Cleve bei dem dortigen Collegio, wo Sie sich dem interessanten Geschäfte der Reorganisation der dortigen Provinz unterziehen und zu einem Gehalt von 800 Reichs Talern gelangen können. Sie lernen auch eine bessere innere Provinzial Verfassung, eine sehr vollkommene landwirtschaftliche Einrichtung kennen und kommen an einen angenehmen Ort. Es versteht sich von selbst, dass ich die Reoccupation des linken Rheinufer voraussetze, die mir unfehlbar zu sein scheint und wenigstens in fünf bis sechs Monaten bewürkt sein wird. Es kann Ihnen überhaupt bei einigem Ausdauern gar nicht fehlen, bald zu avanciren und Ihre Laage verbessert zu sehen und dabey immer die Annehmlichkeit zu haben, unter cultivierten Menschen zu leben und nicht in einem Winkel vom östlichen, mit Halbmenschen bevölkerten Europa zu hausen.

Cabinets-Ordre an Stein

Potsdam, 14. Oktober 1799

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Cleve. Tit. CXX, 71. Abschrift

Scharfer Verweis wegen einer angeblich von ihm verhängten Getreidesperre gegen das Hochstift Münster.

Stein an Heinitz

Minden, 23. Oktober 1799

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Cleve. Tit. CXX. Nr. 71

Energische Verwahrung gegen den Verweis vom 14. Oktober.

Die von der Märkischen Cammer und mir erlassen seyn sollende Sperre gegen das Münstersche bedarf keiner Rechtfertigung aus dem einzigen und vollwichtigen Grund,
weil sie gar nicht erlassen ist,

und alles was darüber geäußert und verhandelt worden, nur die Ueber-eilung der sich äussernden handelnden und schreibenden Persohnen beweist, daher es zu wünschen, dass dieser Vorfall ihnen für die Zukunft zur Belehrung dienen möge.

Ursprung des Gerüchts.

Hierauf erwarte ich nun Antwort und werde, wenn diese nicht befriedigend ausfällt, mich sehr nachdrücklich beschwehren über die Derbheit und Ungerechtigkeit des ungehört und ungeprüft gegebenen Verweises.

Stein an Frau von Berg

Minden, 15. Dezember 1799

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 92. Pertz H. 59. Abschrift

Prinz Louis Ferdinand. Pläne für das kommende Jahr. Einladung nach Nassau. Befriedigung über seine Lage und Tätigkeit.

Je suis bien fâché de ne pouvoir vous donner, Madame, des nouvelles satisfaisantes sur le prince Louis, quoique son régiment soit à Bielefeld depuis le mois d'octobre, lui se trouve toujours à Hambourg, et nous sommes ici dans l'ignorance la plus complète sur sa conduite. Je crains bien qu'il ne sera jamais cité que pour l'abus qu'il fait de ses talents, vraiment rares, et que jamais ceux-ci ne seront employés pour l'utilité générale. Je me propose de rester l'hiver ici, une course que je ferai à Hanovre pendant Noël exceptée, au printemps prochain, je recommencerai mes courses en Westphalie, et au mois de juillet je serai à Nassau, où j'espère voir ma soeur, veuillez l'engager et la déterminer à s'y rendre — on y peut être très tranquille, malgré le voisinage du théâtre de la guerre — j'ose à peine former des vœux de vous y voir, Madame, mon bonheur serait égal à mon sincère et inaltérable attachement. Henriette se développe physiquement et moralement, sie hat Bildsamkeit, Guthmüthigkeit u. einen geraden Sinn. Au reste, je me trouve tranquille et paisible, et je trouve que dans cet état of ease and alternate labour, il ne reste rien à désirer que des moments où on puisse jouir de la société de ses amis. Veuillez me permettre de vous compter entre les miens, et j'espère que la Providence ne me privera pas toujours du bonheur de vous voir. Mademoiselle de Berg me permettra de me rappeler à son souvenir.

Stein an Vincke

o. D.

Archiv Ostenwalde. Nachlaß Vincke

Anfrage wegen versäumter Fahren beim Chausseebau.

Vincke an Stein

o. O., 11. Januar 1800

Archiv Ostenwalde. Nachlaß Vincke. Abschrift

Gereizte Antwort auf Steins vorstehende Anfrage. Überdruß an diesen Geschäften.

Stein an Vincke

[Minden, etwa 12. Januar 1800]

Archiv Ostenwalde. Nachlaß Vincke

Scharfe Antwort auf Vinckes Brief vom 11. Januar

Stein an Heinitz

Minden, 12. Jan. 1800

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Minden-Ravensberg Tit. V. Me 2. Vol. 5

Befürwortet Vinckes Gesuch um einen viermonatigen Urlaub zum Zweck einer Reise nach England. „Da es allerdings zur mehreren Ausbildung eines so tätigen und wissbegierigen jungen Mannes gereichen, für ihn und seine künftige Geschäftsverwaltung, mithin auch für den Dienst von wesentlichem Nutzen seyn wird, wenn er sich in einem Lande umsieht, wo Landwirtschaft, Handelsverkehr, Künste und Fabriken zu einem hohen Grad der Vollkommenheit gestiegen sind.“

Vincke an Stein

Archiv Ostenwalde. Nachlaß Vincke

Minden, 13. Januar 1800

Bittet um Entbindung von den Arbeiten des Chausseebaus. Rechtfertigt in sehr viel gemäßigerem Ton seine Anordnungen.

Stein an Vincke

Archiv Ostenwalde. Nachlaß Vincke

Minden, 13. Januar 1800

Mißbilligt nach wie vor Vinckes Ablehnung übertragener Geschäfte.

Stein an die märkische Kammer

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Mark CLXVIII, 2. Abschrift

Minden, 15. Januar 1800

Vorschlag zur Errichtung eines Landarmenhauses zur Unterbringung fremder Landstreicher. Nachweis einschlägiger Literatur, unter anderem „Rumford, Kleine Schriften (1797), so besonders wichtige ökonomische Nachrichten enthält.“

Stein an Rohr¹⁾

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Mark Tit. CLXVIII, 2. Abschrift

Minden, 17. Januar 1800

Fürsorge für die entlassenen Strafgefangenen und die Landstreicher. Anlage von Arbeits- und Besserungsanstalten. Klassifikationen der Gefangenen notwendig. Arbeitslosenfürsorge. Verweis auf Rumford.

Der Inhalt des sehr verehrlichen Schreibens Ew. pp. d. d. Emmerich d. 27. Dec. a. pr. verdient der Gegenstand der ernsthaften Aufmerksamkeit jedes Mitglieds der bürgerlichen Gesellschaft zu seyn, und es wird doppelte Pflicht für einen öffentlichen Beamten, sich damit zu beschäftigen, da er so manigfaltige Gelegenheit hat, von der Unvollkommenheit der bisherigen Einrichtungen sich zu überzeugen, und es nunmehr der ernste Wille des Königs Majestät und der obersten Behörden, diesen abzuhelpen, zu seyn scheint.

Die den Westphälischen Kammer Collegien über diesen Gegenstand zugekommene Verordnungen sind: die Cabinets Ordre d. d. 1. Febr. a. pr., welche die Beschleunigung der Criminal Untersuchungen und Sorge für Beschäftigung und Verwahrung der Criminal Verbrecher nach ausgestandener Strafe betrifft.

Ferner die Cabinets Ordre d. d. 2 März a. pr., welche die Verordnung d. d. Berlin 26. Febr. a. pr. begleitet und in Gemässheit welcher denen Kammer Collegien p. Rescr. d. d. 16 ten März a. pr. Vorschläge abgefordert werden über zweckmässige Einrichtung der Gefängnisse, Arbeits- und Besserungs-Häuser. Es ist unter denen ihre Strafezeit ausgestanden habenden Verbrechern zu unterscheiden, ob es nicht ganz verderbte oder hilflose Menschen sind, oder ob ihre Freylassung wegen ihrer gänzlichen Unverbesserlichkeit der öffentlichen Sicherheit nachtheilig werden kann. Für die Verhaftung und Beschäftigung dieser letzten Classe ist durch das mit dem Zuchthaus verbundene Criminal Gefängnis gesorgt.

In Ansehung der Hülfflosen und Armen bestimmt die Instruction d. d.

¹⁾ Präsident der Regierung von Cleve-Mark.

Berlin, den 27. März 1797 die bey ihrer Entlassung zu beobachtenden Vorsichtsmaasregeln und die denen Gerichts Obrigkeiten und Communitaeten obliegenden Verpflichtungen, und es wird auch an einem Aufbewahrungs Ort nicht fehlen, wo für ihre Beschäftigung und sittliche Besserung gesorgt wird, wenn die von Ew. pp. beabsichtete und wesentliche nöthige moralische Classification der Züchtlinge in Ansehung des Zusammenwohnens, Essens und der Behandlung eingeführt wird, und bedarf es alsdann eines besonderen Verbesserungs Hauses nicht, wenn die nachher zu bemerkende Anstalten ausser denen bereits vorhandenen ausgeführt werden. Diese Straf Anstalten werden nämlich durch Anlage der Land Armen Häuser eine wesentliche Unterstützung erhalten, und die Menge und Zudringlichkeit der auswärtigen Bettler und Vagabunden in der Grafschaft Marck hat schon längst den Wunsch bey den dortigen Eingesessenen erregt, dass eine solche Anstalt zur Aufbewahrung und Beschäftigung dieser lästigen und gefährlichen Classe von Menschen errichtet und denen Communitaets Armen Anstalten, welche in einigen Distrikten der Provinz sehr gut eingerichtet sind, dadurch eine Erleichterung verschafft [werde]. Es hat auch ein hohes General Directorium dem Märckschen Kammer Collegio den Auftrag ertheilt, einen Plan auszuarbeiten, und nachdem ich verschiedene die Einrichtung dergleichen Anstalten betreffende Materialien gesammelt, so habe ich in dem abschriftlich beykommenden Schreiben an die Märcksche Kammer d. d. Minden den 15. Jan. 1800 die nähere erforderliche Einleitung getroffen und darin zugleich meine Meynung über den zu einer solchen Anstalt mir am schicklichsten scheinenden Art geäussert. Was nun die Anlage von Arbeits Häusern für freywillige Arbeiter anbetrifft, so existiren dergleichen mit dem besten Erfolg in grösseren Städten und werden sie als ein Zweig der Communitaets Armen Anstalten angesehen, mir ist es aber nicht bekannt, dass eine solche Anstalt auf eine ganze Provinz ausgedähnt worden sey, und stehen einer solchen Vergrösserung mehrere Bedenklichkeiten entgegen, so aus der Anzahl der Arbeiter, der Mannigfaltigkeit ihrer Fähigkeit zur Arbeit und der Schwierigkeit, sie unterzubringen, entstehen. Ohnehin fehlt es in einer gewerbereichen Provinz wie die Grafschaft Marck einem arbeitsfähigen Arbeiter nicht an Gelegenheit zum Verdienst. Gewiss wäre es aber nützlich, in denen grössten Clevischen Städten, Emmerich, Rees, die Anlage solcher Arbeitshäuser zu befördern, so wie bereits Ew. pp in Cleve vor der französischen Occupation eine solche Einrichtung getroffen, und verdiente es der Untersuchung, ob nicht solche kleinere Anstalten, als der Graf Rumford in seinen kleinen Schriften Th. I. p. 218 vorschlägt, dessen Vorschläge wegen Beköstigung der Armen, die auch bereits in den Hamburgischen Armen Anstalten befolgt sind, auch in dem Weselschen Zuchthaus verdienten angewandt zu werden.

Ob es nun rathsam sey, in Wesel das militairische Arbeitshaus auch auf die übrige arbeitsfähige Armen auszudähnen, oder es besser sey, eine

eigne Anstalt zu treffen, und von dem Anerbiethen des Wischmann¹⁾ Gebrauch zu machen, hierüber behalte ich mir vor, nach genommener Rücksprache mit der Clevischen Kammer meine Meynung abzugeben. Von der Anlage eines Land Armen Hauses im Herzogthum Cleve erwähne ich nichts, da bey der gegenwärtigen Lage der Provinz und der öffentlichen Angelegenheiten sich an neue Anstalten dieser Art gar nicht denken lässt.

Die Verbindung eines Irrenhauses mit einem Kloster würde zum Vortheil haben, dass Anlage Kosten eines Gebäudes erspart und die Wartungs- und Pflege Anstalten einen geringen Grad von Kostbarkeit erhalten würden. Sollte man nicht von der Clevischen Geistlichkeit einen Beytrag zu einer solchen Anstalt erhalten, oder des Königs Majestät bewegen können, bey jedem Capitel ein Paar Praebenden offen zu lassen zur Benutzung einer solchen Anstalt.

Stein an Frau von Berg

Minden, 18. Mai 1800

Nach Pertz I, S. 186 f.

Krankheit der Frau vom Stein. Frau von Wallmoden. Dienstreise.

Ich habe zwei Monate in einer schrecklichen und peinlichen Lage zugebracht; meine Frau litt an einer schmerzhaften und hartnäckigen Krankheit, welche mir die lebhaftesten Besorgnisse einflösste. Ihre Mutter, die Gräfin Wallmoden, hat ein Zartgefühl, einen Muth und eine innige Liebe für die Kranke gezeigt, welche meine Anhänglichkeit für diese bewundernswürdige Frau vermehrt hat.

Ich beabsichtige jetzt meine Rundreise in Westpahlen anzufangen; wann werde ich das Glück haben, Sie, gnädige Frau, wiederzusehen und einer Gesellschaft zu geniessen, welche die Freundschaft, die Anmuth Ihres Charakters und die Grazien Ihres Geistes mir so theuer machen? Was haben Sie für den Sommer vor? . . .

Stein an die mindensche Kammer

Lengerich, 5. Juni 1800

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Tecklenburg-Lingen XXXV, 1 Vol. 4. Abschrift

Übersendet die in Lengerich verhandelten Akten über die Gemeinheitsteilungen. Die Kammer wird angewiesen, das weitere zu veranlassen, insbesondere für die Bereitstellung der nötigen Vorschüsse zu sorgen.

. . . Ich empfehle . . . diese für die Landesverbesserung so wichtige Sache dringend und angelegentlichst und werde ich kommenden Herbst bei meiner Zurückkunft in das Lingen- und Tecklenburgische meine Aufmerksamkeit auf den während des Sommers gehaltenen Fortgang wenden.

¹⁾ Nicht ermittelt.

Denkschrift Steins über die Grundsätze der Gemeinheitsteilung in Tecklenburg-Lingen [Juni 1800]

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Tecklenburg-Lingen XXXV. 1. Abschrift

Die Wünsche und Beschwerden der kleinen Angesehenen sollen nach Möglichkeit berücksichtigt werden. Die Vorurteile gegen die Gemeinheitsteilungen sind mit allen Mitteln der Belehrung und durch entsprechende Kundgebungen der Zentralbehörden zu bekämpfen. Prämien auf die rascheste Beendigung des Teilungsgeschäfts vorgeschlagen.

I. **T h e i l u n g s g r u n d s ä t z e .** — Die Theilungsgrundsätze für das Tecklenburgische sind landesherrlich festgesetzt, nur finden sich bei deren Anwendung Veranlassungen zur Beschwerde von Seiten der kleinen Beerbten und der Heuerleute, indem letztere über Zuteilung zu kleiner Antheile sich beschweren. Es müssen die Marken Theilungs Commissarien sich bemühen, bei der Leitung des Geschäfts durch Vergleiche für die Abhelfung dieser Beschwerden zu sorgen und die Theilungs Grundsätze nach der Localitaet und Individualitaet mit Einstimmung der Interessenten aufzufinden.

Ein zweiter Absatz beschäftigt sich mit den bei der Gemeinheitsteilung beschäftigten Beamten, ein dritter mit den Feldmessern u. den Vermessungen. Es ist zu hoffen, dass durch einen festen regelmässigen Gang man endlich dazu gelangen werde, die Vorurtheile gegen die Gemeinheits Theilungen zu unterdrücken, die Starsinnigen zur Folgsamkeit und die Kurzsichtigen zu richtigen Begriffen zu bringen. Zu den mitwirkenden Hilfsmitteln wäre aber

1. die Entwerfung eines von des Königs Majestät Höchstselbst zu vollziehenden Publicandi, welches mit Beziehung auf die Edicte d. d. Berlin 1769 und 1770¹⁾ eine wiederholte Aeusserung Allerhöchst dero ernsten und festen Willens, dass die Gemeinheiten geteilt und die der Landwirtschaft nachtheilige Servituten aufgehoben werden, enthält,
2. ein Circulare an sämtliche Beamte, welches ihnen die Beförderung der Gemeinheits Theilungen zur Pflicht macht
3. eine Prämie für diejenige Gemeinde von 200 rth, welche zuerst mit der Theilung zu Stande kommt.
4. die Marken Theilungs Commission und den Kr. R. v. Blomberg auf sein Schreiben d. d. . . .²⁾ und das Pro Memoria zu bescheiden, nach dem Inhalt des vorliegenden Pro Memoria.

Stein an die Kammer in Hamm

Hamm, 3. Juli 1800

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Mark CLXVIII. 2 a. Abschr.

Mängel des Strafvollzugs in Wesel. Stein fordert die Klassifizierung der Verbrecher und insbesondere ihre Trennung von den Landstreichern. „Empörende Unvollkommenheit“ der bestehenden Einrichtungen.

1) Vgl. S. 309.

2) Lücke im Text.

Stein an Auer¹⁾

Wesel, 20. Juli 1800

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Cleve V. 14. Abschrift

Betr. die Vereinigung der Zoll- und Accisedirektionen mit den Kammern zur Vereinfachung der Verwaltung. Vorschläge zur Geschäftsverteilung.

Stein an die Kammer in Minden

Minden, 23. Juli 1800

Geh. Staatsarchiv Münster. Kriegs u. Dom. Kammer Minden. II. Nr. 59 b. Eigenh.

Übermittelt die Beschwerden einiger Handlungshäuser über den Mißbrauch des Mindener Stapelrechts. Fordert deren Abstellung.

Stein an Heinitz

Wesel, 26. Juli 1800

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Cleve V. 14

Vereinfachung der Verwaltung durch Verbindung der Accise- und Zolldirektionen mit den Kammern. Ausdehnung ihrer Kontrolle auf die Post. Scharfe Kritik der preußischen Post. (Unbequemlichkeit, rücksichtslose Behandlung des Publikums, schlechte Leistungen.)

Stein an die Kammer in Minden

Hamm, 2. August 1800

Geh. Staatsarchiv Münster. Kriegs u. Dom. Kammer Minden II. Nr. 59 b

Billigt die Maßnahmen der Kammer gegen den Mißbrauch des Stapelrechts in Minden.

Die von Einem Hochlöblichen Krieges und Domainen Kammer Collegio durch die Rescripte d. d. den 26 ten und 30 ten July a. c. genommene Beschlüsse über die herrschenden Missbräuche des Mindener Stapel Rechts und die Beschwerden der Bremer und Vlothoer Kaufleute sind so weise als gerecht, und stimme ich besonders denen in dem Rescript d. d. 30. July a. c. vorgetragenen Grundsätzen bey.

Da das Privilegium Caesareum die Bezahlung des gemeinen Getreide Preises festsetzt, so folgt von selbst, dass die Festsetzung nicht dem Eigennutz einiger Mindener Kaufleute überlassen bleiben muss, sondern dass eine Festsetzungs Art zu wählen sey, die mit der Achtung für fremdes Eigenthum, mit den Grundsätzen einer vernünftigen, das Verkehr eines grossen Theils von Deutschland und insbesondere des Fürstenthums Minden begünstigenden Benutzung eines ansehnlichen, mit Kosten schiffbar gemacht werdenden Strohmhs erhaltenden Handels Polizey sich vereinigen lässt.

Die Verwandlung des Stapel Rechtes in eine mässige Abfindungs Abgabe, die Suspension desselben bis zur Zeit der Noth und die Bestimmungs Art des Preises nach den obenbemerkten Grundsätzen werden hoffentlich das Resultat der Bemühungen Eines Höchlöblichen Collegii seyn, wenn sie nur der gute Wille des Magistrats und der Worthalter unterstützt, und wünsche ich sehr, dass Ein Hochlöbliches Collegium durch dieses glückliche Resultat für seine gehabte Bemühungen belohnt werde.

¹⁾ Geh. Ober Zollrat, Direktor der Accise- u. Zolldirektion zu Emmerich.

Vincke an Stein

Manchester, 8. August 1800

Archiv Ostenwalde. Nachlaß Vincke

Bericht Vinckes über den Verlauf seiner englischen Reise und seine englischen Eindrücke. Bewunderung der englischen Verfassung. Vergleichende Beurteilung der Stellung des englischen und des preußischen Adels und scharfe Kritik an der Stellung und Haltung des letzteren, besonders an der Steuerfreiheit. Notwendigkeit politischer Konzessionen an die Entwicklung der politischen Ideen. Die politischen Strömungen in England. Geringer Erfolg der revolutionären französischen Ideen. Der Krieg mit Frankreich, seine innerpolitischen Auswirkungen. Kritik der englischen Justizverfassung, sowie anderer sozialer und wirtschaftlicher Institutionen. Bewunderung der Selbstverwaltung. — Getreideteuerung und Wucher in England. Gefängniswesen.

Euer Hochwürden Hochwohlgeboren haben so vieles zur Beförderung meines Reiseplanes beigetragen¹⁾, dass ich schon längst geeilt haben würde, Ihnen über dessen Erfolg meinen vorläufigen Bericht abzustatten. Allein teils fand ich bei der Schnelligkeit der Reise so wenig Musse, teils wünschte ich auch vorher das Land genauer kennen zu lernen, um Ihnen einige bessere und bestimmtere Nachrichten mitteilen zu können. Jetzt bin ich leider schon beinahe am Ende einer Reise, auf dem Rückwege nach London begriffen. Ich benutzte indessen Ihre vorläufige gütige Erlaubnis zur Verlängerung derselben, indem ich erst in der Mitte künftigen Monats zurückkommen werde — darf jedoch nicht länger anstehen, Ihnen einige Nachricht von mir zu erteilen, da ich nach dem letzten Briefe aus Minden erst im November das Glück haben werde, Sie dort zu sehen. Am 23. April landete ich nach langer schrecklicher Seereise in Yarmouth. Die Notwendigkeit, einen Pass auszutauschen, zwang mich, gleich nach London zu eilen, wo ich, durch mancherlei Umstände aufgehalten, bis zum 23. Mai verweilte; dann mich vier Wochen in Suffolk und Leicestershire bei einigen Farmers aufhielt; vom 16.—20. Juni zum grossen landwirtschaftlichen Kongress bei der Schafschur des Herzogs von Bedford in Woburn beiwohnte, dort mit Sir Francis d'Ivernois²⁾ und Herrn von Burgsdorf³⁾ aus Berlin zusammentraf, in deren Gesellschaft ich meine grosse Reise über Stow, Oxford, Blenheim, Warwick, Birmingham, Hagley, Koalbrokdale, Etruria, Ashborne, Matlock, Castleton, Sheffield, Wentworth, York, Studley, Durham, Sunderland, Newcastle, durch Northumberland, am Tweed, Dunbar, Edinburgh, Stirling, Perth, Dunkeld, die mittlere Tour durchs Hochland nach Mull und Staffa, Inverness, Loch Lomond, Glasgow, Paisley, Lanerk, Carlisle, den schönen Lakes und Westmoreland, Lancaster, Liverpool — endlich gestern hierher machte.

Für die Kürze der Zeit haben wir uns wohl etwas zu weit ausgedehnt, zuviel gesehen, um alles ganz zu sehen, wie wir gesollt, und doch so vieles unbesucht lassen müssen. Indessen bin ich dennoch sehr von der Reise zufrieden. — Über den Ackerbau habe ich, wenn auch nicht vollständige,

¹⁾ S. Steins Schreiben an Heinitz vom 12. Januar 1800.

²⁾ Dessen nationalökonomische Schriften Stein später vielfach benutzt hat. Vgl. die Anmerkungen zur Nassauer Denkschrift.

³⁾ Der Oberforstmeister von Burgsdorff oder der Stallmeister von Burgsdorff.

doch mit Hilfe des vortrefflichen Thaers ¹⁾ und der Reports viele Belehrung erhalten, viele treffliche öffentliche Anstalten — heute noch hier ein musterhaftes Gefängnis und Infirmary — gesehen und darüber mit grosser Mühe eine Menge gedruckter Nachrichten gesammelt. Von Fabriken weit mehr und mit viel weniger Zurückhaltung, als ich je erwarten konnte; vom Bergbau etwas, sowie vom Canal- und Chausseebau, daneben eine Menge Parks und Schlösser und in ihnen einen grossen Reichtum von Kunstsachen. In allen diesen Hinsichten habe ich meine Erwartungen von diesem so äusserst merkwürdigen Lande weit übertroffen gefunden. Was mir aber noch weit interessanter war, ist die allgemeine Ansicht des Landes und der Menschen, die so äusserst abweichende innere Organisation des inneren Gouvernements, des Zusammenhangs der verschiedenen Teile, welche ein so schönes, vollständiges Ganzes bilden der Konstitution überhaupt, der Finanzverwaltung pp und hierin habe ich die meisten Schwierigkeiten gefunden, bin ich noch immer manches nicht aufs Reine, obgleich ich an d'Ivernois, der sich so lange in England und nicht müssig aufhielt, eine grosse Hilfe habe. Es ist unglaublich, wie alles und jedes hier so ganz abweichend, wenngleich Gott Lob nicht immer besser, vom unsrigen ist. Die Eigentümlichkeiten und Verschiedenheiten sind so gewaltig, dass man zuletzt des Vergleichens ganz müde wird. Wenn ich die reichen englischen Lords betrachte, deren Aufwand und Einkünfte so manchen nicht bloss kleinen, sondern selbst mittleren deutschen Fürsten hinter sich lässt, und deren Macht dann wieder mit der gesetzlichen Despotie des winzigen, erbärmlichen oberschlesischen Edelmannes [vergleiche], so möchte ich wahrlich weinen, dass wir noch so weit zurück sind, dass wir es noch so lange bleiben werden, dass sogar die allerunbedeutendsten Milderungen, zu welchen das Gouvernement endlich vorschreitet, durch die lächerliche und wahrlich sehr unzeitige Eifersucht des sein wahres Interesse so ganz verkennenden Adels auf eingebildete Vorzüge immer wieder hintertrieben wird. Mein Gott, wenn der König je einmal genötigt werden sollte, etwas ähnliches als ein income tax bei uns zu verlangen! Hier hat niemand widersprochen und Adel und Kaufmannschaft bezahlen sie neben der ungeheuren Last anderer Auflagen, welche alle den wohlhabenden so ganz vorzüglich treffen, ohne alles Murren. Jeder wetteifert mit dem andern, das Gouvernement auf alle Weise zu unterstützen und durch eigne Aufopferungen zu befestigen; dagegen der grössere Haufe unseres Adels noch immer wähnt, der Staat könne nicht bestehen ohne seine eigene unbedingte Exemption von allen wesentlichen Beiträgen, ohne Druck und Dienstbarkeit der andern Stände, und die geringste Abänderung und Nachgiebigkeit müsse unfehlbar den Zusammensturz des Ganzen zur Folge haben. Und wie vieles würde nicht dazu gehören, den dummen

¹⁾ Albrecht Daniel Thaer (1752—1828). Einer der wichtigsten Bahnbrecher moderner Landwirtschaftsmethoden. Seine Schriften hat Stein eifrig studiert, sie befinden sich noch jetzt in seiner Bibliothek.

Glauben auszurotten, dass dieses so alles bis ans Ende der Welt stehen bleiben würde, dass es daher töricht wäre, etwas aufzuopfern, um sich das wesentlichere zu erhalten! Hier findet man wohl Feinde der regierenden Personen, aber gewiss sehr wenige der Konstitution; wenn es auf deren Behauptung ankommt, sind alle miteinander einverstanden. Die wenigen Jakobiner muss man nur unter der Klasse von Menschen suchen, welche garnichts zu verlieren haben und sich in grossem, obgleich nicht gesetzlichen, doch moralischen Druck befinden. Lord Stanhope ist der einzige avouierte Demokrat unter der gebildeten Klasse, er steht aber überall allein, wird von beiden Teilen verachtet, man betrachtet ihn als einen Narren oder Wahnsinnigen. Der Wunsch nach Frieden fängt zwar an, sich überall sehr lebhaft zu äussern, aber doch immer in den Schranken der Mässigung, und man will nur einen ehrenvollen Frieden. Die Teuerung der ersten Lebensbedürfnisse, welche wirklich allen Glauben übersteigt, hat viele Unzufriedenheit, aber nirgends bedeutende Unruhe erregt und ist im Ganzen mit bewundernswürdiger Geduld von der niedern Klasse getragen worden, ungeachtet die Arbeitspreise nicht verhältnismässig erhöht waren. Wenn aber auch Unruhen entstanden wären — und in einigen Manufakturstädten kam es wirklich zur Bestürmung einiger Bäcker- und Kartoffelläden —, so wurden solche überall sogleich durch die in mancherlei trefflich organisierten Volontär-corps zu Pferde und zu Fuss unter den Waffen vereinigten Bürger unterdrückt. Die englische Civil- und Kriminaljustizverfassung gefällt mir am wenigsten, ich kann die hochgepriesene Vortrefflichkeit darin nicht finden und würde mich hundertmal lieber dem Urteile eines preussischen Kriminalkollegiums als einer englischen Jury unterwerfen. Auch die Kirchen-, Schul- und Armeneinrichtungen im allgemeinen wollen mir gar nicht gefallen, die Zoll- und Accisegesetze sind noch weit härter und drückender, weit beschränkender und langweiliger hier als bei uns, es ist mir unbegreiflich, wie die Engländer sich darin haben fügen können. Auch manche unserer Polizeieinrichtungen sind unstreitig besser, dagegen die Art, wie die Menschen so ganz durch und aus sich selbst regiert werden, ohne dass der Staat im mindesten sich darum zu bekümmern und dafür etwas auszugeben braucht, gewiss sehr viel Vorzügliches hat, welches alles übrige aufwiegt.

Der große Kornmangel war unstreitig den beiden letztern schlechten Ernten vorzüglich zuzuschreiben, der Bushel Weizen [56—60 Pfd.] war auf 22 Schilling, alle übrigen Bedürfnisse im Verhältnis 1 Pfd. Fleisch auf 1 Schilling und darüber gestiegen, jetzt ist der Weizen auf 14 Pences, das Fleisch auf 6 Pences innerhalb zehn Tagen bei der nahen Aussicht einer gesegneten Ernte heruntergefallen. Fällt er unter 12 Schilling, so hat der Staat sich anheischig gemacht, den Kornhändlern die Differenz zwischen diesem und ihrem Einkauf zu vergüten. Ver- und Aufkäufer haben unstreitig beigetragen, die Preise zu steigern, wenn auch bei weitem nicht so sehr, als man ihnen jetzt, wo alles aufs äusserste gegen sie

erbittert ist und sich zu ihrer gerichtlichen Verfolgung assoziiert, beimessen will.

Doch ich muss mich auf den engen Raum eines englischen Briefes beschränken und verspare alles übrige, was ich noch so gern beifügen möchte, zur mündlichen Berichterstattung.

Hier in Chester, wohin ich mittlerweile gelangt bin, habe ich das prachtvollste Gefängnis [gefunden], welches ich je gesehen, nach dem neuen jetzt hier überall angewendeten Prinzip, den Governor und die Goaler im Mittelpunkt und die Gefängnisse im halben Zirkel herum, sodass erstere alle Gefangenen aus einem Punkte immer ganz übersehen können. Es ist ein Palast, der 70 000 Pfund kostete, bloss für Chestershire. In Nordwich sind mir die Steinsalzbergwerke äusserst interessant gewesen. Von hier gehen wir nach Shrewsbury, ein kleines Stück von Wales, Gloucester, Bristol, Bath, durch Wiltshire, über Windsor zurück. Gern verlängerte ich meine Reise, um Wales und das südliche England ganz zu sehen, aber für dieses Mal habe ich darauf Verzicht getan, denn es würde zu arg sein, wenn ich meinem Freunde Delius die Last meiner durch so manche unvorherzusehende Umstände, die neue übermässige Einquartierung, Hagelschäden pp. so unangenehm vermehrten Geschäfte noch länger wollte tragen lassen, so bereitwillig er auch dazu ist, sich ihnen mit gleicher Tätigkeit länger zu unterziehen.

Erlauben mir Euer Hochwürden, Hochwohlgeboren, noch einige Zeilen in Betreff meiner künftigen Lage beizufügen. Sie haben mir immer so viele Beweise Ihrer Teilnahme und Gewogenheit gegeben, dass ich hierüber Ihnen mit ganz aufrichtigem Vertrauen mich äussern darf. Ich sehe voraus, dass es Ihnen unmöglich sein würde, Ihre gütigen Absichten wegen meiner Versetzung nach Kleve, sobald als es anfangs schien, zu realisieren. Mein —
bricht ab.

Minden, 25. November 1800

Bericht Steins über die Fixation der ungewissen Eigentumsgefälle in den Provinzen Minden, Ravensberg, Tecklenburg und Lingen.

Geh. Staatsarchiv Münster. Kriegs- und Domänenkammer Minden. V. 57. Konzept von der Hand Hoffbauers, Schlussabsatz von der Hand Steins.

Drängt auf Durchführung der vorgeschlagenen Reformen der gutsherrlich-bäuerlichen Verhältnisse.

Die hiesige Regierung hat mittelst des abschriftlich angebotenen Rescripts vom 24ten m. p. aus dem Justiz Departement Ew. kg. Majestät General Directorii den unterm 21 ten 1791 eingesandten Entwurf zu einer Eigenthums Ordnung für das Fürstenthum Minden und die Grafschaft Ravensberg mit der Anweisung zurück erhalten, um davon bey der Ausarbeitung der hiesigen Provinzial Rechte Gebrauch zu machen.

Es ist daher gar sehr zu besorgen, dass diese den Fleiss und den Wohlstand der Unterthanen darnieder drückende Einrichtung in der bisherigen Art von neuem auf lange Zeit als Gesetz werde sanktioniert werden, welches

nun desto mehr zu beklagen ist, da von den Unterthanen hinreichend nachgewiesen worden, dass die Vorschriften der Eigenthums-Ordnung ohne ihren Ruin gar nicht zu befolgen und selbst die strengsten Guthsherrn bey Beziehung der Sterbfälle billiger sind, als das Gesetz es verlangt. Mit diesem Rescript ist auch zugleich ein Aufsatz, die Vorschläge zur Eigenthums Aufhebung und Fixation der ungewissen Gefälle bey den guthsherrlichen Eigenbehörigen in den Provinzen Minden, Ravensberg Tecklenburg und Lingen remittiret, welchen der Referent dieses Berichts bey seiner Anwesenheit in Berlin im Febr. a. p. dem Geheimen Kriegs Rath v. Hymmen überreicht hat und der nemliche ist, der Ew. Kg. Maj. von uns in dem Bericht vom 16 ten Febr. a. p. nebst den Vorschlägen zu Aufhebung des Eigenthums bey den Königl. Eigenbehörigen allerunterthänigst vorgelegt worden.

Ew. Königl. Majestät wollen es zu Gnaden halten, wenn wir es wagen, Allerhöchstdenenselben dieses für den Wohlstand der hiesigen Provinz wichtige Geschäft Ihrer Aufmerksamkeit allerunterthänigst zu empfehlen.

Die guthsherrlichen Eigenbehörige gründen ihre Hoffnung auf die in Berlin befindlichen wiederholten allerhöchsten Cabinettsorders aus dem 9 ten Decennio und auf die ihnen bekannt gewordenen weitläufigen Verhandlungen und erwarten mit Sehnsucht die Erfüllung des bestimmten Königl. Versprechens zu Fixation dieser Gefälle, dem gemäss der Entwurf zu der allerhöchst zu vollziehenden Fixations Urkunde mittelst Berichts vom 6 Febr. a. p. eingesendet ist. Die königl. Eigenbehörigen befinden sich dagegen in den Provinzen Minden, Ravensberg und Tecklenburg, wo die drückendsten Gefälle bereits fixiert sind, nicht in der Lage, dass sie selbst um die fernere Fixation der übrigen ungewissen Gefälle und Aufhebung des Eigenthums suppliciren sollten, aber das Wohl des ganzen erfordert diese Veränderung der Dinge, und da selbige von des höchstseligen Königs Friedrich Wilhelm des Zweiten Majestät gloriwürdigsten Andenkens durch die allerhöchste Cabinets Ordre d. d. Pyrmont d. 3ten August 1797 bereits befohlen ist, die Beurtheilung der vorgelegten Vorschläge auch allein von E. K. M. General Directorium abhänget, so hoffen wir, dass höchst-dasselbe die Genehmigung dazu zu ertheilen geruhen werde.

Ueberhaupt müssen wir alle bemerken, dass die durch das Justizdepartement dem gegenwärtigen Geschäfte gegebene Einleitung uns nicht zu einem erwünschten Zweck zu führen scheint. Seit fünfzig Jahren ist man beschäftigt, das Verhältnis der Eigenbehörigkeit zu mildern, den Sterb und Gewinnungsfall in eine jährliche Rente zu verwandeln, und neuerlich ist noch ein Schritt weiter geschehen, indem man auch die Aufhebung des auf einem grossen Theil des Grund und Boden beruhenden nexum eines getheilten Eigenthums antrug.

Die Verhandlungen über dieses Geschäfte und die Vorschläge zu seiner

zukünftigen Bestimmung sind E. K. M. durch den Kammerbericht d. d. Minden, d. 6. Februar 1799 wieder vorgelegt und nach dem Rescr. d. d. Berlin, d. 28. Februar 1799 zwischen den Finanz- und Justizbehörden und die ältere Korrespondenz fortgesetzt, um über dieses wichtige Geschäfte einen gemeinschaftlichen Entschluss zu fassen. Dieser muss nun von der obersten Behörde erfolgen, wenn anders je die Sache wegen der gutherrlichen Eigenbehörigen zum Schluss gebracht und nicht in einem beständigen Crayss von Korrespondenzen, Berichten und Rescripten sich herum-drehen soll. Wir wiederholen aber, dass die Bestimmung des Verhältnisses der Königl. Eigenbehörigen oder ihre Allodification uns nicht die Concurrenz der Justizbehörden zu erfordern scheint, da es hier allein auf die durch die Cabinets Ordre d. d. Pymont, d. 3. Aug. 1799 genehmigte Abänderungen eines Domainial Verhältnisses durch freywillige Ueber-einkunft mit denen dem Königl. Eigenthum Unterworfenen ankömmt, indem die Annahme der Allodification der freyen Wahl der Unterthanen überlassen bleibt.

Generalbericht Steins über den Zustand der Provinz

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Minden-Ravensberg II. 14

Minden, 10. März 1801

Bevölkerung. — Zustand der Landwirtschaft. An Hand eingehender statistischer Angaben weist Stein die Unwirtschaftlichkeit des herrschenden Systems der Erbunter-tänigkeit nach und fordert ihre Aufhebung, sowie die Verleihung des Eigentums-rechts gegen entsprechende Entschädigung der Berechtigten. Auch die Dienste sollen ablösbar gemacht werden. Zur Beschleunigung dieser Reform bringt er die Einrichtung einer Kreditkasse nach dänischem Muster in Vorschlag. Die Gemeinheitsteilungen sollen mit größerer Energie betrieben werden. Freiheit des Getreidehandels kann un-bedenklich gewährt werden. Die Entwicklung der Garn- und Leinenfabrikation. Rückwirkung der allgemeinen politischen Lage auf den Handel, steigende Nachfrage aus dem Ausland. Cantonsverfassung. Bedeutung der Wehrmacht, ihre Erhaltung rechtfertigt jedes Opfer. Angemessene Versorgung der Invaliden als vaterländische Pflicht. — Reform des Strafvollzugs und der Strafgerichtsbarkeit. Gute Auswirkungen der Accisereform von 1798. Steigende Steuereingänge als Ausdruck der steigenden Wohlfahrt der Provinz.

Der in der Cabinets-Ordre d. d. Berlin, den 5ten Januar 1799 erforderte Bericht soll eine mit früheren Perioden vergleichende Darstellung enthalten der mit dem Vermögen und denen Kräften einer Provinz innerhalb dem Lauf eines Jahres vorgegangenen Veränderungen und des Ganges der Landesverwaltung.

Nach diesem Gesichtspunkt sind die den Inhalt dieses Berichts ausmachen-den Materialien gewählt und geordnet worden.

B e v ö l k e r u n g. Die Kenntniss der Bevölkerung dieser Provinzen wird erhalten durch Zählungen, so theils ausschliesslich in der Absicht vorge-nommen werden, die Menschenzahl zu erfahren, die Aufnahme der histo-rischen Tabellen, und theils in besonderen Hinsichten geschehen, auf

Mahlzwang, Salzzwang, Militairpflichtigkeit. Die Aufnahmen würden vollständiger werden, wenn man ihre individuelle und namentliche Aufnahme nur alle drei Jahr vornähme, das Fortschreiten oder Abnehmen der Bevölkerung aus denen Jahreslisten der Geborenen und Gestorbenen zu ersehen sich begnüge, und die Aufnahme selbst denen mit der Justiz- und Polizei-Verwaltung hinreichend beschäftigten Beamten abnähme und sie den Steuereinnehmern übertrüge, welchen erstere eine kleine Vergütung geben könnten; sie würden ferner denen Unterthanen weniger Versäumnis und Störung verursachen, wenn man zugleich bei ihrer Anfertigung auf Mahlpflichtigkeit und Salzzwang Rücksicht nähme, um aus der historischen Tabelle zugleich die Mühlen und Salzregister bilden zu können. Die über Bevölkerung angestellte Betrachtungen beziehen sich auf ihr Verhältnis zur bewohnten Oberfläche, ihre Dichtigkeit zu den Wohnungen und Wohnorten, auf ihr Fortschreiten und dessen Beförderungsmittel und Hindernisse, und in dieser Rücksicht sind die in den Anlagen enthaltenen tabellarischen Darstellungen zusammengetragen.

Bei dem Mangel richtiger topographischer Vermessungen, lässt sich das Verhältnis der Menschenzahl zu der bewohnten Oberfläche nicht richtig angeben.

Das allgemeine Verhältnis der Gestorbenen zu den Geborenen ist wie 100:122⁹⁹/₁₀₀

und die mittlere Fruchtbarkeit der Ehen

1:4²¹/₁₀₀;

besonders fortschreitend ist der Gang der Bevölkerung in der Grafschaft Ravensberg, wo das Verhältnis der Gestorbenen zu den Geborenen ist wie 100:130⁵/₁₀

und die mittlere Fruchtbarkeit der Ehen wie

1:4¹/₂.

Es hat sich im Ganzen auch die Menschenzahl in denen vier Provinzen ansehnlich in dem letzten Jahrzehnt vermehrt, wie die durch Einsicht der Tabellen leicht anzustellende Vergleichung der verschiedenen Jahrgänge beweist. Nur das Jahr 1800 war nach der anliegenden Populationsliste durch eine ausserordentliche Sterblichkeit den Fortschritten der Bevölkerung nachtheilig, indem

761 Menschen

im Minden-Ravensbergschen mehr gestorben als geboren, und sind allein

an Pocken	1066
an der Ruhr	1108

gestorben.

Im Lingen- und Tecklenburgischen aber 199 Menschen mehr geboren als gestorben, ohnerachtet die Ruhr in der Grafschaft Tecklenburg sehr heftig wüthete.

Beide Arten der Krankheit sind von der Beschaffenheit, dass ihre

Tödlichkeit beträchtlich vermindert werden würde durch mehrere Ausbildung des grossen Haufens, wodurch er zur Befolgung der medicinischen und diätischen Vorschriften empfänglicher gemacht, und durch vollkommeneren medicinischen polizeilichen Anstalten, welche die Erhaltung der Hülfe des Arztes erleichtern. Man hat hier die Mittel angewandt, welche die Unvollkommenheit der gegenwärtigen medicinischen Polizeianstalten gestattet, um der Ruhrepidemie den möglichsten Einhalt zu thun, in denen Districten, wo sie besonders herrschte, besondere Chirurgen gegen Diäten angestellt, häufige Bereisungen des Landphysikus seines Kreises veranlasst und ohnentgeltlich Medizin ausgetheilt. Eine vorzügliche Thätigkeit, sowohl bei der Ruhr-Epidemie als insbesondere bei der Verbreitung der Blattereimpfung und Anstellung von glücklichen Versuchen mit den Kuhpocken, hat der geschickte Medizinalrath und Landphysikus Borges bewiesen, die um so verdienstlicher ist, als sie mit der Aufopferung seiner sonstigen Praxis verbunden ist und ihm nur ein sehr kärgliches Gehalt zugetheilt ist.

Ausser diesen von Krankheiten herrührenden Hindernissen der Fortschritte der Bevölkerung, muss auch noch der Abgang durch Hinwegziehen, Auswandern und Desertion von den Regimentern erwähnt werden.

Die erste Art des Abgangs ist unbedeutend nach der Anlage und compensirend, die Grösse der beiden letzteren Arten ist bei dem Abschnitt dieses Berichts über Militärverfassung angegeben.

Landwirtschaft. Eine befriedigende Darstellung des Zustandes der Landwirtschaft der Provinz würde erfordern eine Beschreibung der Verfahrungsart bei der Behandlung der cultivirten Oberfläche und eine Berechnung ihrer Grösse, ihres Ertrags und des Verhältnisses desselben zum Bedarf der Bewohner des Landes.

Hinreichende und befriedigende Materialien hierzu fehlen, man kann aber auch durch den Weg allgemeiner Betrachtungen und durch Benutzung der vorhandenen Thatsachen zwar nicht auf arithmetisch richtige, aber auf praktische und sehr folgenreiche Resultate kommen.

Soll die Landwirtschaft in einem blühenden Zustande seyn, so muss dem Landmann der Besitz von Kenntnissen seines Geschäfts, vom Kapital zur Anlage und zum Betrieb und von Freiheit in Benutzung seiner Kräfte und seines Grundeigenthums verschafft und gesichert seyn; wenn er aber alles dieses nur in einem sehr unvollkommenen oder eingeschränkten Grad geniesst, so kann nicht anderes als eine kraftlose und kümmerliche Bewirtschaftung erwartet werden. Hat der Landmann keine Empfänglichkeit für Verbesserungen, geschieht nichts zur Vermehrung und Ausbildung seiner Kenntnisse, wird ihm periodisch, bei jedem Todesfall des Hausvaters oder der Hausmutter, der grösste Theil seines Anlage- und Betriebs-Capitals genommen, ist sein Land mit Hude und Zehntgerechtigkeiten belastet, wird seine Zeit auf unentgeltliche einem dritten

geleistete Dienste verwendet, so muss seine Lage ärmlich, der Ertrag des Bodens gering und der Viehstand schwach und uneinträglich seyn, und leider ist dies das Bild des grössten Theiles der Landwirtschaft im hiesigen Kammer-Departement.

Man kann sich den Einfluss, welchen Verbesserung der Landwirtschaft auf Vermehrung des Provinzial-Reichthums haben würde, durch folgende Berechnung versinnlichen und denen Bewegungsgründen, zu ihrer Vervollkommerung zu wirken, mehrere Lebhaftigkeit geben.

Die Summe der freien und catastrirten urbaren Gründe beträgt

	freie Morgen	catastrirte Morgen
im Fürstenthum Minden	6 270	118 500
in der Grafschaft Ravensberg	9 960	114 420
„ „ „ Tecklenburg	—	101 100
„ „ „ Lingen	—	179 160
	<hr/>	<hr/>
	16 230	513 180

Die Grösse der Gemeinheiten wird folgendergestalt angegeben:

	getheilte	ungetheilte
im Fürstenthum Minden	6 031	126 168
in der Grafschaft Ravensberg	37 684	65 532
„ „ „ Tecklenburg	—	27 451
„ „ „ Lingen	—	51 653
	<hr/>	<hr/>
	43 715	270 804

Die Grösse des urbaren und besteuerten Landes in denen 4 Provinzen beträgt also einschliesslich der getheilten Gemeinheiten

an freien	16 230 Morgen
catastrirten	513 180 „
getheilten Gemeinheiten	43 715 „
	<hr/>
	573 125 Morgen
hierzu die ungetheilten Gemeinheiten	270 804 „
	<hr/>
Summa	843 929 Morgen

Die Zahl des Viehes nach den in den Anlagen enthaltenen Mittelzahlen:

	Pferde	Bullen u. Ochsen	Kühe	Jungvieh	Schaafe u. Hammel	Schweine
im Minden und Ravensberg- schen	21 564	1833	42 613	26 958	51 990	22 704
im Tecklenburgischen	2 532	130	7 920	4 056	8 388	2 905
im Lingenschen	3 378	260	7 840	6 452	12 974	4 924
Summa	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	27 474	2223	58 373	37 066	73 342	30 553

Ans diesen Thatsachen sieht man, welche grosse Beförderungsmittel des Wohlstands des Einzelnen und der Stärke des Ganzen, in der Vervoll-

kommenung des Ackerbaus liegen, wie sehr die Landesverwaltung verpflichtet sey, die Hindernisse aus dem Weg zu räumen, die seine Fortschritte aufhalten und in der Unwissenheit, der periodischen Verminderung des Kapitals, dem Mangel von Freiheit der Person und des Eigenthums des Landmannes bestehen. Würde nur der reine Ertrag jedes Morgens urbaren Landes um 8 Gr. erhöht und der jedes Morgens Gemeinheit auf 12 Gr. gebracht, ein Ziel, welches jeder, der mit den Verhältnissen des Ertrages guter Cultur zu schlechter bekannt ist, für leicht erreichbar halten wird, so vermehrte sich der Provinzial Reichthum jährlich um

326 543 Rthlr.

und berechnet man den Bedarf jedes Menschen zu dem Werth von 60 Rthlr., so würden 5440 Seelen ihre Subsistenz nur durch den Genuss des reinen Ertrages erhalten, ohne diejenige in Anschlag zu bringen, welche in dem Abverdienen des Anlage- und Betrieb-Kapitals ihr Auskommen finden.

Die Gesetzgebung hat bereits, besonders unter der Regierung Friedrich des Grossen, vieles geleistet durch Erlassung des Edicts d. d. Berlin, den 21sten October 1769 wegen Aufhebung der Gemeinheiten und aller dem Ackerbau schädlichen Servituten, so durch das Edict d. d. Berlin, Mai 1774 auf das hiesige Kammer-Departement angewandt worden, ferner durch die p. rescr. d. d. Berlin, den 19ten Mai 1770 verordnete Aufhebung der Frühjahrshütungen, durch das die Abwässerungen befördernde Vorfluths-Edict d. d. Berlin, den 3ten Juli 1773, durch die wegen Bestimmung des Dienstwesens erlassene Cabinets-Ordre de 1sten Juli 1774; man hat aber auf die Ausübungen dieser Verordnungen so wenig einen hinreichenden Grad von Energie, Beharrlichkeit, als die nöthige Hülfsmittel verwandt, und es bedarf noch verschiedener gesetzlicher Bestimmungen, um die Rusticalverhältnisse zu berichtigen und die Hindernisse, welche der Vervollkommnung der Landwirtschaft entgegenstehen, aus dem Weg zu räumen.

Aufhebung der Eigenbehörigkeit. Das Wesentliche der Verbesserungen des bürgerlichen Zustandes des Bauern besteht in Ueberweisung des ungetheilten Eigenthums seines Landes, in Aufhebung der Dienste und solcher Abgaben, wodurch sein Gewerbefleiss unterdrückt, nicht benutzt wird. Das Nachtheilige der hiesigen Eigenthums-Verfassung oder Eigenbehörigkeit ist in denen ausführlichen Abhandlungen des Justizamtmann Schraders, Geheimen Raths Hoffbauer in mehreren Kammer- und Regierungs-Berichten dargetan, in verschiedenen Cabinets-Ordres, insbesondere der de 3ten August 1797, die Verwandlung derselben in eine für den Gutsherrn gleich einträgliche, aber für den Bauern mildere Einrichtung verordnet, endlich von den Landes-Collegien die Vorschläge wegen der Art der Ausführung dieser Veränderung seit dem 6ten Februar 1799 einem hohen General Directorio zur Entscheidung und Festsetzung vorgelegt, welche aber noch nicht erfolgt ist.

Der nachtheilige Einfluss der Eigenbehörigkeit auf den Wohlstand des Bauern äussert sich durch die von der Willkühr eines Dritten abhängig gemachte Befugniss, das Grundeigenthum zu veräussern, durch die periodische Entziehung der Hälfte seines ganzen Mobiliars oder seines Betrieb-Capitals und des Products seiner Industrie, durch die gesetzlich nothwendig gemachte Einwilligung des Gutsherrn an allen auf das persönliche Glück des Bauern Einfluss habenden Veränderungen, auf den Antritt der Stätte, Auswahl seiner Gattin, Bestimmung des Schicksals seiner Kinder.

Nach der absoluten Leibeigenschaft ist die Eigenbehörigkeit das drückendste Verhältnis des Bauern zum Gutsherrn und das nachtheiligste für menschliches Glück, Sittlichkeit, Wohlstand und Gewerbefleiss. Das Nachtheilige dieser Einrichtung in staatswirtschaftlicher Hinsicht und das Ungerechte in ihrer Entstehung ist, wie gesagt, von dem Justizamtmann Schrader aus der Geschichte der Westphälischen bauerlichen Verfassung und vom Geheimen Rath Hoffbauer dargethan, auch von diesem, der die Rustical-Verhältnisse der hiesigen Provinz durch Gemeintheilungen und als Gutsbesitzer genau kennt, die Vorschläge zur Übertragung eines ungetheilten Eigenthums und uneingeschränkter Freiheit an den Bauern abgegeben. Die Entschädigungssätze sind für den Gutsherrn sehr reichlich angenommen, die Annahme dieser Veränderung dem freien Willen des Eigenbehörigen anheimgestellt, und um ihm die Übernahme der Entschädigungsrente zu erleichtern, so ist sie nothwendig abkäuflich gemacht. Es soll nämlich denen Gutsherrn der 30jährige Ertrag der ungewissen Gefälle als eine feste, jährliche, auf der Stätte haftende Rente zugesichert, diese soll zu $2\frac{1}{2}$ p. Ct. abkäuflich seyn, und für die Aufhebung des dominii directi soll im Fürstenthum Minden und Vlotho eine $1\frac{1}{2}$ jährige Contribution, für die Grafschaft Ravensberg, Tecklenburg und Lingen eine zweijährige Contribution gegeben werden.

Die Aufhebung der Eigenbehörigkeit der Königlichen Bauern und Ertheilung eines vollkommenen Eigenthums und persönlicher Freiheit hat keine Schwierigkeiten, da bereits die Königliche Genehmigung dieser Veränderung durch die Cabinets-Ordre d. 3ten October 1797 ertheilt, da im Minden-, Ravensberg- und Tecklenburgischen die so schwer zu würdigende zufällige Eigenthumsgefälle in eine feste unveränderliche Rente bereits seit 1722 verwandelt, da die vorgeschlagene Entschädigungsgrundsätze einen reichlichen Ersatz für den Betrag der noch übrigen ungewissen Gefälle leisten, diesen unabhängig machen von der mehreren oder minderen Aufmerksamkeit der Beamte und endlich einen baaren Gewinn für die Veräusserung des lästigen und nichts eintragenden Ober-eigenthums verschaffen. Diese ganze Allodification ist nichts als eine freiwillige Verabredung zwischen dem Oberhaupt des Staats in seiner Qualität als Gutsbesitzer und dem Eigenbehörigen; es liegt dabei kein gesetzlicher Zwang zum Grunde, sondern ein freiwilliges Abkommen;

es bedarf hierzu keines Gesetzes, sondern nur der durch eine Cabinets-Ordre ausgedrückten Genehmigung der p. Bericht d. d. Minden, den 6ten Februar 1799 vorgeschlagenen Entschädigungsgrundsätze und eine Bekanntmachung an die Königlichen Eigenbehörigen, dass ihnen ungetheiltes Eigenthum und persönliche Freiheit gegen Erlegung gewisser Aequivalente angeboten wird.

Anders verhält es sich mit den privat-gutsherrlichen Eigenbehörigen, wo die Veräußerung gewisser Rechte gegen eine gewisse Entschädigungsart denen Gutsherrn zur Pflicht gemacht wird; hierzu bedarf es eines Gesetzes und der Beobachtung der zu einem solchen erforderlichen Förmlichkeiten. Eine Folge des zunehmenden Wohlstandes des Landmannes ist der stets sich vermehrende Freikauf von deren Eigenbehörigkeit.

Aufhebung der Domänendienste und des Vorspanns. Die andere Voraussetzung zu einer vollkommenen Landwirthschaft ist der dem Landmann zustehende freie Gebrauch seiner Zeit zur Cultur seines Ackers durch Befreiung von Diensten.

Ihre Aufhebung bei den Domänen haben Ew. Königl. Majestät bereits anno 1797 beschlossen, sie ist in den Aemtern Limberg, Reineberg, Hausberge, Vlotho, Schlüsselburg grösstentheils ausgeführt, auch im Amte Rahden als dem letzten in Anwendung gebracht. Die Lage dieses Geschäfts ergiebt sich aus der tabellarischen Darstellung nach der im Etat anno 1799 und 1800.

Die Aufhebung des Vorspanns wird nunmehr ohne alle Schwierigkeit und ohne allen Beitrag der Unterthanen bewirkt werden durch Anwendung des von Ew. Königl. Majestät höchst selbst festgesetzten Grundsatzes, dass jedes Departement die zur Verwaltung des ihm anvertrauten Geschäftskreises erforderlichen Offizierfuhren aus seinen Kassen bezahlen solle.

Einrichtung einer Creditkasse. Alle diese theils beabsichtigte, theils bewerkstelligte Verbesserungsarten des bäuerlichen Zustandes, sie bestehen nun in Ueberweisung des ungetheilten Eigenthums oder im Loskauf von Diensten oder in Urbarmachung von Gemeinheiten, würden in einer kürzeren Zeit und auf wohlthätigere mildere Art ausgeführt werden, wenn man die Circulation nach diesen Verwendungsarten leitete und eine Anstalt zur Erhaltung des dazu erforderlichen Anlage Capitals unter leichteren Bedingungen träfe.

Ein sehr vollkommenes Muster zu einer solchen Einrichtung ist die in Dänemark in denen Herzogthümern anno 1786 errichtete Creditkasse, die vollständig und sehr belehrend dargestellt ist in

Eggers Memoiren über die Dänische Finanzen, Theil I. p. 60, 72 seq.

Die bei dieser Anstalt zu Grunde liegende Idee ist Ausleihung eines Capitals zu festgesetzten gemeinnützigen Zwecken, z. B. zum Freikauf von der Eigenbehörigkeit, von Diensten, zur Urbarmachung von Ge-

meinheitensplätzen u. s. w. gegen hypothekenordnungsmässige, niedrige Zinsen und unter Gestattung einer allmählichen theilweisen Zurückzahlung. Wollte man eine solche Anstalt hier treffen, so müssten die Zwecke der Verwendung, die zu gebende Sicherheit, der Zinsfuss, die Art der Rückzahlung, die Mittel zur Anschaffung des Capitals, zur Deckung des Ausfalls an Zinsen bestimmt werden.

Die Kasse leihet aus auf Grundeigenthum, zum Abkauf von darauf haftenden Lasten, zur Cultur von Gemeinheitsgrundstücken, also auf die möglichst reelle Sicherheit, man könnte zum Zinsfuss $3\frac{1}{2}$ pCt. zur Tilgung jährlich $1\frac{1}{2}$ pCt. annehmen, das Geld könnte entweder auf den Credit der Kasse geliehen oder, da nun bereits eine öffentliche zur Aufnahme des ruhig liegenden Numerairs bestimmte Kasse, die Banque, vorhanden ist, so könnte man mit ihr die Verabredung treffen, eine Anleihe einer bestimmten Summe gegen $3\frac{1}{2}$ oder 4 pCt. der Creditkasse zu ertheilen, welche letztere dagegen den für das von ihr ausgeliehene Geld erhaltenen Hypothekenschein bei der Banque deponirt.

Die Deckung des Zinsen-Ausfalls würde also bei $3\frac{1}{2}$ pCt. ein halb Procent, bei 4 pCt. ein Prozent betragen.

Man könnte in den ersten Jahren aus dem Sublevationsfonds und verschiedenen bei den Kassen vorkommenden Ersparungen decken, die, wenn ich sie nur zu einer Summe von 2000 Rthlr. annehme, einem Capital von 20 000 Rthlr. entsprechen.

So wie das Geschäft aber nur einigen Fortgang hat, so eröffnen sich die im Kammer-Bericht und Anlage d. d. Minden, den 6ten Februar 1799 erwähnte, aus dem Geschäfte der Allodification der Königl. Eigenbehörigen entstehende beträchtliche Einnahmen, deren Erhaltung durch die Errichtung der Creditkasse beschleunigt wird.

Die Geschäfte der Kassen würden vor das erste auf eine gewisse Summe limitirt seyn und auf 100,000 Rthlr., über die man mit der Banque die nöthige Verabredungen treffen würde.

Sollten Ew. Königliche Majestät den Vorschlag zu einer solchen zur Verbesserung des bauerlichen Zustandes bestimmten Creditkasse genehmigen, so will ich die Ausarbeitung des Entwurfs und der dazu gehörigen Tabellen bewirken.

Gemeinheitstheilungen. Die Fortschritte, welche das Gemeinheitstheilungs-Geschäft in der Periode von 30 Jahren, welche nun verflossen sind, seit Friedrich der Grosse das Edict von 1769 erliess, gemacht, sind nach dem Inhalt der Anlage der Länge dieses Zeitraums nicht angemessen.

Es fehlte an thätigen und geübten Theilungs Commissarien, da die meisten der dazu ernannten Personen den Auftrag als ein Nebengeschäft ansahen und oft mit Abneigung verrichteten, an einer hinreichenden Anzahl brauchbarer Feldmesser, an vollständigen, denen Processen zuvorkommen-

den Theilungs Grundsätzen, an einer zusammenhängend fortwirkenden, von den Landescollegien ausgeübten Aufsicht über den Gang des Theilungs Geschäfts und das Verfahren der Theilungs Commissarien.

Es äussern sich jedoch bereits die wohlthätigen Folgen der Gemeintheilungen durch vermehrte Cultur und Anbau, und dass der auf diese Art erlangte Wohlstand und grössere Reichthum an Grundeigenthum zum Freikauf benutzt wird. Diesen wohlthätigen Folgen alle Hindernisse aus dem Wege zu räumen, ohne jedoch die Steuerverfassung zu beeinträchtigen, wird es nöthig seyn, festzusetzen, dass bei jeder Veräusserung eines Gemeinheitstheils von einer kontributionspflichtigen Stätte ein verhältnismässiger Theil der öffentlichen Lasten mit übergehe, indem jede solche Veräusserung eines Markentheils den Werth der Sollstätte, wozu er gehört, vermindert. Die wesentlichen Beförderungsmittel der Gemeinheittheilungen im Minden- und Ravensbergschen bestehen in einer zweckmässigen Auswahl der Commissarien und einer der Oertlichkeit angemessenen Vertheilung des Geschäfts unter sie, in Anordnung mehrerer Feldmesser, in Veranstaltung der generellen und vorschubweise bezahlten Vermessung der Aemter Rahden und Vlotho, in welchen die grössten Gemeinheiten vorhanden und die stärkste Abneigung gegen die Theilung herrscht, endlich in einer regelmässigen, fortwährenden Aufsicht des Kammer-Collegii, insbesondere des Präsidii und des Departementsrath auf den Gang der Gemeinheittheilungsgeschäfte und das Verfahren der Commissarien.

In der Grafschaft Lingen und Tecklenburg ist man mit der Vermessung und Theilung beschäftigt, noch aber ist die Sanction der Gemeintheilungsgrundsätze für Lingen, die im März 1799 bei dem hohen General-Directorio eingereicht worden, nicht erfolgt. Nachdem sie dort bis im August a. p. beruhet, wurden sie zurückgeschickt, damit sich Kammer und Regierung vereinige; in dieser Absicht sind abermals ausführliche Vorschläge von Seiten der ersteren an letztere geschehen, deren Erfolg nun erwartet wird.

Abwässerungen. Die Provinz ist durch mehrere kleine Flüsse bewässert, worunter die wichtigsten sind die Werre, Aue, Esper, Gehler, die Aa im Ravensbergschen, im Amte Rahden, in der Grafschaft Lingen, die Else. Diesen kleinen Flüssen Vorfluth, ein reines, gehörig weites Flussbett zu verschaffen, ist ein wichtiges Geschäft, und hat man mit denen hierauf sich beziehenden Arbeiten bei der Aa im Amte Rahden und der Aue im Amte Hausberge durch Vermessungen u. s. w. den Anfang gemacht.

Veredlung des Viehstandes. Man hat in diesem Frühjahr 29 drei Monat alte Hengstfohlen für eine gleiche Anzahl von Pferdeliebhaber für Minden, Ravensberg, Tecklenburg und Lingen mit einem Kostenaufwand von 945 Rthlr. und einem Zuschuss aus öffentlichen Kassen angeschafft. Erreichen diese Pferde das gehörige Alter, so können

jährlich 725 Stuten damit belegt werden, und wird diese Veranstaltung allerdings Einfluss auf die Veredlung dieser Tierart haben. Man müsste aber mit Anschaffung einer Anzahl Fohlen jährlich fortfahren, ältere Fohlen, z. B. jährige wählen, sich durch die Erfahrung und das Urtheil von Landwirthen und Pferdekennern über die vorzügliche für den hiesigen Gebrauch schickliche Pferde-Race [unterrichten] und eine ähnliche Sorgfalt auch auf Veredlung des Rindviehstandes wenden, der in Hinsicht auf Milcherzeugung und Fleischbestand noch sehr unvollkommen ist und deren Vervollkommnung bei der grossen vorhandenen Anzahl der 58 000 Kühe und 37 000 Stück Jungvieh ein ergiebiges Mittel zur Vermehrung des Provinzial-Wohlstandes seyn würde.

Getreidepreise und Getreidehandel. Richtige Grundsätze über die Leitung des Kornhandels sind zur Beförderung der Landwirtschaft nothwendig, und sie wird nicht zu dem hohen Grad von Vollkommenheit kommen, dessen sie fähig ist, wenn sie nicht Sicherheit des Absatzes ihrer Producte genießt.

Mehrere überwiegende aus dem Verhältnis der Production zur Verzehrung, der geographischen Lage, den Getreidepreisen, der Art der Bevölkerung hergenommene Gründe, empfehlen den freien Getreidehandel für diese Provinzen als einen die Landesverwaltung zu gewöhnlichen Zeiten leiten sollenden Grundsatz.

Die anno 1798 aufgenommene historisch-statistische Tabellen geben einen Ueberschuss der Production des Roggens gegen die Consumption von 263,464 Scheffel und nehmen auch einen starken Ueberschuss bei dem Weizen, Hafer u. s. w. an. — Der Erndteertrag pro 1800 wird in der historischen Tabelle angenommen zu ...¹⁾

Die arithmetische Richtigkeit dieser Summe lässt sich wohl bezweifeln, und man wird allmählig durch fortgesetzte Nachforschungen der Wahrheit näher kommen können, so viel lässt sich aber doch daraus folgern, dass das Resultat der Meinungen sämmtlicher bei der Aufnahme der Tabellen gebrauchten Beamten dahin gehe, dass die Production die Consumption übersteige.

Hiermit stimmt auch die Mässigkeit der sich aus der Anlage ergebenden Getreidepreise überein, welche in den theueren Jahren von 72. 73. 89. 95 beträchtlich niedriger sind als in der Grafschaft Mark.

Die Lage der hiesigen Provinz begünstigt sie bei der Erhaltung ihrer Getreidebedürfnisse, und der Weserstrom setzt sie in Verbindung mit dem getreidereichen Paderbornschen, Lippeschen und Thüringschen und eröffnet ihr in ausserordentlichen Fällen die Möglichkeit der Zufuhr aus der Ostsee.

Die Mässigkeit der zur Abhelfung des Getreidemangels in einzelnen Fällen von der Landesverwaltung angeschafften Quantitäten beweist ferner,

¹⁾ Lücke im Text.

dass selbst in schlechten Jahren der Unterschied zwischen Bedarf und Gewinnst nur geringe seyn kann.

So wurde dem Getreidemangel im Frühjahr 1799 durch Anschaffung der geringen Summe von 4429 Scheffel mit einer Geldverwendung von 11 648 Rthlr. abgeholfen.

Auch die Wohnart der hiesigen Eingesessenen vermehrt die Sicherstellung gegen jede Verlegenheit, die aus Mangel und Theuerung entstehen könnte.

Wir finden hier keine grossen Fabrikstädte, wo viele Verzehrer, die alle Bedürfnisse für baares Geld kaufen müssen, auf einen Punkt zusammengedrängt sind, z. B. Elberfeld, Iserlohn, Altena und das ganze Sauerland, sondern die Spinner und Weber sind selbst Landleute, wohnen auf dem platten Lande zerstreut, sie treiben ihr Gewerbe in Verbindung mit der Landwirthschaft. Die hiesigen Städte liegen entweder nahe am getreide-reichen Lippeschen und Paderbornschen, z. B. Bielefeld, oder an schiffbaren Flüssen, wie Minden, oder es sind Ackerstädte. Die anliegenden General-Nachweise des seit 1763 land- und stromwärts versandten Getreides und die Vergleichung der besonderen von den Grenzzollämtern Vlotho und Schlüsselburg ergiebt die Resultate, dass

1. nur in seltenen Fällen Getreide stromaufwärts gebracht wird,
2. die Durchfuhr an Weizen und Roggen ist beträchtlich, und die pro 1800/1 ausserordentlich wegen des Getreidemangels in England, die Ausfuhr stromwärts, weniger landwärts, aber nach dem Osnabrückschen, Hessischen, Hannöverschen,
3. das Ravensbergsche erhält sowohl nach der General-Nachweisung, als nach den beiden Special-Nachweisungen den grössten Theil seines Bedarfs aus dem Auslande.

Holz cultur. Die Verwaltung dieses Zweiges der Landwirtschaft ist einem besonderen Departement anvertraut, das durch Annahme fester Grundsätze in Ansehung der oberforstherrlichen Rechte auf Marken- und Privat Holzungen und durch Anwendung der beträchtlichen Mehreinnahme, die Zufälle und hohe Holzpreise ihm bei seinen Kassen verschafft, auch Cultur seiner privativen Forstgründe viel Gutes wirken wird. Der Steinkohlenbrand nimmt beträchtlich zu, seitdem man die Mittel, die Kohlen zu erhalten, durch Gestattung der Einfuhr der Sülbker erleichtert hat. Die Anzahl der Ziegeleien hat sich um drei vermehrt, worunter eine ist, die sich der Feldbrände bedient, noch sind aber die Steine, so diese liefert, theuer, weil sie die hiesige und Sülbker Kohlen nicht ohne Beimischung der Rehburger Kohlen brauchen zu können glaubt.

Die Beförderung des Baues mit Lehmputzen, Wellerwänden und des massiven Baues wird bei dem herrschenden Holz-mangel täglich dringender.

Gewerbefleiss. Die Hauptrichtung des Gewerbefleisses der Bewohner dieser Provinzen ist Garnspinnen und Verfertigung von Löwend-

linnen, dichten feinen Linnen und klaren Linnen, und es verdient daher die Darstellung des Zustandes dieser Erwerbszweige eine vorzügliche Vollständigkeit und Aufmerksamkeit.

Leinsaamen. Die Zufälligkeiten der Erndte, der Einsaat und die Beträchtlichkeit der zum Ankauf nöthigen baaren Geldversendungen haben Versuche über den Gebrauch des einländischen, auch des Magdeburger und Halberstädtischen Leinsaamens statt des Liebauer, Windauer und Seeländischen veranlasst.

Dem Selbstziehen des Leinsaamens steht in denen Aemtern Sparenberg und Ravensberg, als dem Sitz des feinsten Gespinnstes, nicht die Güte des daraus gezogenen Flachses, sondern die Nothwendigkeit entgegen, den Flachs, um feines Gespinnst zu erhalten, nicht reif werden zu lassen.

Ein geschickter Oeconom, der Rentmeister Fischer in Schildesche, behauptet zwar, dass der Knoten des unreif gezogenen Flachses bei dem von ihm vorgeschlagenen Spreuen auf dem Felde oder die Thaurotte seine vollkommene Reife, der Güte des Flachses unbeschadet, erhalten, wogegen jedoch auch manche Einwürfe gemacht werden.

Die Benutzung des selbst gezogenen Leinsaamens mit 4,6 bis 10 jähriger Abwechslung mit ausländischem findet hauptsächlich nur in den Aemtern Rahden, Schlüsselburg, Reineberg, Vlotho, ein Theil im Amte Hausberge, auch im Amte Limberg, wo grobes Garn gesponnen wird, [statt], und hier würde die Selbsterzeugung des Saamens sehr zu befördern seyn.

Man hat auch Versuche mit Halberstädtischen Leinsaamen gemacht, sie sind aber nicht entscheidend, die Preise sehr hoch, und die Production, welche im Halberstädtischen zu 100 bis 150 Wispel angegeben ist, wird auch dem hiesigen Bedarf nicht angemessen seyn. Die vorigjährige schlechte Leinsaamerndte in Liefland und Curland, die wegen des weichen Winters wenigstens bis 2 ten Februar c. und nachher eingefallenen Frostes ohne Schnee erschwerte Anfuhr nach den Seehäfen, hat gegenwärtig zu abermaligen Bestellungen im Halberstädtischen und Magdeburgischen Veranlassung gegeben, und auf diese Art werden die Erfahrungen über die Brauchbarkeit des dasigen Leinsaamens vervielfältigt.

Flachsbau. Durch die von dem Consul Laganere nach Flandern angestellte Reise, hat man von dem Richard Heccard eine vollständige Beschreibung des Verfahrens bei dem Flachsbau in Flandern erhalten. Die anliegende Abhandlung des Rentmeisters Fischer in Schildesche enthält vieles Gute über Zubereitung des Bodens, Fruchtwechsel, und einen Vorschlag, den Flachs zu bleichen, der eine besondere Prüfung verdient. Ueber die Anwendbarkeit des durch die Abhandlung des Richard Heccard bekannt gewordenen Verfahrens bei dem Flandrischen Flachsbau auf die hiesige Cultur ist man noch nicht auf bestimmte Resultate gekommen. Man wird hierzu durch Fortsetzung der Unterhandlungen mit den

besten Landwirthen der hiesigen Provinzen und Veranlassung derselben zu Anstellung von Versuchen gelangen.

Garnfabrikation. Das zum auswärtigen Handel in dieser Provinz verfertigte Garn ist Voll- und Mollgarn, der Zug des letzteren geht vorzüglich nach denen Märkischen und Bergischen Fabriken, und die Stockung im Absatz, welche diese seit 1794 erlitten haben, hatte einen nachtheiligen Einfluss auf den Verkauf des Mollgarns. Man verfiel darauf, das Mollgarn auf den Hannöverschen Haspel umzuhaspeln, um es in dem Handel als das stärkere und dichtere Hannöversche Garn zu bringen, und da dieses Umhaspeln gegen das Garnedict von 1743 war, so schleppte man es in das Bückeburgische, zum grossen Nachtheil des Gewerbes und der öffentlichen Kassen. Die Beschwerden der Bergischen Kaufmannschaft über diesen Betrug veranlassten eine Vereinigung mit denen Osna-brückschen und Bückeburgischen Regierungen, um das Umhaspeln zu verbieten, die hiesige Kammer hielt es aber für nöthig, die Frage zu untersuchen:

Ob es nicht rathsam sey, in den Aemtern, wo die Mollgarn-Fabrikation die herrschende ist und der Boden es zulässt, das Gespinnst und die Haspelung des Hannöverschen und Braunschweigischen Garns einzuführen, da dieses höher im Preise ist als das Mollgarn und einen starken Absatz nach England hat. Die Resultate dieser Untersuchung werden zu seiner Zeit der obersten Behörde vorgelegt werden.

Der Umfang der Garnfabrikation ergiebt sich aus der Anlage.

Linnenfabrikation. Der Zustand der Fabrikation und des Handels mit dichter feinen Linnen ist nicht mehr so blühend, wie er in den Jahren 1798 und 1799 nach dem Kammer-Bericht d. d. Minden, den 26sten August 1799 war. Die in dem Herbst dieses Jahres durch übelberechnete und dem eigenen Vermögen nicht angemessene Speculationen und übertriebenes Wohlleben der Hamburger entstandene Handelsverwirrung verursachte einen allgemeinen Misscredit und eine Stockung in den Geldgeschäften, die bei dem Linnenhandel sehr merklich war, auch Nichterfüllung der gegebenen Hoffnung zu einer baaren Geldunterstützung aus öffentlichen Kassen leitete manchen irre und war daher nachtheilig. Statt dieser Creditanstalt ist der Lombard zugetreten.

Die anliegende 12 jährige specielle Nachweisung des Zustandes der Linnenfabrikation stellt die Abnahme des Linnen-Ankaufs dar, von dem man vermuthet, dass er in diesem Jahr noch geringer ausfallen werde, da die vermehrte Unsicherheit der Seefahrt die Verbindungen mit dem Norden, mit Amerika und Westindien und dem Mittelländischen Meer erschwert. Man darf sich aber vortheilhafte Folgen von der wiederhergestellten Ruhe in Italien erwarten. Besonders ist die Fabrik von klarer Linnen gesunken, von 16 000 Stück auf 4000, und ist ihr der Verlust des Absatzes auf das linke Rheinufer und die Unterwerfung dieses grossen Landes unter die französische Commercial Gesetze besonders nachtheilig.

Das Schwedische Ministerium hatte die Versicherung ertheilt, gegen Heruntersetzung des Imports von Thran die Tarifsätze von Linnen zu mildern. Hierüber hat das Kammer-Kollegium den 21 sten März 1795 berichtet, ist aber hierauf so wenig als auf den unterm 15 ten September 1798 gethanen Antrag wegen Heruntersetzung der Tarifsätze auf den in den Provinzen jenseits der Weser impostirten Linon und Baptist beschieden.

Auch das Handelsverhältniss mit Russland ist nach dem Kammerbericht d. d. Minden, den 4 ten Februar 1797 für Bielefeld wichtig, und wird hoffentlich für dessen vorteilhafte Leitung durch den abzuschliessenden Handelstractat [gesorgt werden], so wie die officielle Mittheilung des mit Amerika geschlossen seyn sollenden Handelstractats der Bielefeldschen Kaufmannschaft zu ihrer Leitung nützlich seyn würde.

Die ungewöhnliche Nachfrage nach dem Bielefelder Linnen, die in 10 Jahren von 18000 bis zu 278 000 Stück stieg, gab Gelegenheit zu einem unvollkommenen übereilten Verfahren auf den Bleichen, auch zu mancher unredlichen Behandlung, und veranlasste Beschwerden von Seiten der Besteller und Mangel von Zutrauen. Man ist daher gegenwärtig beschäftigt, solche Einrichtungen zu treffen, wodurch die Theilnahme der Kaufmannschaft an diesem Gewerbezweig, die Mittel, sich von seiner Lage zu unterrichten, befördert, eine bessere Ordnung bei Verwaltung der Bleichen eingeführt, und ihr physischer Betrieb durch die von dem Westrumb in diesem Frühjahr vorzunehmende Untersuchung desselben verbessert [wird]. Seine vorläufig abgegebene Vorschläge gehen dahin, der Waid-Asche die Pottasche in Verbindung mit Kalk zu substituiren, die gebrauchte Aschenlauge nach erfolgter Reinigung wieder zu benutzen, an die Stelle der Milchsäure die Weinstein- oder die Vitriolsäure einzuführen, eine bessere blaue und Bückmethode einzuführen.

Zur Anstellung und Leitung dieser Versuche hat die Kammer einen Kommissair, den Landrath von Vincke, und die Kaufmannschaft zwei sachkundige Deputirte ernannt, und darf man von diesen Verhandlungen für das Ganze vortheilhafte und folgenreiche Ergebnisse erwarten.

Nach denen anno 1799 gefassten und p. rescr. d. d. Berlin, d. 3. October ej. a. genehmigten Beschlüssen, sollte der übrig gebliebene Theil des Gnadengeschenks von 50 000 Rthlr. zur Erbauung dreier Trockenhäuser, zur Errichtung einer Unterrichtsanstalt für junge Weber, zur Verstärkung des Flachsmagazins angewandt werden.

Den Zustand der verschiedenen Fabriken-Institute, die ihr Daseyn dem Gnadengeschenk von 50 000 Rthlr. zu verdanken haben, stellen die Anlagen dar, der Naturalbestand des Flachsmagazins ist verstärkt, ein Trockenhaus ist erbaut und mit Erfolg benutzt und müssen noch zwei angelegt werden, welches man auszuführen auch die Absicht hat.

L ö w e n d l i n n e n. Der Sitz der Fabrikation des Löwendlinnen ist in den Aemtern Ravensberg, Limberg, Rahden und der Grafschaft Tecklen-

burg. Man hat in den ersteren Aemtern durch die Einrichtung der Leggen in Versmold, Halle, Borgholzhausen, Oldendorf, Rahden, Dielingen, Erlassung zweckmässiger Leggerordnungen, Anlage von Calandern für die Vervollkommnung des Fabrikats Sorge getragen, und hat sich der Absatz nach der anliegenden Nachweise ziemlich vermehrt.

Bei der Tecklenburgischen Löwendlinnen-Fabrik wurde anno 1799 nach weitläufigen Diskussionen und Verhandlungen die Einführung des Verkaufs nicht nach der freien Concurrenz der Käufer und dem daraus sich ergebenden Mehrgebot . . . , der Entwerfung einer neuen Leggerordnung, und der Errichtung einer besonderen Legge in Cappeln¹⁾.

Alle diese Einrichtungen sind noch nicht vollständig zur Ausführung gebracht, die Legge in Cappeln ist aber bereits errichtet.

Die Nachweise von den bei den Leggen zu Ippenbühren und Tecklenburg gezeichneten Linnen liegen hiebei.

Militär-Einrichtungen. Von dem Daseyn einer gut organisirten, mit denen Angriffsmitteln der Nachbarn im Verhältniss stehenden Armee hängt die Integrität und die Selbstständigkeit einer Nation ab, und der Besitz ihres Vermögens, ihrer Cultur und des eigenthümlichen Fortschreitens in der Civilisation gegen theils verbildete, theils rohe Nachbarn wird ihr durch hinlängliche Vertheidigungsanstalten gesichert. Aus diesem richtigen Gesichtspunkte betrachtet, erhält jede die Vollständigkeit der Armee bezweckende Einrichtung einen überwiegenden Grad von Wichtigkeit, und kein Opfer, keine Anstrengung ist zu gross, um denen Einrichtungen der Cantons, der Verpflegung, der Einquartierung und der Invaliden-Versorgung den möglichsten Grad der Vollkommenheit zu geben.

Aus den Anlagen ergibt sich das Verhältniss

1) der Menschenzahl zu den Militair-Dienstthuenden im Fürstenthum Minden	68 427: 1440
in der Grafschaft Ravensberg	80 223: 1540
2) der Menschenzahl zur Dienstfähigen im Fürstenthum Minden	68 427: 362
in der Grafschaft Ravensberg	80 223: 1489
3) des jährlichen Abgangs zu den Dienstfähigen im Fürstenthum Minden	155 ¹ / ₃ : 332
in der Grafschaft Ravensberg	111 ³ / ₁₀ : 1489

Die Durchschnittszahl der Ausgetretenen im Mindenschen beträgt jährlich 127, in dem Ravensbergischen 67, also fast die Hälfte weniger.

Der Canton der Grafschaft Ravensberg enthält also mehrere dienstfähigere und sicherere Menschen, wie der des Fürstenthums Minden. In beiden Cantons ist aber ein Missverhältniss zwischen den Dienstthuenden sowohl der ganzen als der entbehrlichen Volksmenge, beide erfordern eine Er-

¹⁾ Der Text ist hier unklar, offenbar unvollständig abgeschrieben.

leichterung, statt dessen aber ist der von Besserer anno 1799 aller Vorstellung ohnerachtet mit einer neuen Abgabe an das Regiment von Cassel beschwert worden, und die Folge davon war, dass bei der diesjährigen 1801 gehaltenen Cantons-Revision das Austreten in der Grafschaft Ravensberg aus Furcht vor der entfernten Garnison vorzüglich stark war und sich vermehrt hatte.

Der stärkere Bedarf des Regiments von Schladen gegen den des Regiments von Besser beruht auf dem in den Jahren 93 und 94 erlittenen grösseren Verlust vor dem Feind.

Die im Jahre 1799 wegen der neuen Zusammensetzung der Regimenter und Grenadier-Bataillons vorgenommene Veränderung hatte für die hiesige Provinz die nachtheilige Folgen, dass der kleinen gewerbslosen Stadt Petershagen die Garnison entzogen und Bielefeld, wo es ohnehin an Quartieren und Erwerbsmitteln für den Soldaten fehlt, eine Garnisons-Verstärkung von 2 Compagnien beigelegt wurde, welches eine Geldverwendung von 8000 Rthlr. erforderte, um die Zahl der Soldatenquartiere mit 94 Stuben und 116 Kammern zu vermehren, und die gleichfalls kostbare Anlage eines Feuerungs-Magazins nöthig macht, um dem Soldaten das Brennmaterial für seinem Sold angemessene Preise zu verschaffen und den Verwüstungen der Holzungen Einhalt zu thun.

Auf die Verpflegung der Invaliden, welche hauptsächlich aus denen hiesigen Cantons-Regimentern genommen, werden nach den Anlagen 28 082 Rthlr., wovon 16 644 Rthlr. aus den hiesigen und 11 438 Rthlr. aus den Generalkassen genommen werden. Man ist gegenwärtig beschäftigt mit Entwerfung eines Planes zur Verbesserung des bürgerlichen Zustandes des ausgedienten Soldaten, der sowohl bei Gelegenheit der ständischen Verhandlungen wegen des Landarmenhauses, als durch Allerhöchste Cabinets-Ordre d. d. Berlin, den 9ten Februar 1801 wegen des Beitrags der zu verabschiedenden Cantonisten zur Versorgung der Invaliden mit dem Gnadenthaler in Anregung gekommen ist. Die allgemeine Stimme des Publikums ist für die Nothwendigkeit einer solchen Anstalt und für die Pflicht der nicht dienenden Staatsbürger, zur Belohnung und Unterstützung des in Kriegsdiensten stehenden beizutragen, nur wird die Bestimmung der Versorgungssätze, der Grösse der Beiträge der Entlassenen u. s. w. der Gegenstand sehr gründlicher Ueberlegung seyn müssen.

Sollte man auch keinen dem ganzen Bedarf angemessenen Fonds bilden, da die Anzahl der in diesen beiden Provinzen befindlichen unversorgten Invaliden 1855 beträgt, worunter 646 einer dringenden Hülfe bedürftig seyn sollen, so wird man wenigstens eine Einnahme darstellen, die zur Abhelfung des Leidens manches alten Soldaten hinreichend ist. Nur wird man den Beitrag auf alle werbefreien Provinzen und auf die bedingt und unbedingt Eximirte ausdehnen müssen.

A n s t a l t e n z u r E r h a l t u n g d e r i n n e r e n S i c h e r h e i t.
Der Plan zur Reform des Herforder Zuchthauses durch Classification

der Züchtlinge, durch zweckmässige Einrichtung der Lebensordnung im Hause in Hinsicht auf physische und moralische Behandlung, durch eine einträglichere Beschäftigung ist genehmigt, die Baugelder von des Königs Majestät Höchster Person angewiesen, der Bau aber, wegen der beabsichtigten Verbindung mit dem Arbeitshaus, ausgesetzt.

Die Verhandlungen wegen der Anlage eines Arbeitshauses oder eines Aufbewahrungs-Orts für hundert auswärtige und einheimische hartnäckige Bettler sind nebst anderen sich daraus bildenden Entwürfen zu Verordnungen, Etats etc. einem hohen General-Directorio vorgelegt, und unterdessen, dass dieser geprüft und genehmigt wird, der Plan zum Gebäude nebst Anschlägen bearbeitet, welcher nach nunmehr bewirktem Abkommen wegen eines Bauplatzes mit der Abtei Herford mit nächsten eingereicht werden wird.

Die Verbesserung der Verwaltung der Criminal-Justiz ist gegenwärtig durch die Regierung zufolge einer an den Grosskanzler ergangenen Cabinets-Ordre in Anregung gebracht, sie nämlich den Justizämtern, welche sie als eine Nebensache behandeln, abzunehmen und sie einem besonderen, gehörig besoldeten Criminalrichter anzuvertrauen, der ihr seine ausschliessliche Aufmerksamkeit widmet, den Zusammenhang der Verbrechen und der Verbrecher kennt, und wo man alsdann zweckmässige Einrichtungen in dem Gefängniss in Absicht auf Sicherheit, moralische und physische Behandlung der Gefangenen und ihre Beschäftigung treffen kann.

Sicherheit gegen Feuersefahr. Es ist eine Revision des Werthes der assekurirten Gebäude vorgenommen worden und nach der Anlage ein höherer Werth derselben

7,574,550 Thaler

ausgemittelt worden, so dass der ganze Betrag der 55,356 Gebäude, Wohnhäuser, Scheunen, Stallung u. s. w.

16,019,200 Thaler

ausmacht, und einen Durchschnittswerth von 291 Thaler.

Zur Beförderung der Anschaffung der Spritzen auf dem platten Lande wird nunmehr den Communitäten 30 pCt. Unterstützung aus der Feuer-societätskasse gegeben.

Wege- und Wasserbau. Der Wegebau hat Fortschritte gemacht. Es ist nunmehr vollendet die Wegestrecke von der Bückeburgischen Grenze bis Herford, eine Länge von 8760 Ruthen für 108 765 Rthlr. oder 12 42/100 Rthlr. p. Ruthe. Der Buntebrückenbau ist bis auf weniges mit einer Geldverwendung von 34 705 Rthlr. ausgeführt. Dieses laufende Jahr wird man den Bau der Strecke zwischen Herford und Bielefeld, wozu die Erdarbeit und das Steinebrechen bereits fast vollendet, bewerkstelligen, und man sieht den Beschlüssen eines hohen General-Directorii wegen des Baues einer Brücke über die Werre und Befestigung der Weserbrücke entgegen. Erstere kann füglich aus den Provinzialkassen bestritten, der letztere fällt billig grösstentheils den Staatskassen zur Last, da ihre Anlage

die Verbindung der auf beiden Weserufern liegenden Theile der Monarchie erhält.

Weserschiffahrt. Die von der Landesverwaltung theils in Anregung gebrachte, theils ausgeführte Verbesserungen der Schiffahrt sind das Ziehen der Schiffe mit Pferden und Verbesserung der Strombahn nebst denen dies bezweckenden Hilfsmitteln, die Verfertigung einer Stromcharte, Verbesserung der Stromordnung und der Verstärkung des Strombaufonds.

Das Ziehen der Schiffe mit Pferden und Einrichtung des Leinenpfades ist seit 1798 in dem hiesigen Kammer-Departement bewerkstelligt, mit denen Nachbarn, besonders Chur-Hannover und Braunschweig-Wolfenbüttel, in Ansehung des Amtes Thedinghausen aber noch keine Vereinigung getroffen, welche durch die Verwendung des auswärtigen Departements, um eine gemeinschaftlich jährliche Strombereisung zu veranstalten, sehr befördert werden würde.

Die zur Verbesserung der Strombahn ausgeführte Werke und die Höhe des darauf verwandten Kostenbetrages ergibt sich aus des Anlage.

Man hat an der Niederweser den Gebrauch der Schlickzäune, an der Oberweser den der Kribben gewählt, wesentliche Verbesserungen in Hinsicht auf Strombahn und Anlage-Verpflanzungen sind noch nicht bewirkt, das Vermessungsgeschäft, wovon wieder Entwerfung eines vollständigen Bauplans, Benutzung der Anwächse durch Besteinung und Bepflanzung abhängt, schlecht betrieben und ganz in Stocken gerathen, und erwartet man die Genehmigung der vorgeschlagenen neuen Conducteurs von dem hohen General-Directorio.

Die Schiffahrt der Weser war dieses Jahr, vorzüglich wegen der starken Getreidesendungen, lebhaft. — Die Getreidesperre verursachte eine Stockung, und der Handel wählte den Umweg des Landtransports von Hameln nach Hannover und der Verschiffung auf der Leine und Aller, der aber mit mehreren Unkosten von 20 Rthlr. p. Last verbunden ist. **Stapelrecht.** Die zu strenge Ausübung des Stapelrechts verursachte im verflossenen Jahre sehr lebhaftes Reclamation von denen Nachbarn, man setzte diesen Missbräuchen Grenzen und hat die Einleitung getroffen, dass das Stapelrecht, welches nur in seltenen Fällen von einigem Nutzen für die Stadt Minden ist, in Ansehung der Dauer abgekürzt, der Umstände, unter denen es auszuüben, bestimmt, und für diese Erleichterung vom handelnden Publico eine Abgabe an die städtische Kasse erlegt werde. Der Erfolg dieser Verhandlungen wird abgewartet.

Abgaben-Verhältnisse. Der Betrag des öffentlichen Einkommens war in dem letzten Jahrzehnt des verflossenen Jahrhunderts nach der Anlage steigend, und die Landesadministration hat folgende Veranstaltungen getroffen, um die Einnahme der Staatskassen theils zu vermehren, theils sicher zu stellen.

Die Domainen sind nach ihrem wahren Ertrag abgeschätzt, theils vererpachtet, theils verzeitpachtet, die Dienste gegen ein höheres Dienstgeld aufgehoben, und die Anlage enthält die Ergebnisse dieser Veränderungen.

Auch im Lingschen sind bei den neuen Veranschlagungen die Streitigkeiten mit denen Erbmühlenpächtern beigelegt, die Kammertaxe in Ansehung des Rauchhabers erhöht, die Vogtei-Gebäude zu Schapen und Lengerich verkauft, verschiedene kleine Domainen-Parcellen vererpachtet, noch ist aber das Vererpachtungsgeschäfte von Tecklenburg wegen der Entfernung der Commissarien und ihren anderen Geschäften nicht abgeschlossen, und das Ende der Streitigkeiten über die Dienste bei der Processlust der Unterthanen und der nachtheiligen Influenz mancher Rathgeber nicht abzusehen.

Die Acciseverhältnisse haben durch die Verordnung d. d. Berlin, den 17 ten Mai 1798 eine wesentliche Abänderung gelitten, das platte Land hat gegen Erlegung eines erhöhten Steuerbeitrags seine Gewerbe- und Consumtionsfreiheit erhalten, die Städte sind contingentirt worden, und in diesem Jahr ist die Verwandlung der indirecten Abgaben in directe in den kleinen offenen Städten: Ibbenbühen, Lengerich, Tecklenburg und Cappeln ausgeführt worden, so dass nunmehr die Tilgung der alten Ausfälle dieses Zweiges des öffentlichen Einkommens keinem Zweifel unterworfen ist.

Der Beitrag zu der durch das Edict Januar 1799 eingeführten Militair-Solderhöhung und seine Aufbringungsart ist im Lingen und Tecklenburgischen bestimmt, auch die Vorschläge wegen dessen Erhebung in dem Minden- und Ravensbergischen durch den Kammerbericht d. d. 24 sten Februar 1801 der obersten Behörde zur höchsten Entscheidung vorgelegt.

Der Ertrag der Consumtions-Abgaben ist bei dem fortschreitenden Wohlstand und Bevölkerung und der sich mehrenden Consumption, welche die Anlage nachweist, steigend.

Es ist zwar gewiss, dass der Aufenthalt des Demarcations-Corps eine grössere Verzehrung und schnellere Consumption bewirkt, auf der anderen Seite muss man aber auch erwägen, dass seit 1796 der Steuersatz vom Brandtwein um 33 pCt. vermindert worden, und dass die naturelle Brodverpflegung der auf dem Feldetat stehenden Garnisonen dem Ertrag der Mühlensteuer nachtheilig ist. Man muss daher die Ursache des steigenden Acciseertrags in dem vermehrten Provinzial-Wohlstand suchen und darf seine Fortdauer erwarten. Zu ihrer Sicherstellung sind zwei sehr wirksame Mittel, die Aufhebung der sogenannten Garantie und die Erhebung der darunter begriffenen Abgaben nach einem ermässigten und den Provinzial-Detail-Handel begünstigenden Tarif, die Versteuerung der wirklichen Consumption des Zuckers nach der wahren Consumption statt des Adversional-Quantums, so gegenwärtig von der Fabrik erlegt wird. Bei der Garantie ist das Nachtheilige, dass die Adversionalsumme sich nach einem Consumtionsquanto des Jahres 1767/8 richtet, dass der Staat also keinen Theil nimmt an dem steigenden Ertrag, dass aber auf der andern Seite

er gegen Ausfälle nicht gesichert ist und dadurch unzählige Streitigkeiten mit denen Kaufleuten entstehen.

Die Contributions-Abgaben sind nach der hiesigen Verfassung unveränderlich, und nur der Titel der Heuerlingsgelder ist steigend, und die Bemühungen der Landesverwaltung bei diesem Zweig der Abgaben sind auf Ordnung in der Erhebung, Aufklärung der alten Reste, Ausmittlung der Zuschläge eingeschränkt. Mit dem Anfang des nächsten Etatsjahrs wird man in Ansehung der Ordnung in der Verwaltung der einzelnen Recepturkassen können beruhigt seyn, neue Reste sind nicht vorhanden, die Liquidation der älteren, welche besonderen Commissarien aufgetragen, wird auch bald beendigt seyn, und die Zuschlagsuntersuchung ist bis auf das Amt Hausberge bewerkstelligt.

Schulen. Die Aufsicht der Erziehungs-Anstalten liegt der Regierung auf, nur bei der Verwaltung des ökonomischen Theils derselben nimmt die Finanz- und Polizei-Behörde Antheil. Sie ist durch das Rescript d. d. Berlin, August 1799 zu Vorschlägen wegen zweckmässiger Einrichtung der Schulhäuser, der Eintheilung der Schulstuben, der Erhöhung des Schulgeldes und Verbesserung seiner Vertheilungs- und Erhebungs Art aufgefordert, und ist nach eingezogenen Gutachten der Kreisbeamten beschäftigt, die Materialien zu einer Verordnung, die den bisherigen Mängeln abhilft, zu sammeln, sich mit der Regierung und Ständen darüber zu verabreden und ein möglichst vollständiges Ganze der obersten Staatsbehörde zur Genehmigung vorzulegen.

Denkschrift Steins

Hamm, 8. Juni 1801

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Cleve. Tit. V. Nr. 12. Vol. 2. fol. 60. Abschrift

Vorschläge zur Vereinheitlichung und Vereinfachung der Geschäftsführung. Einschränkung der weitläufigen Schreiberei. Größte Selbständigkeit der Kammern im Rahmen der bestehenden Gesetze. Klage über Unkenntnis der Beamten. Die Aufsicht des Generaldirektoriums über die Finanzverwaltung der Kammer soll nur auf die wichtigsten Etats- und Kassensachen beschränkt bleiben, teilweise durch die Kontrolle der Stände ersetzt werden.

Das abschriftlich beykommende Rescriptum clem. d. d. Berlin, d. 18 ten Dec. 1800 fordert mein Gutachten über den neben bemerkten Gegenstand ab, und es ist nothwendig, mit jeder einzelnen Kammer darüber besondere Rücksprache zu nehmen und insbesondere Beschlüsse zu fassen, da bey jeder derselben eigenthümliche, aus der Provincial Verfassung selbst ihren Ursprung nehmende Geschäftsformen beobachtet werden.

Bereits unter d. 20 sten Nov. 1797 habe ich in Gefolge des § 19 der Ober-Praesidial Instruction d. d. Berlin, d. 21 sten Juny 1796 einem hochlöbl. Collegio meine Meynung über die Vereinfachung der Dienstformen eröffnet¹⁾, dasselbe damahls und wiederholt d. 17 ten Nov. 1798 und 8 ten

¹⁾ Diesen von Lehmann I. S. 226ff. behandelten Bericht habe ich nicht ermitteln können.

Apr. 1799, aber ohne Erfolg, zur Abgebung seiner Vorschläge aufgefordert, welche ich nur von den Herren Krieger und Domainen Rätthen von Beust, von Reden und von Erdmansdorff in denen originaliter sub petito remissionis beykommenden Aufsätzen erhalten.

Um die möglichste Einförmigkeit in der Geschäfts Behandlung des ganzen Staats zu erhalten, wird man auf die in dem anliegenden, an die Churmärksche, Pommersche und Neumärksche Kammern gerichteten Rescript d. d. Berlin d. 25 July 1800 enthaltene Vorschriften Rücksicht nehmen und versuchen müssen, die für das Westphälische Departement abzugebende Vorschläge mit ersteren übereinstimmend zu machen.

Man kann ohnbedenklich als einen allgemeinen Grundsatz festsetzen: dass jede Kammer berechtigt sey, alle ihr anvertraute Zweige der Militair Einrichtungen und der Landes Policey, sie betreffen nun öffentliche Sicherheit, Gesundheit oder Gewerbefleiß oder Anschaffung von Vorräthen guter Lebensmittel nach denen vorhandenen Gesetzen und sonstigen Vorschriften zu verwalten, ohne in solchen durch die Gesetze bestimmten [Fällen] bey der obersten Behörde anzufragen, in sofern nicht eine solche Anfrage ausdrücklich vorbehalten worden.

Es ergiebt sich hieraus, wie sehr der Geschäftsgang wird abgekürzt werden, wenn öffentliche Beamte sich ernsthaft befleissigen, die Gesetze und Vorschriften kennen zu lernen, wie sehr es zu wünschen, dass dieser fast allgemeinen Unwissenheit durch zweckmässigen academischen Unterricht und strenge Prüfungs Anstalten bey der Annahme junger Leute abgeholfen werde.

Die besondere, in dem ganzen zweyten Abschnitt enthaltene Bestimmungen des Rescripts d. d. Berlin d. 23 sten Augt. 1800 werden zufolge des erwähnten allgemeinen Grundsatzes auch in dem Märckschen Kammer Departement ihre Anwendung finden.

Auch der 3te in dem Rescript d. d. 23 sten Augt. 1800 enthaltene, auf die Verwaltung des öffentlichen Einkommens oder der Finanzen sich beziehende Grundsatz findet hier Anwendung, dass nämlich die Aufsicht des General Directorii sich einschränkt auf die Festsetzung der Etats, auf die Bestimmung allgemeiner Bewirthschaftungsplane und Ertheilung allgemeiner Anordnungen, wornach die Ausführung sich richtet, so wie auch auf die genaueste Visitation.

Hingegen der Kammer überlassen wird die Verwaltung aller auf dem Etat bestimmten Summen, dergestalt, dass sie für die Einnahme einstehe, alles was über den Etat einkömmt, gewissenhaft berechne, dagegen aber über die etatsmässige Ausgabe innerhalb der Gränzen des Etats und zu dem im Etat für jede Ausgabe vorgeschriebenen Zweck, ohne besondere Approbation des General Directorii nachzu suchen, disponire.

Da ein hohes General Directorium sich die Vollziehung der Etats und die Einsicht und Genehmigung der dabey zum Grund liegenden Operationen

vorbehält, da ferner die meiste Ausgabe-Tituls der Etats der Natur der Sache nach keine Willkühr zulassen, sondern nur in bestimmten Auszahlungen an Cassen oder sonstige Percipienten bestehen, so bleibt nur zu untersuchen übrig, ob die Ueberlassung der Verwendung der auf den Etats stehenden Extraordinairen Tituls zu einigen beträchtlichen Missbräuchen Gelegenheit geben könne.

Genauere Vorschläge zur Vereinfachung des Verfahrens bei den einzelnen Kassen.

Missbräuche bey der Verwendung des Extraordinarii der Krieges Casse sind um so weniger zu befürchten, da denen Landständen die Krieges Cassen Rechnung auf dem versammelten Landtage vorgelegt werden und diese auf willkürliche und unangemessene Verwendung sehr aufmerksam sind. . . .

Bey der Anfertigung der Pacht Anschläge, Etats, und denen Verhandlungen wegen der Unterbedienten Stellen lässt sich eine Abkürzung anbringen. . . .

Die Besetzung der geringeren in der Anlage nachgewiesenen Unterbedienten Stellen kann ohne Bedenken denen Kammern überlassen werden, da diese Stellen fast allein mit Invaliden besetzt werden, die Magistraete, Steuer-Räthe u. s. w. den Vorschlag haben, auch durch Beyfügung der Versorgungsscheine bey die Genehmigungs Rescripte, welche zum Rechnungs Belag dienen, die Ober Rechen Cammer zur Führung der Controlle in Stand gesetzt wird. Es können auch die im Rescripto clem. d. d. Berlin d. 18ten Dec. 1800 sub No. 1 vorgeschriebenen Aufsichtsmaassregeln angewandt werden, und man darf mit Gewissheit auf die Aufmerksamkeit der Cantons Regimenter selbst rechnen, die keine Beeinträchtigung ihrer Befugnisse (von deren Umfang man sie durch Zustellung einer Liste der in dem Kammer Departement mit Invaliden zu besetzenden Stellen unterrichten kann) zulassen. . . .

Es würde aus denen in meinem Schreiben d. d. Minden d. 20. Novbr. 1797 angeführten Gründen vollkommen hinreichend seyn, wenn die historische Tabelle nur alle 3 Jahre aufgenommen und eingereicht würde. Die in dem ersten Abschnitt des Rescr. d. d. 25. Jul. 1800 enthaltene Bestimmungen des Geschäfts Kreises in Beziehung auf die Curatel der Corporationen finden auch auf das hiesige Kammer Departement ihre Anwendung.

Die Bestätigung der in den kleinen Städten Castrop, Wattenscheid, Blanckenstein, Meinerzhagen, Herdecke, Westhoven, Hörde gewählten Magistrats Glieder könnte der Kammer überlassen bleiben. . . .

Eine auf richtigen Grundsätzen beruhende Bestimmung der Gräntzen des Geschäfts Kreises der Regierung und der Kammer durch Uebertragung verschiedener abgerissener Polizey und Cameral Verwaltungs-Zweige an letztere, und Aufhebung der Cameral Justiz, so wie es bereits in Neu-Ostpreussen nach dem Reglement d. d. Berlin, d. 3ten May 1797 und in Franken nach der Verordnung d. d. Berlin, d. 10ten Dec. 1798

geschehen, würde den Geschäfts Gang nicht allein vereinfachen, sondern ihn erleichtern und ihm mehrere Lebhaftigkeit verschaffen.

Stein an Wallmoden

Nassau, 1. September 1801

Geh. Staatsarchiv Hannover. Depositum 14. Wallmoden

Behinderung der Rheinschiffahrt durch die Franzosen.

Votre Excellence voudra permettre que j'accompagne la lettre de Mr. Strieberg de quelques mots de justification sur ce que j'ai passé dans le voisinage de Gimborn sans lui présenter mes devoirs. Une indisposition malade dont j'avais souffert depuis six semaines se détermina, pendant que j'étais à Hagen, à devenir un disenterie et me fit hâter mon voyage de Nassau, pendant lequel j'étais très souffrant, je me remets peu à peu, l'air natal, la grande tranquillité dont je jouis et l'usage des eaux de Schwalbach, que j'ai commencé aujourd'hui, feront, à ce que j'espère, le reste.

Je me trouve ici dans le voisinage du théâtre des violences françaises, ils ont défendu le passage des grains sur le Rhin, ils ont enlevé des bâtiments chargés de cette marchandise de la rive droite où ils étaient ancrés, on s'est fusillé de part et d'autre, on a usé de représailles à Leutesdorff, pays de Trèves, et arrêté un bâtiment chargé de grains muni de passeport français.

Le voisinage avec cette nation turbulente, avide et injuste nous amènera encore bien des scènes.

Nous osons espérer une bonne vendange.

Stein an Heinitz(?)

Nassau, 6. September 1801

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Cleve. Tit. LXXXI. 18

Behinderung der freien Rheinschiffahrt durch die Franzosen. Unrechtmäßigkeit ihres Vorgehens. „der Rhein ein Gränzfluß, dem Völker Recht und der Natur der Sache nach zum gemeinschaftlichen Gebrauch der beiden angränzenden Nationen bestimmt“.

Bericht Steins

Hamm, 5. Oktober 1801

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Cleve. Tit. LXXXI. 18

Die französische Sperre des Getreidehandels auf dem Rhein (um die Ausfuhr nach England zu unterbinden). Nachteilige Folgen für den preußischen Handel. Teuerung in Westfalen. Stein fordert energische Gegenmaßnahmen. Unrechtmäßigkeit des französischen Verfahrens, dessen stillschweigende Duldung „entehrend und die Würde der deutschen Nation (sic!) erniedrigend“ ist.

Die französische Republik war seit der Occupation des rechten Rhein Ufers bemüht, den Getraide Handel Deutschlands nach ihren Absichten zu leiten und einzuschränken. Es erliess bereits im Winter 1800 der Commissair der vier Departements Jolivet eine Verordnung, nach der kein Getraide vom rechten Rhein Ufer nach Holland stromab gebracht werden sollte, und hiezu war er damals in Ansehung der von der franzö-

sischen Armee occupirten Länder ohnstreitig nach dem Eroberungs Recht vollkommen befugt.

Unterdessen wurden gantz ansehnliche Quantitäten auf Pässe der französischen Generalität, denen die Ertheilung derselben in dem Arreté vom 14 Ventose an 9 nachgelassen war, auf dem Rhein nach Holland verschifft, die versendende Gegenden durch den Getraide Handel bereichert, ein lebhafter Verkehr auf dem Rhein veranlasst und denen Königl. Zoll Cassen eine ansehnliche Einnahme verschafft.

Durch den zu Lunéville geschlossenen Frieden wurde der Thalweg zur Gränze zwischen Deutschland und Frankreich bestimmt, und eine Selbstfolge war, dass das Recht, welches letzterer Macht aus dem Eroberungs Recht zustand, den Handel mit deutschen Producten zu leiten aufhörte.

Diese Erwartung wurde nicht erfüllt, sondern die Lage des deutschen Getraide Handels verschlimmerte sich vielmehr, indem nunmehr die französische Generalität keine Pässe mehr ertheilen konnte, und die französische Civil Behörden alle Pässe verweigerten. Die Fahrt von Duisburg nach Holland blieb frey, und Versuche, welche die Franzosen durch Arretiren eines Schiffers Knipscheer und eines anderen van Kerck machten, wurden auf nachdrückliche Verwendung des Generals von Blücher und der Clevischen Kammer nach Inhalt der anliegenden Acten zurückgenommen. Dieser Umstand wurde von denen Getraide Versendern dahin benutzt, dass man das Getraide vom Mayn und dem Neckar zu Lande bis Duisburg transportirte und hier einschifft und nach Holland versandte, welches bey denen dortigen hohen Preisen ausführbar war.

In denen Monathen July und August a. c. ging selbst die Rheinfahrt vom Oberrhein wieder auf und es wurden beträchtliche Quantitäten strohmas versandt.

Der auf der Bereisung seines Departements begriffene Jollivet erliess in dem August ein neues Decret, worin er die Versendung des Getraides auf dem Rhein, es komme her, woher es wolle, verbot, und nunmehr eröffnete sich ein freyes Feld für die Raubsucht und Plünderungsgier der französischen Maut-Bediente. Sie nahmen mit Gewalt der Waffen und unter dem Beistande des Militärs

mehrere, hessischen Unterthanen gehörige, mit Getraide, so auf dem Mayn aufgekauft war, beladene Schiffe vom rechten Rheinufer zwischen Mainz und Castel hinweg,

ein bey Leutesdorff, Trierscher Hoheit, auf dem rechten Rhein Ufer liegendes mit der Entladung des Getraides beschäftigtes Schiff,

versuchten ein gleiches mit einem bey Lintz Cölnischer Hoheit liegenden Schiff, wurden aber daran verhindert, indem die Cölnische Beamte eine gantze Brigade Gendarmes und Maut Bediente entwaffneten und arretieren liessen. Die Gewaltthätigkeit auf dem Rhein vervielfältigte sich, und nunmehr sperrten die französischen Maut-Bediente auch die

Fahrt zwischen Duisburg und Holland auf dem längst dem preussischen Territorio liegenden Theil des Rheinstrohms. Der Landgraf von Hessen-Cassel liess nachdrückliche Vorstellungen durch seinen Gesandten in Paris machen, Chur Trier gebrauchte Repressalien und liess ein französisches mit Getraide beladenes Schiff confisciren, unterdessen liegt aber der gantze Getraidehandel auf dem Rhein, und dieses zufolge der Befehle eines französischen Beamten.

Das Verfahren von Frankreich ist ungerechtfertigt, es ist von den nachtheiligsten Folgen, es ist entehrend für seine Nachbarn, wenn es diese Gewaltthätigkeiten zahm und leidend erträgt.

Der Lunéville Frieden setzt den Thalweg zur Gränzze, er hebt

1) also das indem Zustand des Krieges geltende Eroberungs Recht auf,
2) er stellt die natürliche Unabhängigkeit beider Nationen von einander wieder her, schliesst ihre Einnischung in die innere Verwaltung jedes Landes aus;

3) verbiehet die Gewaltthätigkeit diessseits des Thalwegs als der Strohbahn eines zwey unabhängige, im Zustand des Friedens befindliche Nationen berührenden Gränz Strohm.

Diese Sätze sind so evidente Selbstfolgen des Lunéville Friedens, dass es nur ihres Ausdrucks und keiner näheren Ausführung bedarf.

Die Folgen der französischen Usurpation der Ober Herrschaft über den Rhein sind im vorliegenden Fall

1) dass Ober-Deutschland seine Producte theils herabgewürdigt theils gantz ohne Absatz sieht, dass ihm die Mittel entgehen, das durch den Krieg verlohrene Geld wieder zurück zu verdienen, und dass der Absatz der Preussischen Fabrique Waaren leidet, z. B. der metallischen Waare der Grafschaft Marck, die Schlesische Tücher hier, wie es die gegenwärtige schlechte Frankfurter Messen beweisen,

2) dass die Zoll Einnahme und das Gewerbe der Schiffarth auf dem Rhein leidet, und betrug die Zolleinnahme vom Getraide anno 1800 gegen 70 000 rth,

3) dass durch die verhinderte Circulation des Getraides zwischen dem Ober Rhein und Westphalen in diesem Lande eine künstliche Theuerung entsteht, da es die Zufuhr vom linken Rheinufer verlohren und man, um diese Theuerung zu verhindern, wieder zu anderen nachtheiligen Einschränkungen zu schreiten genöthigt ist.

Dass es übrigens entehrend und die Würde der deutschen Nation erniedrigend ist, seinen Nacken unter das Joch eines französischen Proconsuls zu beugen, hierin wird wohl das Gefühl jedes nicht gantz herabgewürdigten Mannes übereinstimmen.

Diese gantze den Rhein Handel einschrenckende Maasregel kann gegenwärtig als eine Anmassung einer französischen Unterbehörde angesehen werden, sie beruht auf keinem Beschluss des Consuls, sie ist auf keine unter unabhängigen Nationen gewöhnliche Art zur Wissenschaft der

ändern gebracht, das französische Gouvernement hat selbst dem Militair die fernere Einmischung verbothen, indes scheint überhaupt [er] selbst aus seinem Benehmen gegen Chur Trier und Cöln die Gewaltthätigkeit seiner Unter Behörden nicht gradezu zu billigen und nur diesen so weit nachzusehen, als es die Schwäche und Nachgiebigkeit seiner Nachbarn gestattet, um gelegentlich einen Masstab der Zahmheit der letzteren zu erhalten und die Vortheile einstweilen zu benutzen, welche ihm aus diesen Maasregeln zufließen, diese Vortheile sind aber irrig berechnet, indem England, dem man die Zufuhr versperren will, Getraide aus Amerika und der Ostsee erhalten kann.

Man wird also ohnbedenklich

- a) offenbaren gewaltthätigen Violationen des Territorii Gewalt entgegenzusetzen können und die Maut Bediente, so sich auf der rechten Seite des Thalwegs gewaffnet betreffen lassen, durch das unter den Befehlen des General Lestocq stehende Militair arretiren, entwaffnen und zurückweisen lassen, welches wie gesagt auf dem Ober Rhein bereits geschehen ist;
- b) nachdrückliche Vorstellungen gegen die angemassete französische Ober Herrschaft auf dem Rhein in Paris thun lassen und zu gleichen Maasregeln die übrigen an den Rhein gränzenden Fürsten, Hessen, Bayern auffordern,
- c) und im Fall diese ohne Erfolg sind, so wird man ernsthaftere Maasregeln durch Repressalien u. s. w. brauchen können.

Heinitz an Stein

Berlin, 20. Oktober 1801

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Minden-Ravensberg Tit. V. Nr. 2 Vol. 5. Konzept

Sendung Vinckes nach Spanien. Fordert Vorschläge über seine Vertretung.

Stein an Heinitz

30. Oktober 1801

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Minden-Ravensberg Tit. V. Nr. 2 Vol. 5. Eigenh.

Beantragt für Delius¹⁾ die Bewilligung einer Reise nach Flandern und Nordfrankreich zum Studium der Textilindustrie. Vertretung Vinckes. „In einem Collegio, das wie das hiesige eine Provinz verwaltet, deren ganzer Wohlstand von Flachsbaum, Garnspinnerei, Weben usw. abhängt, ist es gewiss nützlich, wenn mehrere Mitglieder desselben Kenntnisse von diesen Gewerbezweigen besitzen, die sie bei der polyzeylichen Leitung derselben anwenden können.“ (Abgelehnt durch Rescript vom 21. Nov.)

Bericht Steins

Minden, 24. November 1801

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Cleve V. 12 Vol.

„Überreicht die per Rescr. datiert Berlin, 18. Dez. 1800 geforderte Vorschläge wegen Abkürzung des Geschäftsbetriebs.“

¹⁾ Kriegsrat bei der Kammer in Minden.

Stein an Reden
Geh. Staatsarchiv Breslau

Minden, 29. November 1801

Verkauf der linksrheinischen Besitzungen. Erbittet seine Ratschläge wegen eines Ankaufs in Schlesien.

Sie erhalten, mein lieber Reden, von mir einen Brief über einen Gegenstand, der Ihnen vielleicht unerwartet ist. Ich habe mir einigen Vorrath von baarem Gelde geschaffen, den ich durch den Verkauf meines auf dem linken Rheinufer liegenden Vermögens zu vermehren beschäftigt und zu dem Ankauf eines Guthes in einem Theil von Deutschland, der von dem Kriegstheater entfernt ist, anzuwenden beschlossen habe. Da ich nun Anschläge und Gütherbeschreibungen aus verschiedenen Gegenden einziehe, so ist mir auch dergleichen aus Schlesien zugekommen, unter denen der anliegende der Herrschaft Freyhahn ist. — Ich wünschte, Sie beantworteten mir folgende Fragen oder, im Fall Sie nicht Zeit hätten, liessen sie mir durch Langwerth beantworten.

1) Überhaupt ist in Schlesien der Zinsfuss am Steigen, der Capital Werth der Güther am Fallen, und kann man gegen baares Geld in kurzem Termin zahlbar zu 6% rein Ertrag kaufen in Schlesien,

2) ist die Anwehre der Producte an Holz, Brandtwein, Gebräu, Wolle in Niederschlesien auf der Südpreussischen Gränze leicht und die Circulation lebhaft.

3) Wer ist der Besitzer von Freyhahn, warum verkauft er? Fragen, die den Anschlag selbst betreffen, behalte ich mir noch vor, da ich demjenigen, der mir den Anschlag zugeschickt, geantwortet, er mögte den Besitzer fragen, ob er mir zulassen wolle, durch einen Ökonomieverständigen den Anschlag an Ort und Stelle prüfen und revidiren zu lassen. Es scheint mir in dem Anschlag manches auffallend, z. B. der Holzbestand ist zu 4p Klafter Morgen zu hoch angenommen, der Wein Ertrag ganz übertrieben und unmöglich, so dass hier ein Schreibfehler vorgefallen seyn muss.

Der Kauf im allgemeinen genommen hat gegen sich, dass die Laage wenig angenehm seyn kann.

Erfordert die Verwaltung dieses Guthes eine beständige und ununterbrochene Gegenwart?

Kann man bey Schliessung des Handels nicht die theure und oft betrügerische Dazwischenkunft der Güther Mäkler und Advokaten (nicht) vermeiden?

Ich würde auf dieses Guth oder ein jedes andere passende gleich 180 000 Th. in Golde oder in kurzen Terminen bezahlen können, wodurch ich den Abschluss eines vortheilhaften Kaufes zu bewürken hoffe.

Hat es Schwierigkeiten, das Incolat zu erhalten, ist es kostbar? Meine Absicht ist, diesen Winter nach Berlin zu gehen, und habe ich die Hoffnung, Sie da zu sehen, noch ist mir aber die erfoderliche Cabinets Ordre

nicht zugekommen und kann ich keinen bestimmten Entschluss fassen. Es sind mir auch die Anschläge der Herrschaft Nimckau und die Güther eines H. v. Nimptsch im Gebürge zugekommen, als Conradswaldau, Jägerndorff usw., sie scheinen mir aber übertrieben hoch.

Nachschrift.

Ich habe Ihnen auch noch einen Anschlag eines Herrn (?) Nimckau, der sehr summarisch ist und sich daher noch weniger beurtheilen lässt wie der erstere — das Guth liegt in einer cultivirten gewärbigen Gegend.¹⁾ Darf man Dominical Gründe an Unterthanen verkaufen?

Cabinettsorder an Stein

Berlin, 3. Dezember 1801

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Cleve VI. 1

Wird nach Berlin befohlen.

Bericht Steins

Minden, 19. Dezember 1801

Geh. Staatsarchiv Berlin. Gen. Dir. Cleve. LXXXV. Sekt. I. 2

Überreicht Dietfurths Darstellung der ständischen Verfassung in Cleve-Mark.

Stein an Vincke

Berlin, 17. März 1802

Archiv Ostenwalde. Nachlaß Vincke

Westfälische Verwaltungsaufgaben (Brückenbau, Armenhäuser, Befreiung der Domänenbauern), Ankauf von Birnbaum. Reisepläne.

Ich habe bis zu meiner Abreise von Berlin Anstand genommen, Ew. Hochwohlgeboren zu schreiben, um Ihnen eine vollständige Nachricht von denen auf die Westphälische Provinzial Verwaltung Einfluss habenden Verhandlungen mittheilen zu können.

Die Bausachen sind sämmtlich entschieden; der Wiederherstellungs Plan der Weser Brücke, welchen Hr. Funck²⁾ entworfen, sowie auch der Werra Brücken Bau genehmigt, und ist man mit der Ausführung von beiden nachdrücklich unter Mitwirkung des Hrn. Bau Director Lehmann beschäftigt — hingegen sind wir gesichert gegen die Besuche des Herrn Riedel³⁾. Auch der Bau des Armenhauses⁴⁾ ist vom König genehmigt, eine Zusicherung gegeben von einer Unterstützung von 40,000 Thaler unter gewissen Modalitäten; die Aebtissin⁵⁾ will aber das Fraterhaus vor erfolgter Königlicher Genehmigung nicht überlassen, um welche Genehmigung gegenwärtig nachgesucht worden ist. Das Geistliche Departement hat eingewilligt in eine Behandlung der Armen Sachen durch eine gemeinschaftliche Commission der beiden Collegien. Die Vorschriften wegen Abkürzung der Dienstformen haben die Immediate Genehmigung erhalten, auch sieht man der Vollziehung einer Verordnung wegen Allodifi-

¹⁾ Stein erwarb an Stelle dieser Güther die Herrschaft Birnbaum im damaligen Südpreußen, der späteren Provinz Posen.

²⁾ Landbaumeister bei der Baukommission der Kammer zu Minden.

³⁾ Geh. Oberbaurat bei der Oberbaudeputation in Berlin.

⁴⁾ In Herford s. Bodelschwingh, Vincke I. S. 126.

⁵⁾ Von Herford.

cation der Königlichen Eigenbehörigen entgegen, und sind auf diese Art denn doch verschiedene Gegenstände, welche Veranlassung zu meinem Hierseyn gaben, theils zu Ende gebracht, theils aber auch eingeleitet. Ihre beide an mich gerichtete Briefe sind mir zugekommen¹⁾, auch habe ich verschiedene Ihrer sonstigen nach Deutschland gerichteten Briefe zu lesen Gelegenheit gehabt, so wie ich denn auch die meinigen Ihren so sehr an Ihrem Schicksal theilnehmenden hiesigen Verwandten²⁾ und dem Minister H[einitz] zugestellt habe.

Meine Anwesenheit benutzte ich, um mich nach Güthern zu erkundigen, und kaufte nach vorhergegangener Bereisung die an der Warthe 22 Meilen von hier liegende Herrschaft Birnbaum gemeinschaftlich mit einem meiner alten Bekannten, Herrn von Troschke³⁾, ich zu $\frac{2}{3}$, er zu $\frac{1}{3}$ für 243,000 Thaler. Ich hoffe und glaube einen guten Kauf gethan zu haben und habe bereits Kontrakte über 26,000 Klafter hier geschlossen, habe aber noch einmal soviel zu verkaufen. Auf Johanny geschieht die Übergabe. Verbesserung der Viehzucht, der Schaafzucht, wovon eine Heerde von 3000 Stück ist, sind die Haupt-Meliorations-Objekte.

Ich reise am 19ten m. c. von hier über Hamburg nach Minden.

Stein an Frau von Berg

Minden, 22. April 1802

Nach Pertz I, S. 192 ff.

Mecklenburgische Reise. Scharfe Verurteilung der dort herrschenden Leibeigenschaft. Unwirtschaftlichkeit dieses Systems. Graf Moltke. Korrespondenz mit Herder. Büste der Frau von Berg.

Ich verschob es, Ihnen, meine beste Freundin, zu schreiben, bis ich hinlängliche Musse und Gesundheit hatte, um es mit Sammlung und ruhiger Zurückerinnerung alles dessen, was seit meiner Abreise von Berlin vorgefallen war, thun zu können. Ich wanderte Mecklenburg in seiner ganzen Länge seewärts durch, besprach bedingungsweise zwei Besitzungen für das Stift, die ich für einträglich halte. Das Aeussere des Landes missfiel mir so sehr als das nebliche nördliche Climat, grosse Ackerfluren, wovon ein ansehnlicher Theil zur Weide und Brache liegt, äusserst wenige Menschen, die ganze arbeitende Klasse unter dem Drucke der Leibeigenschaft, jene Flächen einzelnen selten gut bebauten Höfen beigelegt, mit einem Worte, eine Einförmigkeit, eine todte Stille, ein Mangel von Leben und Thätigkeit über das Ganze verbreitet, die mich sehr niederdrückte und verstimmte. Die Wohnung des Mecklenburgischen Edelmannes, der seine Bauern legt, statt ihren Zustand zu verbessern, kommt mir vor wie die Höhle eines Raubthieres, das Alles um sich verödet und sich mit der Stille des Grabes umgiebt. Gewiss ist der Vortheil auch nur

¹⁾ Fehlen beide.

²⁾ Vinckes Schwester Elisabeth war mit dem Minister v. d. Reck verheiratet. Kochendörffer a. a. O. S. 17.

³⁾ Preussischer Kammerherr, über dessen frühere Verbindung mit Stein nichts zu ermitteln war. — Ueber den Erwerb von Birnbaum vgl. auch Ritter a. a. O. I. S. 122 ff.

anscheinend, und hohe Culturenergie, voller Ackerbau nur möglich, wo es an Menschen und menschlichen Kräften nicht fehlt. Der Kaufwerth, der Ertrag, die Sicherheit des Absatzes, die Möglichkeit, grosse öffentliche gemeinnützige Anlagen auszuführen, ist gewiss in Ländern, wo Bevölkerung und Gewerbefleiss existirt, überwiegend grösser als in denen, wo man den Menschen zum integranten Theil des Viehinventarii eines Gutes herabgewürdigt hat. Die kurzsichtige Habsucht des Güterhändlers hat auch die Möglichkeit einer vermehrten Menschenzahl durch die Devastation des in diesem unfreundlichen, nördlichen Himmelsstriche so nöthigen Holzes ganz aufgehoben.

Ich hielt mich einige Tage in Wohldede bei Graf Moltke auf, es ist ein schönes Guth, er ein thätiger strenger Landwirth, dessen Sachen sehr vorwärts zu gehen scheinen, auch sie beschäftigt sich sehr mit Kindererziehung und mit ihrem Hauswesen, und man vergisst über diese gute Eigenschaften ihre kleinen Extravaganzen, die grösstentheils ihrer Harthörigkeit und der Unbeweglichkeit ihres gebrochenen Armes zuzuschreiben sind. Von da reiste ich über Rostok, Wismar, Lübeck, Hamburg nach Minden. Ich geniesse hier meine Unabhängigkeit, meine Ruhe, meine Rückkehr zu meinen Berufsgeschäften, und mir fehlt der Umgang einer verständigen, gebildeten, theilnehmenden Freundin, der Ihrige. Es gehört zu meinen besten und häufigsten Wünschen, das Glück dieses Umgangs, das mir so abgerissen, so stückweise zu Theil ward, am Abend meines Lebens fortdauernd zu geniessen — möge ihn doch die Vorsehung erhören.

An Herdern¹⁾ schreibe ich heute, ich habe bei der ganzen Sache wenig Verdienst, Ihnen allein kommt aller Dank zu, den ich nicht usurpiren will. Es ist mir nur leid, dass ein Mann wie Herder an der Spree und der Weser eine Hülfe suchen muss, die er doch unter seinen ihm nahe umgebenden Menschen finden sollte.

Ich danke Ihnen für alles Gute und Freundliche, was Sie von der kleinen Henriette sagen, sie ist ein gutmüthiges, bildsames Kind, das viele Thätigkeit und Besonnenheit hat — den Aufenthalt in B[erlin] halte ich ihr nicht für zuträglich, denn das Beispiel von Unthätigkeit und das Uninteressante der Gegenstände der Unterhaltung, die man dort auswählt, wirken nachtheilig. Ich wünschte den engen Kopf des guten A. über einen grösseren Leisten zu schlagen; er ist gar zu enge und sein Herz zu kalt, unempfänglich für alles Grosse und nicht-Alltägliche. Er erinnert mich immer an das Wort des Helvetius, *que les gens froids ont un bouclier pour se défendre, mais point une épée pour conquérir*. Es ist schade, dass so viele Mittel zu einer liberalen, wohlwollenden, kenntnis- und genussreichen Existenz in den Händen eines Mannes sind, der die Stelle

1) Vgl. Haym, Herder. Bd. II, S. 812.

eines Subalternenoffiziers oder eines Landedelmannes mit 1500 Thaler Einnahme vollkommen ausfüllen würde.

An Ihren Leiden, meine beste Freundin, nehme ich lebhaften Antheil, Sie erscheinen als Pflegerin und Hülfe einer leidenden Mutter in einem Ihrer würdigen Licht — schonen Sie aber Ihre Gesundheit.

Der meinigen ist die Reise nachtheilig gewesen, noch immer hat mich ein sehr heftiger Husten nicht verlassen, der zwar keinen böartigen Charakter hat, unterdessen aber lästig ist und mir Sprechen und jede Bewegung beschwerlich macht. Die sehr milde Witterung wird ihn auch wohl entfernen. Empfehlen Sie mich dem Andenken Ihrer lebenswürdigen Tochter. Heute geht alles an Herdern ab — doch ich sagte es ja schon einmal. Für ihre Büste danke ich, Sie sind so gütig und schicken sie an Rosenstiel, der sie mir zukommen lässt. Herr Tiecke hat es mir überlassen, sie ganz zu vollenden und Ihren Geist, Ihre Thätigkeit, Ihr ruhiges, besonnenes freundliches Wesen noch hineinzutragen, welches ich thun werde. Was hören Sie von meiner Schwester Werthern und von Louise? wo werden diese ihren Sommer verleben?

Bleiben Sie meine Freundin und seyn Sie so glücklich, als ich es wünsche und Sie es verdienen.